





# EUROPE

## Grèce

DANS UN DISCOURS PRONONCÉ A SALONIQUE

### M. Caramanlis critique « ceux qui exercent une pression démagogique sur le gouvernement »

De notre correspondant

Athènes. — Les Grecs ne tarderont plus à retourner aux urnes. Dans un discours prononcé le samedi 21 septembre à Salonique, devant une foule défilante d'enthousiasme, estimée à trois cent mille personnes, le premier ministre, M. Constantin Caramanlis, n'a pas fixé une date précise, mais il a déclaré : « Je crois que dans un espace de temps, plus bref qu'on ne le croit, le gouvernement sera en mesure d'annoncer la date à laquelle vous serez appelés à élire ceux qui vous gouverneront ».

Le premier ministre a tenu cependant à préciser qu'auparavant il faudra que la phase aiguë de la crise chypriote soit surmontée, et que l'horizon soit un peu dégagé. « Les dangers, a-t-il dit, ne sont pas éliminés, et il est nécessaire que les Grecs aient conscience de cette réalité ». A ce propos, M. Caramanlis a adressé un avertissement au gouvernement d'Ankara : « Les Turcs, a-t-il dit, se trompent s'ils croient pouvoir garder sans danger, pour eux-mêmes et la paix mondiale, ce qu'ils ont pris par la force et par la ruse ».

Il s'en est pris aussi aux alliés de la Grèce : « Une déception douloureuse, a-t-il dit, nous a été faite par le fait que l'OTAN s'est montrée incapable d'écarter l'invasion barbare des Turcs et le danger du conflit entre deux de ses membres, incapables qui, comme vous le savez, nous les forçons de nous retirer de l'OTAN ». Cette décision, a-t-il cependant ajouté, « ne signifie pas que la Grèce veut rompre ses liens politiques et culturels avec l'Europe, dont elle fait partie, et à laquelle elle désire appartenir ».

Pour le premier ministre, il ne sera possible de bâtir une démocratie authentique, moderne et saine que dans l'union de tous les Grecs. Sur ce point, il a mis en garde « ceux qui exercent une pression démagogique sur le gou-

vernement et lui demandent de défaire en un mois ce qui a été fait en sept ans, tout en persistant à ignorer la multitude et la dimension des problèmes dont nous sommes hérités ». M. Caramanlis a souligné qu'en définitive tout dépendra du comportement des forces politiques. Il a ajouté qu'une grande partie de la responsabilité pour la création d'un climat de modération, « sans lequel le fonctionnement d'une démocratie réelle n'est pas possible », revenait à la presse. « Je demande à ceux qui informent et dirigent l'opinion publique de se montrer à la hauteur des circonstances et de faire preuve de la maturité politique et de la sagesse que manifeste déjà le peuple », a-t-il dit.

Ce dernier point est important. Ces jours derniers, divers journaux, à droite comme à gauche,

ont tendance à élever le ton, à rendre plus aigus certaines controverses, entre autres celles concernant l'épuration de l'Etat, le châtiment des responsables de la tragédie nationale et des sanglants événements de l'école polytechnique en novembre 1973.

Contrairement à ce que certains attendaient, le président Caramanlis n'a pas annoncé la reconnaissance légale des deux partis communistes. La question serait à l'étude, mais aucune déclaration n'a été prise, et la tolérance manifestée par les autorités ne peut pas tout à fait être interprétée comme une reconnaissance de facto.

Après le discours de Salonique, les Grecs vont s'intéresser encore un peu plus à leurs problèmes politiques. Marc prochein, au cours d'une conférence de presse, M. Andreas Papandréou pourrait bien donner le coup d'envoi de la campagne électorale.

MARC MARCEAU.

### M. Georges Mavros : les États-Unis étaient impliqués dans le coup d'État d'avril 1967

New-York (Reuter). — Le coup d'État grec d'avril 1967 a été organisé par l'équivalent grec de la C.I.A. américains. Les États-Unis savaient ce qui se passait, cela ne fait aucun doute, et les Américains seraient mieux de confesser qu'ils ont commis une erreur en étant impliqués dans le coup d'État », déclare M. Georges Mavros, ministre des affaires étrangères grec, dans une interview publiée par Time le 1<sup>er</sup> septembre.

A propos du coup d'État chypriote qui a renversé l'archevêque Makarios, M. Mavros déclare : « Les gens ont naturellement soupçonné ceux qui avaient soutenu la tyrannie des sept dernières années ».

« Nous pensons que les Américains avaient les moyens d'empêcher les Turcs de débarquer à Chypre. Mais il est évident, maintenant, qu'ils ne souhaitent pas le faire », ajoute-t-il.

Pour M. Mavros, la décision grecque de se retirer de l'OTAN « n'est pas un bluff ». « L'alliance a montré qu'elle était incapable de prévenir un conflit militaire entre deux de ses membres », a-t-il dit. « Il est évident que cette décision entraînera l'effondrement de toute la stratégie occidentale, mais nous, les Grecs,

ne pouvons pas porter seule la responsabilité de la sécurité du monde occidental au moment où nous sommes brutalement attaqués par un membre de l'alliance atlantique ».

M. Mavros a également déclaré qu'il ne croit pas que certains responsables du régime des colonels seront finalement traduits en justice.

« C'est une question importante. Elle occupe l'esprit des Grecs. Ils estiment qu'il y a lieu de rendre des comptes. Ce n'est plus qu'une question de temps ».

J'ai le sentiment qu'après les élections et la venue au pouvoir d'un gouvernement émanant du peuple, le gouvernement souhaiterait certainement châtier ceux qui ont commis des crimes pendant sept ans de dictature ».

## AMÉRIQUES

### Chili

#### CINQ CENTS PERSONNES VIENNENT D'ÊTRE DÉPORTÉES DANS UN CAMP DE TRAVAIL

Quelque cinq cents personnes ont été arrêtées dans la banlieue de la capitale le samedi 31 août. Elles ont été immédiatement déportées dans un camp de travail du nord du pays afin de « travailler pour le bien du Chili ».

L'opération, menée conjointement par la police et l'armée pour débarrasser le pays des « éléments criminels », s'est déroulée dans le quartier Violeta Parra. Cinq mille personnes ont été interpellées, et les cinq cents qui avaient un casier judiciaire ont été retenues.

Les autorités ont d'autre part annoncé le même jour l'arrestation de sept militants (six socialistes et un communiste), membres d'un nouveau groupe clandestin, l'Organisation de la résistance armée (ORA). Le Washington Post dénonce de son côté la mise en résidence surveillée de son correspondant à Santiago, qui se préparait à écrire un article sur l'éclosion d'un mouvement de deux déportés politiques.

Enfin, le général Pinochet a déclaré samedi qu'il répondrait « en temps opportun » à la lettre que les autorités religieuses lui ont envoyée le 29 août, demandant que l'« état de guerre » soit levé. Il a remercié les chefs des Églises pour cette « manifestation respectueuse des desseins élevés de pacification nationale » qui les inspirent et qui sont « pleinement partagés par le gouvernement ».

### Nicaragua

#### LE PRÉSIDENT SOMOZA EST ASSURÉ DE SA RÉÉLECTION

Managua (A.P. Reuter). — Les premiers résultats de l'élection présidentielle qui a eu lieu le dimanche 1<sup>er</sup> septembre indiquent que le général Anastasio Somoza, le président sortant, bénéficiera de plus de 95 % des suffrages. Les résultats complets ne seront cependant pas connus avant plusieurs jours.

Le général Somoza, qui dirige le parti libéral, avait annoncé sa réélection en déclarant illégaux neuf des dix mouvements d'opposition. Seul M. Faguaga, chef du parti conservateur, avait été autorisé à se présenter. Les autres dirigeants politiques ont été privés de leurs droits civiques, ce qui a suscité, le mois dernier, les réactions publiques de l'évêque du Nicaragua.

## A travers le monde

### Allemagne fédérale

● M. GROMYKO, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, dont la visite en Allemagne fédérale avait déjà été annoncée, séjournera les 15 et 16 septembre à Bonn, a indiqué, samedi 31 août, un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères (A.F.P.).

### Botswana

● LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ DE DISSOUDRE LE PARLEMENT, et des élections générales législatives et présidentielles se tiendront le 26 octobre. Quatre partis entreront en compétition pour les trente-deux sièges de députés à pourvoir. Il s'agit du parti démocratique du Botswana, du parti populaire panafricain, du parti pour l'indépendance, et du front national. (A.F.P.)

### Caméroun

● SELON UN COMMUNIQUÉ COMMUN, publié le 31 août à Yaoundé, le gouvernement du Caméroun et celui de Cuba ont décidé d'établir des relations diplomatiques.

### Japon

● LA REQUÊTE SUPPLÉMENTAIRE présentée par le gouvernement de groupes hostiles au régime du président Park et opérant, selon Seoul, à partir du territoire japonais, a été virtuellement rejetée le samedi 31 août par le ministre des affaires étrangères du Japon, M. Toshiro Kihara, qui recevait l'ambassadeur de Corée du Sud à Tokyo, M. Kimura s'est borné à promettre que le Japon participerait à l'enquête menée sur la tentative d'attentat dirigée le 15 août contre le président Park, mais seulement « dans les limites des lois japonaises ». (A.F.P.)

### LE RETOUR PROCHAIN DE M. POWELL AUX COMMUNES RISQUE D'ACCENTUER LES DIVISIONS ENTRE LES CONSERVATEURS.

(De notre correspondant.)

Londres. — Le retour de M. Enoch Powell à Westminster est désormais tenu pour acquis. Personne ne doute plus que sa candidature au siège de South Down, en Irlande du Nord, sera officiellement déposée sous peu. Aux élections générales de février dernier, le champion de la droite conservatrice s'était rebelli contre la politique de M. Heath. Fondamentalement hostile au Marché commun, il avait demandé alors à ses fidèles de voter pour les travaillistes plutôt qu'en faveur de son propre parti. Lui-même avait renoncé à se faire réélire dans sa circonscription (Wolverhampton) et son attitude a probablement fait perdre, aux conservateurs plusieurs sièges dans les Midlands, où l'influence de M. Powell reste sensible.

#### Le leader de trois groupes unionistes

L'accord intervenu avec les dirigeants de la majorité protestante de M. Powell le samedi 21 août, le leader des trois groupes unionistes de l'Irlande du Nord à Westminster, les « officiels » de M. Harry West, les « démocrates » du Révérend Ian Paisley et le groupe « Vanguard » de M. William Craig appuient sa candidature. Ils auraient accepté également que le rebelle conservateur reste entièrement libre à Westminster de défendre ses thèses traditionnelles contre l'Union européenne des gens de couleur et pour une politique financière très stricte, au risque de provoquer une vague de chômage dans le pays.

L'éventuel retour de M. Powell aux Communes ne suffit certes pas à mettre en danger le poste de M. Heath, qui dépendra surtout du résultat global des prochaines élections. Mais la rentrée de M. Powell menace d'accroître les divisions au sein du parti conservateur. — J. W.

● L'annonce de manœuvres communes de la Royal Navy et de la marine sud-africaine a provoqué une tempête de protestations dans les milieux politiques britanniques, particulièrement parmi l'aile gauche du parti travailliste. Ces exercices doivent avoir lieu en vertu d'un accord sur la défense des voies maritimes du Cap. — (A.F.P.)

## Chypre

ALORS QUE LA TENSION PERSISTE SUR LA « LIGNE VERTE »

### Les dirigeants chypriotes s'efforcent de régler le problème des réfugiés

M. Glafkos Cléridis, président par intérim de la République chypriote, et M. Raul Denktash, vice-président et chef de la communauté turque de l'île, devaient se rencontrer ce lundi 2 septembre à l'hôtel Ledra (sur la « ligne verte »), qui est actuellement occupé par les « casques bleus ». Le principe de rencontres hebdomadaires — tous les lundis — avait été adopté lors de la récente visite du secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, à Nicosie. M. Cléridis avait l'intention de soumettre à M. Denktash un plan pour la solution du problème des réfugiés.

Le plan de M. Cléridis prévoit le retour immédiat des Chypriotes grecs à Famagouste ainsi que dans la région de Morphou, mesure qui réduirait de moitié le nombre total des réfugiés. Selon les Chypriotes grecs, 40 % de ceux-ci sont sans abri, et le nombre total des personnes déplacées est de cent quatre-vingt-cinq mille deux cent cinquante-neuf (soit quarante mille familles).

Le règlement de la question des réfugiés faciliterait évidemment une négociation sur le statut de l'île. De source chypriote bien informée, on apprend que les dirigeants chypriotes grecs envisagent sérieusement de présenter une solution fondée sur le principe fédéral.

M. Cléridis a confié le soin d'étudier la forme que doit prendre cette fédération au bureau du procureur général, M. Criton Torkian, un des experts constitutionnels qui avaient accompagné le président chypriote à Genève.

Cependant, la situation militaire est toujours confuse, les troupes turques poursuivant les « grignotages » du sud-est de l'île, tandis que, à Nicosie même, la tension persiste sur la « ligne verte » séparant les secteurs grec et turc.

● A ANKARA, l'ambassadeur de France en Turquie a fait, le 1<sup>er</sup> septembre, une démarche, au

nom des neuf membres de la Communauté européenne, auprès du ministre des affaires étrangères, M. Gunes, pour appeler l'attention du gouvernement turc sur le problème des réfugiés à Chypre. L'ambassadeur, M. Vaur,

a insisté sur les préoccupations humanitaires qui inspirent cette démarche. Il a également souligné les aspects politiques de la grave situation actuelle, qui risquent de créer un nouveau problème international des réfugiés.

### Un nouveau charnier est découvert près de Famagouste

De notre envoyé spécial

Murata. — Le corps noir d'un vieillard gri, recroquevillé, au côté de celui d'un enfant, les poignets encore ligotés. Tout autour, des crânes, des membres éparpillés, un pied encore chaussé d'une sandale. Quelques mètres plus loin, deux soldats dégageant de la terre le cadavre d'une femme vêtue d'une robe aux couleurs vives. C'est le charnier qui a été découvert le dimanche 1<sup>er</sup> septembre, au fond d'une décharge publique, à deux pas du village chypriote turc de Murata (en grec Muratli). Devant les journalistes conduits sur place, vingt-deux corps ont été déterrés, mais les autorités turques estiment que l'on pourrait en trouver environ soixante-dix.

Quand, le 15 août dernier, l'armée d'Ankara — au cours de sa seconde offensive — est arrivée à Murata (à 20 kilomètres au nord-ouest de Famagouste), le village était désert. Ses deux cents habitants avaient disparu. Il est encore impossible de savoir exactement ce qui s'y est passé. Mais deux témoignages, encore partiels et confus, permettent peut-être de reconstituer une partie des faits.

Le samedi 20 juillet, explique M. Süleyman Mehmet, un paysan

Grecs en armes sont venus et ont emmené les hommes. Par exemple, à 2 kilomètres de Murata, ils nous ont enfermés deux jours dans l'école avant de nous emmener au camp militaire Dimotlos à Famagouste. Cinq jours après, je me suis évadé et j'ai trouvé refuge dans la ville de Murata. Il y a six jours seulement que je suis rentré au village ; depuis, je cherche ma femme et mes enfants. A son retour, le paysan n'a rencontré que l'imam du village, M. Hassan Mustapha Nihat. Celui-ci raconte, bras écartés et mains au ciel : « Ils sont encore venus le 14 août, je me suis caché avec ma femme et mes deux enfants, et ils ne nous ont pas trouvés. J'ai entendu des coups de feu et j'ai attendu très longtemps avant de sortir. Quand, enfin, je suis sorti, il n'y avait plus personne dans le village ».

Pendant des jours, les deux hommes, aidés d'un berger, ont fouillé les alentours. Dimanche, ils se sont attaqués au défilé d'ordures. Et ils ont trouvé. Le paysan a reconnu le corps d'un ami ; il s'appelle Moustapha Cihan et avait quatre-vingt-dix ans.

DOMINIQUE POUCHIN.

## Grande-Bretagne

Le congrès des syndicats britanniques

### L'aile gauche du TUC est décidée à se prononcer contre le « contrat social »

De notre correspondant

Londres. — Le congrès du TUC (Confédération syndicale britannique), qui s'est ouvert ce lundi matin 2 septembre à Brighton, aura sans doute une influence décisive sur l'issue des élections générales anticipées qui auront probablement lieu au début d'octobre. Mais si, dans l'ensemble, les militants syndicalistes font des efforts éditoriaux pour assurer la victoire du parti travailliste, les débats s'ouvrent dans une atmosphère plutôt trouble.

Samedi, en effet, la seconde des séances syndicales par ordre d'importance — celle des travailleurs de la métallurgie — a résolu de voter contre le « contrat social » par lequel les organisations syndicales s'engagent à modérer leurs revendications. Comme d'autres associations syndicales, notamment celle des fonctionnaires, voteront sans doute renforcer les un million quatre cent mille métallurgistes, les avocats d'une offensive sur le front des Conservateurs réuniront près d'un quart des dix millions de voix représentées à Brighton.

Dans les coulisses du congrès, on n'ignore pas que M. Enoch Powell, le chef de la Fédération des métallurgistes, est personnellement favorable au « contrat social », mais qu'il a dû s'incliner devant son propre comité exécutif dominé par la gauche. De son côté, M. Jack Jones, secrétaire général de la Fédération des transports et travailleurs généraux, qui compte près de deux millions d'adhérents, n'a pas craint dimanche de déclarer en public qu'une attitude négative des métallurgistes serait « déraisonnable ». D'ailleurs, les dirigeants modérés s'efforcent, sans trop d'espoir, de faire revenir la fédération de M. Scanlon sur une décision qui ne manquera pas d'être exploitée par les adversaires du gouvernement travailliste.

Le vote décisif sur le « contrat social » est attendu pour mercredi. Mais il est probable qu'en recevant lundi le premier ministre, M. Harold Wilson, les délégués se retrouveront d'accord pour voter un texte engageant le TUC à faire tout son possible en vue d'assurer le succès des travaillistes aux élections.

La question essentielle n'en est pas moins de savoir si les débats de Brighton vont consolider le « contrat social » ou contraindre les citoyens qui sera impossible de compter sur la coopération des

syndicats, ouvriers dans la lutte contre l'inflation. A cet égard, le scepticisme est assez largement répandu.

Cependant, il est tout aussi clair que, dans l'éventualité d'une victoire de M. Heath aux élections, bien des gens redouteraient un affrontement immédiat et encore plus périlleux entre le mouvement syndical et un gouvernement conservateur.

Quant aux perspectives de la bataille électorale à venir, un sondage apporte ce lundi quelques indications plutôt confuses. L'enquête, effectuée par l'organisation Louis Harris pour le compte du Daily Express, aboutit certes à la conclusion que les travaillistes disposeraient actuellement d'une avance de cinq points et demi sur les conservateurs ; mais l'étude indique aussi que les libéraux maintiennent leurs positions et que les élections pourraient se terminer, une fois encore, sans qu'aucun parti dispose d'une majorité absolue aux Communes.

JEAN WETZ.

## Italie

### M. MITTERRAND DEVIENT CITOYEN D'HONNEUR DE CORTONA

(De notre correspondant.)

Rome. — M. François Mitterrand a été reçu samedi matin 11 août, à la mairie, pour être proclamé citoyen d'honneur de la ville médiévale de Cortona, en Toscane, jumelée avec Châteauneuf. La cérémonie a révélé un aspect de l'attachement politique qui dépasse le cadre d'une manifestation d'amitié.

M. Mitterrand était venu de Rome en compagnie de M. Mario Zagari, ministre de la justice et membre du parti socialiste, lequel était également représenté par le secrétaire adjoint, M. Nicola. Diverses personnalités assistaient à la cérémonie, dont le président de la région Toscane, l'évêque de Cortona et le conseil général de France à Florence, M. Richard de Dampierre. M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, avait envoyé un télégramme de félicitations.

Le diplôme de citoyen d'honneur remis à M. Mitterrand — souligne qu'il a réalisé l'unité des gauches, instrument fondamental pour battre le fascisme ». M. Mario Zagari lui fit ensuite « avoir » en saur les maisons de l'architecture à celle du cœur ». Dans sa réponse, M. François Mitterrand prit pour thème la nécessité de coopérer l'Europe des peuples. — J. P.

La 7<sup>e</sup> Foire Internationale des Machines-Outils au Japon se tiendra à Osaka à partir du 24 octobre jusqu'au 4 novembre 1974. Cela vous offrira une occasion d'étendre largement vos connaissances vers l'industrie des machines-outils. Ne manquez pas de la visiter.

1974

7th

JAPAN

INTERNATIONAL

MACHINE TOOL

FAIR

OCT. 24-NOV. 4

OSAKA INTERNATIONAL TRADE FAIR COMMISSION

6-0 International Hotel, Osaka, 58, Hashizumacho, Uchihonmachi, Higashinari, Osaka, Japan

OSAKA 大阪











صكيات الامم

# La Vie Française-Opinion, un plan en 9 points pour sauvegarder vos intérêts et votre argent en 1974

1974 sera pour tous les Français une année d'austérité;  
Mais ceux qui seront bien informés économiquement et financièrement,  
pourront se diriger au mieux dans la tourmente.  
C'est pourquoi LA VIE FRANÇAISE-OPINION a mis au point un plan de sauvegarde  
qui apportera des avantages concrets à tous ses abonnés

- 1 **Limitier pour vous les conséquences d'une année d'austérité** en mettant à votre disposition l'énorme puissance d'information du premier hebdomadaire économique et financier européen.
- 2 **Faire fructifier votre épargne** en étudiant pour vous, de l'or aux pierres précieuses toutes les formes de placements et en surveillant leur évolution. (Chaque semaine, la cote des œuvres d'art, les valeurs-refuges, l'immobilier... et chaque année "Les prix de la terre" une enquête approfondie qui fait autorité dans toute la France).
- 3 **Optimiser vos placements boursiers** en opérant des arbitrages quand la Bourse est à la baisse, en vous indiquant les valeurs qui montent, en vous livrant les opinions des analystes sur les rentes, les obligations, les Sicav, les Sicom... (La rubrique boursière de LA VIE FRANÇAISE-OPINION est depuis longtemps célèbre. Chaque semaine les ingénieuses "fiches d'identité" des Sociétés cotées en Bourse et, en supplément, la cote des valeurs boursières, bible incontestée de tous les boursiers amateurs et professionnels).
- 4 **Vous permettre de gérer vous-même votre patrimoine**, en appliquant les conseils des meilleurs spécialistes de l'économie et des placements (Pierre Meutey, René Sédillot, René Tendon, Claude Temple...) sans subir d'influences plus ou moins intéressées.
- 5 **Protéger vos intérêts personnels** avec des articles complets sur vos impôts, (comment en payer moins sans frauder le fisc ?) Les assurances, (Vie - décès - mixte... Quelle est la bonne formule ?) Votre retraite (comment la préparer dès que vous commencez à travailler ? La Sécurité Sociale, les questions juridiques, les emprunts...).
- 6 **Prévoir la conjoncture** et vous informer efficacement sur l'actualité économique qui influence en premier lieu votre vie personnelle et vos placements: le plan anti-hausse du ministre de l'économie sera-t-il efficace? Quelles sont les nouvelles mesures gouvernementales sur l'immobilier? Comment le patronat fait-il face à l'épreuve?
- 7 **Vous renseigner régulièrement sur l'évolution des Sociétés** et la Vie des Affaires, clefs de voûte de la santé économique française et du marché boursier. (Chiffres d'affaires, résultats, comportement boursier, fusions, nouvelles des entreprises, avis financiers... Voilà un incomparable faisceau de renseignements dont vous ferez votre profit).
- 8 **Interviewer pour vous les "grands" de la politique, de l'économie, des affaires:** Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Pierre Fourcade, François Mitterrand, Milton Friedman, Herbert Stein (Economistes américains), Marcel Fournier (Président de Carrefour), Jean Boissier (Président des Promoteurs Constructeurs), Ambroise Roux (Président de la CGE)... et beaucoup d'autres personnalités de tout premier plan.
- 9 **Faciliter votre premier contact avec LA VIE FRANÇAISE-OPINION**, en vous offrant une importante réduction sur le prix de votre abonnement: 115 F pour 1 an (52 numéros) au lieu de 160 F prix normal, soit 45 F d'économie. Retournez-nous vite votre bulletin ci-dessous.

LA VIE FRANÇAISE-OPINION

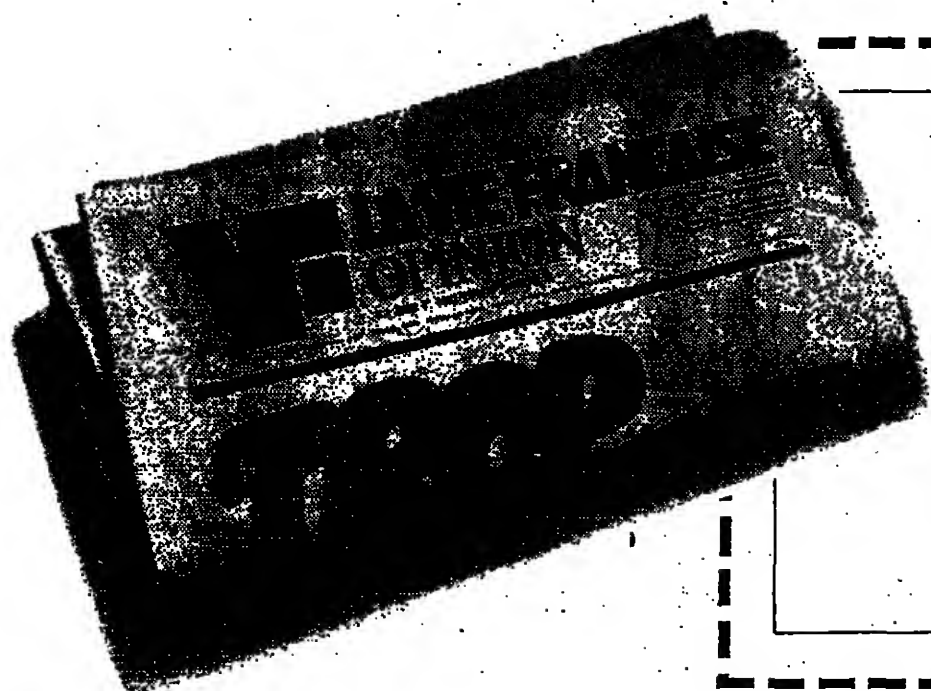
L'actualité complète de l'économie et des placements.

Le premier hebdomadaire économique et financier européen et le deuxième dans le monde.

Le seul hebdomadaire français qui traite complètement tous les types de placements.

La cote des valeurs boursières la plus complète, en supplément chaque semaine.

Paraît chaque jeudi



## BULLETIN D'ABONNEMENT A TARIF PREFERENTIEL

OUI, je désire recevoir les 52 prochains numéros de LA VIE FRANÇAISE-OPINION en bénéficiant du tarif préférentiel de 115 F pour 1 an (52 numéros), au lieu de 160 F prix normal, soit 45 F de réduction. Je ne vous envoie pas mon paiement maintenant, la facture me parviendra plus tard.

Complétez et retournez dès aujourd'hui ce bulletin à: LA VIE FRANÇAISE-OPINION, 2 rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Signature: \_\_\_\_\_

Cette offre est exclusivement réservée aux nouveaux abonnés afin de faciliter leur premier contact avec LA VIE FRANÇAISE-OPINION.

VTFPM



## ESPACE

### CORRESPONDANCE

#### L'établissement du Centre d'études spatiales à Kourou (Guyanne)

Nous avons reçu de M. Maurice Lévy, président du Centre national d'études spatiales, la lettre suivante à la suite du reportage de notre collaborateur Jean-Claude Guillebaud (le Monde du 30 juin) sur le centre de Kourou (Guyane).

Je me bornerai à noter trois points qui me paraissent particulièrement importants, car ils contribuent largement à donner à l'article sa tonalité négative et pessimiste.

1) Le premier point concerne la description de la base de lancement proprement dite, qui est présentée par l'auteur comme une ville de chercheurs d'ur aban-donnée, triste, inactive et déserte. Il est vrai que votre collaborateur, qui a visité le centre un samedi matin, jour de repos du personnel, n'a pu voir les équipes du champ de tir au travail. Si son emploi du temps lui avait permis de revenir à quelques jours d'intervalle, il aurait alors eu la possibilité de juger de l'activité qui y régnait à l'occasion des importantes campagnes de tir de fusées-sondes soviétiques, américaines, brési-liennes et françaises, et de lance-ment de ballons qui s'y sont déroulées au cours des derniers mois. Y retournant à l'automne prochain, il pourrait de nouveau assister à d'autres campagnes de tir françaises ou étrangères et en particulier à un lancement de satellite scientifique sur le lanceur français Diamant BP-4, prévu pour novembre, ainsi qu'à plusieurs nouvelles séries de lins de fusées-sondes 1974 est une des années les plus lourdes pour le centre spatial guyanais. 1975 sera également intense avec deux nouveaux tirs du lanceur Diamant BP-4 plaçant deux satellites français en orbite, et de nombreuses campagnes de fusées-sondes et de ballons. Les années suivantes verront apparaître les premiers essais du lanceur Ariane, qui prendra le relais des fusées Europa.

Les trois autres de lancement que compte le centre ne sont, ainsi nullement menacés d'être trans-formés en musées :

— L'aire de fusées-sonde fonction-ne de façon quasi permanente tout au long des saisons permet-tant les tirs.

— L'aire de fusées-sondes fonc-tionne en pleine préparation pour le tir d'octobre et sera très active au cours de l'année prochaine.

— L'aire des fusées Europa entre dans une période de trans-formation et d'adaptation au lanceur Ariane.

Ce n'est pas le sentiment d'échec ou d'inaction qui se dégage d'un tel plan de charge, mais bien au contraire celui du travail et de la vie.

2) Le second point important touche au nombre de personnes employées sur le centre et à la qualité des prestations sociales qui y sont assurées. Ce n'est pas six cent dix emplois qui existent au total à Kourou, ainsi que le note votre collaborateur, mais un peu plus de mille cinq cents. Environ sept cents d'entre eux sont tenus par des Guyanais et Antillais dont les salaires se situent d'ail-leurs à un niveau très supérieur à celui qui pourraient toucher les ouvriers plus nombreux qui furent employés sur les chantiers de construction.

Le centre spatial a en effet per-mis de créer, dans une cité qui compte près de 5 000 habitants, de nombreux emplois tant dans le secteur public que dans le sec-teur privé de la production, des prestations de services et du com-merce. Ceci résulte du fait que le parti pris dès le départ pour la gestion du centre n'a pas été celui d'une base fermée à l'image d'un établissement militaire, mais celui d'une véritable ville comportant l'ensemble des services que l'on peut trouver dans une cité de même dimension en métropole. Un centre médico-chirurgical de grande qualité humaine et tech-nique (quatre cent cinquante-trois enfants, tant guyanais que métro-politains, y sont nés depuis 1970), des établissements scolaires pri-maires et secondaires de très bon niveau et un centre de formation professionnelle ouvert aux jeunes Guyanais en sont les meilleurs témoins.

L'ensemble de la région ouest du département bénéficie d'ailleurs de ces prestations, que le CNES assure bien volontiers à une popu-lation qui dépasse largement le cadre de ses activités propres. Quant aux métropolitains, séjournant à Kourou, la très grande ma-jorité d'entre eux sont très attachés à la Guyane et trouvent à Kourou des conditions de vie tout à fait satisfaisantes qui ne les conduisent nullement à faire ap-pel à des services de métropole.

3) Enfin, le troisième point a trait au passé. L'auteur de l'article présente la création du Centre

comme une opération de dévas-tation ayant porté gravement préjudice aux hommes et à la nature. Une telle affirmation est parfaitement erronée.

En réalisant la base, le CNES a toujours eu le souci de préser-ver l'environnement. Le choix du site a d'ailleurs été fait en raison de son caractère désert et peu boisé. Les populations auxquel-les fait référence votre collaborateur n'existaient pas sur les lieux. Aucune expulsion de « Sarama-kas » n'a jamais eu lieu, pour la simple raison qu'ils n'habitaient pas cette partie de l'Guyane de notre arrivée : bien au contraire, ils ont été accueillis et logés sur le site au moment de la construc-tion. Aucun village n'a été détruit. Aucun abattoir ni usines de bétail n'a eu lieu. La technologie spa-tiale n'a fort heureusement pas fait de victimes propitiatoires.

Préciser de façon barba-re l'installation du Centre national d'études spatiales à Kourou, spatial Guyane est par-faitemment contraire à la vérité des faits. Je regrette vivement qu'une telle présentation ait pu être faite dans votre journal.

Certes, l'implantation du Centre spatial en Guyane n'a pas fon-da-mentalement modifié l'économie de ce département d'outre-mer. Il n'appartenait pas au CNES d'assumer une telle responsabi-lité. L'établissement que le dirige-ment a jamais eu pour l'Guyane de « sauver la Guyane ». Il a pour objectif, d'une part, de faire fonc-tionner outre-mer une base de lancement de haute qualité, et d'autre part, d'assurer aux Guya-nais et aux métropolitains qu'il emploie, les meilleures condi-tions de travail et de vie satisfaisantes. Ce double but est, aujourd'hui, tout à fait atteint.

On peut comprendre la vivacité avec laquelle le directeur du CNES plaide pour Kourou, alors même que les mesures d'austérité menacent toujours le programme spatial français. Cependant, ré-sume-t-on d'une manière très con-vaincante une analyse en lui opposant, même sur un ton sévère, des informations inexactes ? En la circonstance, les précisions qu'a cru devoir apporter M. Maurice Lévy appellent de notre part un triple et très ferme démenti :

1) Les activités actuelles du Centre spatial guyanais (tirs de fusées-sondes et lancement de ballons) étaient déjà toutes men-tionnées dans notre reportage et, notamment, dans un texte en-tre intitulé : « Dix ans d'espace ». Tous ces tirs ne compensent pourtant en aucune manière le ralentissement sensible des ac-tivités du centre, dû notamment à l'abandon du programme Eu-ropa II. Pour le reste, nous n'avons naturellement pas « vi-sité Kourou un samedi matin » : nous y avons passé plusieurs jours pleins.

2) Le nombre des salariés du C.S.G. est bien celui que nous in-diquions, soit 610 le chiffre offi-ciel fourni par la direction elle-même. Il était de 480 en 1968 et encore de 750 en 1970. Pour arriver aux 1 500 personnes citées par M. Lévy, il faut inclure tous les emplois induits ou supposés tels, y compris les fonctionnaires et commerçants locaux. Ce qui revient à compter parmi l'effectif d'une usine le boulanger du quar-tier et le facteur.

3) La ville qui a été rayée de la carte au moment de l'instal-lation du C.S.G. s'appelait Mail-manouru. Elle était située au nord de Kourou. Les expropriations ont touché à l'époque quatre-vingt-cinq familles au moins (de trois cents à quatre cents personnes), qui n'ont été indemnisées qu'à 25 % et reléguées à Kourou grâce à une subvention de 450 000 francs, dans une cité dite « des relégués ». De nouveaux champs leur ont été attribués, mais ils se trouvent à des abattoirs de bétail. Ils sont mentionnés dans tous les docu-ments concernant la Guyane. Le village de Saramaka, enfin (fait de planches et de débris), n'est pas imaginaire. Il a fait l'objet de plusieurs études, et surtout d'innombrables dénonciations. Quant à prétendre aujourd'hui qu'il n'était nullement dans la mission du C.S.G. de sauver l'éco-nomie guyanaise, nous laissons à M. Lévy le privilège (ou plutôt le mérite) de faire sourire les Guya-nais. Qui se souviennent.

J.-C. G.

## DÉFENSE

#### ENTRETIENS MINISTÉRIELS ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS SUR LE CHOIX D'UN AVION DE COMBAT

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le ministre belge de la défense, M. Van den Boeynants, et son collègue des affaires étrangères, M. Van El-slande, devaient s'entretenir, ce lundi 2 septembre, avec leurs homologues néerlandais, MM. Vre-deling et Van der Stoep. Ces entretiens, qu'on qualifie à Le Haye d'« inattendus », porteront essentiellement sur le rempla-cement des P-104 Starfighter ac-tuellement en service dans les deux pays. Les Pays-Bas et la Belgique doivent décider avant la fin de l'année quel avion de combat prendra la relève des Starfighter. Généralement, on s'accorde à dire que la Belgique, qui entretient des liens économiques, politiques et culturels très étroits avec l'Europe, aura tendance à choisir le Mirage F1-M-55 de la société Dassault ; les Néerlandais, en revanche, et surtout l'état-major de l'armée de l'air, préféreraient le Northrop F-17 Cobra américain. Mais la commission quadripartite, réunissant la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, a été créée pour tenter d'aboutir à un choix commun. Cependant, les diplomates, dans les diffé-rentes capitales, penchent vers le F-17 pour une solution de compromis, afin d'éviter une éventuelle mauvaise humeur du Congrès américain (le Monde du 2 septembre) et de ménager la solidarité européenne chère à la France.

● Le Sultan d'Oman a signé avec la British Aircraft Corporation un contrat pour l'achat de douze avions de combat Jaguar, produits en coopération franco-britannique, d'une valeur globale de 38 millions de livres sterling. Le communiqué du département de la défense ajoute qu'un autre contrat portant sur l'achat de vingt-huit missiles Rapier, d'une valeur globale de trente-cinq mil-lions de livres sterling, a été signé.

#### M. JACQUES SOUFFLET NE SERAIT PAS HOSTILE A UN ARRÊT DES POURSUITES CONTRE LES SIGNATAIRES DE L'« APPEL DES CENT »

M. Jacques Soufflet, ministre de la défense, interrogé par le Nouvel Observateur, a déclaré qu'il ne serait pas hostile à un arrêt des poursuites contre les signataires de l'appel des cent, pris en décision, à tenu, cepen-dant, à faire la distinction entre « la minorité qui a pris ses ré-sponsabilités en connaissance de cause » et la majorité de soldats abusés auxquels on a extorqué leur signature. Interrogé sur la durée du service militaire, le ministre de la défense a expliqué, par des chiffres, son hostilité à la réduction à six mois du service national : « Pas par principe, mais parce qu'il faut prendre les choses par le bon bout. Je ne veux pas recruter pour le plaisir de recruter. Mais le pouvoir poli-tique a fixé des missions à l'armée. (...) Il faut pour cela deux cent soixante-dix-huit mille hommes. Nous en avons deux cent quatre-vingt mille sous les dra-peaux. Un service de six mois ne nous en laisserait que cent quarante mille. Le compte est simple... »

● Le commandant du Vercors — Dans la page consacrée à la tragédie du Vercors (le Monde, 9 août), le général Descur a été qualifié d'« ancien commandant militaire du Vercors ». En réalité ces fonctions étaient celles du commandant Guet. Le colonel Descur était responsable mili-taire de la Résistance à l'échelon régional.

## POLITIQUE

#### M. Messmer : le président de la République a pris un bon départ

M. Pierre Messmer, qui était demeuré particulièrement silen-cieux depuis son départ de l'hôtel Adlon, le 27 mai, a tenu sa-medi 31 août, à l'hôtel de ville de Sarrebourg, une conférence de

presse au cours de laquelle il a notamment déclaré : « On a le devoir de juger le président de la République et l'action de son gouvernement sur ce qui a été fait depuis trois mois et sur les décisions qui ont été annoncées par lui-même. De ces deux points de vue, ce qui a été fait et les décisions prises per-mettent d'affirmer que le pré-sident de la République a pris un bon départ. »

#### M. CHAPUIS : le P.C.F. ne peut se contenter du programme commun.

M. Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U., note dans une tribune libre publiée par l'heb-domaire le Nouvel Observateur :

« En mai 1974, à travers Fran-çois Mitterrand, la gauche a fait l'empireur. Cette semi-victoire n'est pas plus grave qu'une lourde défaite : si la gauche se contente de gérer la situation qu'elle s'est faite, elle ne cessera de s'éloigner du pouvoir et la bourgeoisie n'aura même plus besoin d'abo-rder l'annexe potion de quelques réformes pour le consacrer. (...) Au moment où la gauche s'inter-robe sur son avenir, il est essentiel d'intégrer le parti communiste dans cette interrogation, d'écarter qu'il semble mieux préparé que jadis, en raison des contradictions que connaît le mouvement com-muniste à l'échelle internationale. Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'un problème organisationnel, mais poli-tique : personne ne peut se con-tenter du programme commun. Le parti communiste pas plus que d'autres. Il faut rouvrir le débat au sein de la gauche, de toute la gauche, compte tenu des évolu-tions organisationnelles qui se font jour. Il ne suffit pas de demander aux uns des concessions sur les libertés démocratiques et aux autres sur l'économie des nationalisations. S'il est vrai que la gauche ne prendra durablement le pouvoir qu'en s'appuyant sur une base sociale où est impliqué le parti communiste, il convient de préparer l'exercice de ce pou-voir avec ce parti. »

#### L'élection partielle du 29 septembre

M. Messmer a exposé les trois thèmes nationaux qu'il dévelop-pera au cours de sa campagne avant l'élection législative partielle du 29 septembre, dans la Moselle. Ce sont les suivants :

« Pour la France, pour les Français, nous voulons :

— L'indépendance nationale, c'est-à-dire la possibilité pour nos pays de choisir ce qu'il faut le meilleur pour lui et pour les autres, en particulier de pour-suivre la construction de l'Eu-rope ;

— Le progrès économique dans la stabilité, qui, seule, as-sure le plein emploi et l'amé-lioration du niveau de vie ;

— La justice sociale pour la réduction progressive des iné-galités.

« Afin d'y parvenir, a-t-il indi-qué, nous soutiendrons l'action du président de la République Valéry Giscard d'Estaing, que nous avons élu et à qui nous fai-sons confiance. »

● M. Jean Lanaut, directeur du cabinet du préfet de la Haute-Savoie, est nommé sous-préfet de Sartène (Corse).

● M. René Thinat, maire d'Orléans, radical, a annoncé sa can-didature aux prochaines élections sénatoriales.

## Cet homme n'est pas seulement banquier.



Nous sommes chacun responsable de notre avenir

**Les Éditions « PARI SUR L'AVENIR »**  
créent un nouveau bimensuel d'information  
écrit par des jeunes pour des jeunes  
! Très sérieux... Très drôle !!!

**« PARI SUR L'AVENIR »**  
43, AVENUE MARCEAU, 75116 PARIS - 720-06-94 +

صلى الله عليه وسلم



صلى الله عليه وسلم

JUSTICE

LES INCIDENTS DE ROUEN

Trente-six jeunes gens sont inculpés d'infractions à la loi anti-casseurs

ONZE INCARCÉRATIONS

Après les incidents qui se sont produits dans la nuit du 30 au 31 août à Rouen au cours d'un bal organisé à l'occasion du trentième anniversaire de la libération de la ville (le Monde du 1<sup>er</sup> et 2 septembre), trente-six jeunes gens (vingt et un garçons et cinq filles) — âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ont été entendus par M. Robert Desplan, juge d'instruction. Tous ont été inculpés pour infractions à la loi anti-casseurs, pour violences, outrages à agent et rébellion. Onze d'entre eux ont été incarcérés. La plupart des inculpés sont originaires de la ville ou des communes de la périphérie. Parmi eux, une vingtaine étaient déjà connus des services de police. Selon une première estimation, le montant des dégâts causés aux installations municipales sur la voie publique : parcs, bancs, feux tricolores, bornes lumineuses et barrières métalliques s'élèverait à environ cent mille francs. D'autre part, quatorze magasins ont été saccagés, mais on ignore le montant des dommages subis par leurs propriétaires. Après les déclarations de

M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice et maire de Rouen, au lendemain des incidents, M. Roland Leroy, député communiste de la Seine-Maritime, a affirmé que « des mesures suffisantes n'avaient pas été prises pour assurer le bon déroulement d'un bal populaire dont tout pouvait laisser présager qu'il allait rassembler une foule considérable ». M. Leroy a ajouté : « Plutôt que de tirer les leçons de son imprévoyance, plutôt que de chercher les raisons profondes du désarroi d'un certain nombre de jeunes, le maire de Rouen ne pose que la question de supprimer les bals populaires ».

Un détenu a été tué d'un coup de couteau, le 1<sup>er</sup> septembre, à la maison centrale de Muret (Haute-Garonne). Son identité n'a pas été révélée par la direction de la prison. Il semble que la victime ait été prise à partie par un ou plusieurs autres détenus au cours de la promenade.

(Publié)  
Le pilier de la Banque Rothschild est-il un « littérateur » ? Certains journalistes qui suivent l'enquête se le demandent. En effet, au mois de février dernier, a paru un livre d'Hubert Montheil, célèbre auteur de romans policiers, qui, sous un titre anodin : POUR DEUX SOUS DE VERTU raconte un ingénieux système pour escroquer une banque et pour voler ses coffres. DENOËL, l'éditeur qui a publié ce roman affirmait depuis que : « Toute ressemblance avec des faits réels est pure coïncidence... »

POINT DE VUE

LE 1974 n'a pas manqué à la règle : la guerre s'est ravivée à Chypre, l'île de Vénus et de Lusianna, et les obus ont défilé à Famagouste, à Nicosie et de Bourges. Mais une autre guerre, symbolique celle-là, s'est presque gagnée, malgré les apparences : une femme a terrassé le Dragon, la frêle Beate Kiarfeldt a eu raison du tout-puissant docteur Achenbach. Dès demain, trois cents criminels de guerre qui dormaient en paix dans la vertueuse Allemagne vont revoir les fantômes de leurs victimes.

Voilà qui mérite réflexion. Jadis, les crimes d'Etat demeuraient impunis. Il n'y avait qu'une règle à la guerre : il fallait être vainqueur. Les moyens importants peu. L'histoire n'était, selon le mot de Simone Weil (je cite de mémoire), que la compilation des dépositions faites par les assassins à propos de leurs victimes. Montheil, grand amateur d'histoire romaine, aimait rappeler les crimes, abominables et multi-formes, de personnages que nous tenons pour des héros, comme Titus, Auguste ou Vespasien. César, disait-il, s'il n'avait été tué par ce damné de Brutus, passerait pour le libérateur des Gaulois, et Néron, mort dans son lit, pour un protecteur des chrétiens.

La civilisation s'arrogeait tous les droits sur ce qu'elle appelait la barbarie. Des soldats de Vercingétorix défilant enchaînés, avant leur supplice, derrière le char de César aux prisonniers russes traités comme des bêtes par les soldats de Hitler, en passant par les incas massacrés par Pizarro, par les Mexicains réduits en esclavage par Cortés, par les Indiens traqués dans les réserves, par les Noirs soumis à la traite, la liste est longue des exactions perpétrées au nom du plus fort qui se prétendait aussi le plus juste. De l'inquisition

Entre la vengeance et l'oubli

Par PIERRE DE BOISDEFRE

aux procès de Moscou, les Etats et les Eglises ont continué à imposer aux esprits cette loi du plus fort qui avait réglé le destin des espèces. Le peuple de la Bible avait subi cette loi, qu'il a en profiter lorsqu'il était vainqueur. Pourtant, le christianisme avait déjà introduit dans le monde cette idée, en somme assez étrange, que la fin ne justifie pas les moyens, que le succès ne juge pas une action et que vainqueurs et vaincus se retrouveront un jour devant un autre juge. Mais, depuis deux mille ans, les chrétiens ont continué à se conduire comme si le Christ avait parlé pour d'autres, comme si ses propos ne pouvaient concerner qu'un tout petit nombre d'élus, tandis que d'autres s'occupaient des choses sérieuses. L'Eglise proposait bien à ses individus des modèles de vertu, d'honneur et d'abnégation, mais ces modèles ne réglaient pas le destin des peuples : ceux-ci subissaient la loi du prince. Et le prince avait tous les droits.

Mais aujourd'hui, tout a changé. Depuis 1789, les hommes ont pris en charge leur destin. La vie éternelle ne leur suffit plus. Ils veulent être heureux de cette terre. Certes, ils n'y parviennent pas tous. Mais au fur et à mesure que s'ancre cette universelle aspiration au bonheur qui remplace partout la vieille croyance du salut, la vie des hommes devient réellement sacrée, plus précieuse que jamais. Les crimes contre l'humanité, le génocide, existent toujours, mais, désormais, ils nous font horreur. Nous n'admettons plus qu'ils restent impunis. Ils sont devenus imprescriptibles. Ceux qui les ont commis ne

doivent connaître ni trêve ni repos. Et c'est pourquoi l'enlèvement d'Eichmann ou la campagne de Beate Kiarfeldt ont pris une valeur exemplaire. Pourtant, je m'interroge. Je voudrais être sûr que le soul de la justice soit seul en cause. Il y a, dans la Croisade de Mme Kiarfeldt, qui soulève tant d'enthousiasme chez les purs, une haine suspecte et même un petit côté publicitaire qui ne gène pas. Ce malaise, je l'ai ressenti bien des fois. Au procès de Pétain, vieillard à demi-gémeux, à qui « chacun s'empresse de relater l'ardouise de ses erreurs » (Louis-Nau-Lacau). Devant l'exécution de Pierre Laval. Lorsque Eichmann a été arrêté, j'ai commencé par dire, comme tout le monde : « Bien joué ! » Mais j'aurais davantage admiré l'Etat d'Israël si la peine capitale, assurément méritée par un des plus grands tortionnaires de notre temps, était restée suspendue sur sa misérable tête. Oui, Eichmann, prisonnier à vie, aurait eu vraiment tout le loisir d'explorer.

Nous savons que la justice n'est pas infallible, mais nous continuons à partager l'humanité en bons et en méchants. Et nous sommes toujours du côté des bons. Mais sommes-nous si purs ? Prenons le pays de l'habéas corpus, la Grande-Bretagne. Il dressait des poteries, voici quarante ans, pour empêcher les Irlandais d'être libres ; il continue à faire réprimer en Ulster le droit du plus fort.

Prenons le peuple d'Israël, héritier d'une malédiction millénaire, victime du plus atroce génocide, des temps modernes. Le vol de son tour un peuple « sûr de soi et dominateur », un peuple de conquérants et d'occupants.

Quant à nous... Lorsqu'un gouvernement faible, et faisant de l'humiliation nationale vertu, consent à livrer au vainqueur les réfugiés auxquels il avait donné asile, qui a protesté ? Aucun magistrat, que je sache, n'a déposé sa toge, aucun évêque n'a renoncé à sa mitre, aucun prêtre n'a démissionné. L'été 1942, quand la police française procéda aux premières rafles de juifs, avons-nous tous ressenti la même honte, l'avons-nous manifestée ?

Il n'y a pas quinze ans, nous nous battons en Indochine. Certes, nous n'avions pas les moyens des Américains, qui défontaient les arbres et déversaient sur le Vietnam autant de bombes qu'en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Mais enfin, nous n'avons pas ménagé le napalm. Que se serait-il passé si M. Dulles nous avait prêté une bombe ?

Quelques intellectuels (je n'en étais pas...) protestaient. Qui s'en souciait ? Quant à la vertueuse Amérique... Nixon a payé pour le Watergate.

Mais qui a payé pour les bombardements d'Hanoi, pour la bombe d'Hiroshima ? Personne...

Quant à l'Algérie... Le terrorisme F.L.N. et la torture érigée en moyen de renseignement, les crimes de l'O.A.S. et les harkis égorgés, font un assez bel équilibre.

Inutile d'insister, n'est-ce pas ? Nous avons amnistié les survivants de ce triste temps et nous avons eu, je crois, raison de le faire. Mais cela nous rend-il si forts pour obliger les autres à expier ?

Alors, quoi ? N'y aurait-il au monde qu'un seul peuple de criminels, et ce peuple serait-il allemand ? N'y a-t-il en liberté sur terre que des criminels allemands ? Faut-il exterminer les derniers nazis, plus ou moins blanchis, plus ou moins repentis, et relâcher aussitôt leur crime accompli, les terroristes de Munich, d'Athènes ou de Rome ? Le moindre incendiaire, s'il est corse, basque ou breton, passe pour un héros, mais dès la première révolte, on tue dans nos prisons, et le bon peuple d'applaudit...

Que de contradictions ! Je sais bien que les terroristes se battent pour la liberté de leurs peuples. L'histoire leur donne raison puisque le terrorisme est aujourd'hui la seule arme qui puisse faire fléchir les Etats. Je sais aussi que les crimes contre l'humanité tels qu'ils ont été définis à Nuremberg sont des crimes inouïbles. Ce qui a été fait à Auschwitz — et je l'ai dit ici-même (1) — est inexpiable. Mais ce qui a été accompli à Katyn est-il plus révoltant ? (2) Des généraux de la Waffen SS, des capos de Buchenwald ou de Dachau sont libres. C'est regrettable. Du moins on les a changés de vie, de nom. Du moins se cachent-ils.

L'important n'est peut-être pas que les criminels expient, c'est que nul, aujourd'hui, ne puisse plus les imiter. La loi du talion a fait son temps. On ne lave plus le sang dans le sang, ni la honte dans une autre honte. Et nul ne peut se faire justice à lui-même sans trahir la justice dont il se réclame.

Il est commode de trouver un bouc émissaire — qu'il s'appelle Pétain, Rudolf Hees ou Kurt Lischka — et de lui faire payer pour tous ceux qu'on n'a pas pu prendre sur le fait. Mais le temps des boucs émissaires est passé. C'est en devenant un peu moins sûrs de notre vérité, un peu moins manichéens, que nous finirons par traiter les autres comme nos semblables.

C'est-à-dire le dire ? J'aurais aimé qu'une voix s'élève pour demander pitié pour Eichmann, des milliers de fois assassin. Comme j'aimerais qu'un jour Soljenitsyne puisse réclamer la grâce de ces techniciens de l'aveu, qui firent couler tant de sang et de larmes...

(1) Le Monde daté 8-9 juillet 1972.  
(2) Le massacre de Katyn, mis à la charge des Allemands au procès de Nuremberg, dut être retiré du réquisitoire.

Il est aussi spécialiste financier.



Notre réseau man-on-the-spot de banques internationales couvre le monde entier. Parallèlement un réseau de banques d'affaires affiliées à la Bank of America est implanté sur les plus importantes places financières d'Europe, d'Amérique latine, d'Australie et d'Asie.

Nous appliquons à notre groupe de banques d'affaires un "marketing system" qui l'intègre dans l'ensemble de notre organisation. Ainsi dès maintenant les services spécifiques aux banques d'affaires seront à votre disposition aussi vite et aussi efficacement que les services bancaires actuels de notre man-on-the-spot — avec une connaissance du marché local et des moyens auxquels aucune banque d'affaires ne peut accéder seule.

Nous avons la possibilité exceptionnelle de vous offrir à la fois les services d'une banque commerciale et ceux d'une banque d'affaires.

Pourquoi ne pas nous mettre à l'épreuve ?

Pour toute information, interrogez le bureau de la Bank of America le plus proche. Ou l'une des banques d'affaires ci-dessous.

BANK OF AMERICA  
Commercial and merchant banking service worldwide

- Asian and Euro-American Bank Group (ASEAM) (Singapore—Hong Kong—Kuala Lumpur—Bangkok)
- Bank of America International (Luxembourg—London—Paris)
- Banque de la Société Financière Européenne (Paris)
- European Brazilian Bank, Ltd. (London)
- International Mexican Bank, Ltd. (London)
- Iran Overseas Investment Bank, Ltd. (London)
- Jamaican-American Merchant Bankers, Ltd. (Kingston)
- MBC International, Ltd. (Melbourne)
- New Zealand United Corp. Ltd. (Wellington)
- Partnership Pacific, Ltd. (Sydney)
- Tokyo Investment Services (International) Inc. (Tokyo)
- World Banking Corp. (Luxembourg—Nassau—London)

Réforme pénitentiaire et « opérations coup de poing » En Égypte, aussi...

De notre correspondant

Le Caire. — Est-ce une coïncidence ? On vient de réviser le M. Sadate qui, comme celui de M. Giscard d'Estaing, se veut « libéral » s'est-il dans une certaine mesure, et nous retrouvons l'inspiration de l'exemple français pour ce qui a trait aux prisons et à l'ordre public ?

C'est ainsi qu'outre la fermeture des camps de concentration légués par Nasser, on note un adoucissement de la condition pénitentiaire. Les travaux forcés dans les carrières de pierre, traditionnels en Égypte depuis la construction des pyramides il y a quatre millénaires, ne sont plus qu'un souvenir. Près des carrières de Tourah, au sud du Caire, exploités par les forçats depuis l'empereur Trajan, le bagne, situé au bord du Nil, sera remplacé par un nouveau musée des civilisations égyptiennes et un espace résidentiel et ludique. Un journaliste influent a proposé dans la presse du Caire que « le directeur des prisons soit mis de temps en temps dans une cellule durant une semaine pour qu'il se rende compte par lui-même de ce qui ne va pas dans les geôles ».

D'autre part, le département égyptien de la sécurité a procédé par deux fois, à la fin du mois d'août, à des « opérations coup de poing » dans les lieux de plaisir publics et clandestins de la capitale égyptienne, mégalopoles qui comptent aujourd'hui huit millions d'habitants. Trois mille sept cent quatre-vingt-deux suspects ont été arrêtés, dont cinq cent quarante-cinq « individus dangereux », trois cent quarante

incriminés, les membres de quatre bandes de voleurs organisés et plusieurs dizaines de « contrevenants aux bonnes mœurs et aux règlements sur le port d'armes et l'usage des stupéfiants ». En revanche, aucune d'anséuse du ventre n'a été surprise sans la résille — aujourd'hui presque toujours symbolique dont elle doit se couvrir la région du nombril depuis la révolution.

Bien que Le Caire soit à maints égards moins dangereuse que la plupart des grandes villes de ce monde, d'autres opérations-surprises de ce type sont, paraît-il, en préparation sous l'égide de M. Moustafa. S'agit-il, vice-premier ministre chargé de l'intérieur, dont la carrure et le visage poupin, ainsi que ses liens étroits avec le chef de l'Etat, ne sont pas si éloquents M. Piotrowski.

Il est toutefois un domaine où l'Égypte reste encore en deçà de la France : les écoles téléphoniques dont l'usage, notamment pour les communications internationales, reste notoire. En outre, il n'est pas rare de recevoir son courrier portant la mention : « Censure égyptienne. Ouvert avec l'accord du censeur. » Ce système a pour principal inconvénient d'entraîner de longs retards dans l'acheminement des lettres. Nombreux sont les Égyptiens à souhaiter que leur Constitution qui dispose depuis 1971, que « les correspondances (...) sont inviolables et leur secret est garanti », soit enfin là aussi appliquée. — J.-P. F.-E.



# LYON, CAPITALE DE LA RÉSISTANCE ET SA LIBÉRATION

Lyon attendra jusqu'au 3 septembre 1944 pour connaître le grand triomphe de la Libération qui, auparavant, a parcouru Paris, Marseille et plusieurs autres villes du Sud-Est. Privés dès le 13 août, Annecy et Grenoble le 22, Montélimar le 23, Valence le 31. L'émotion que manifesteront les habitants de la capitale de la Résistance n'en

sera pas moins forte. Acclamations, cris, chants, drapeaux, larmes de joie et de chagrin. Mais la ville aura aussi sa ration de coups de feu : Allemands ennemis, miliciens pourchassés ; elle aura aussi des morts de la dernière heure.

Paradoxalement, la capitale de la Résistance

ne connaîtra pas l'insurrection souhaitée par les uns, redoutée par les autres. Les tentatives de soulèvement populaire, courageuses mais désordonnées, échouant. A Villeurbanne pourtant, le groupe F.T.P. « Carnagolla », soutenu par deux mille membres des milices patriotiques entrés dans la danse au cours de la nuit du 23 au

24 août, tient durant quarante-huit heures. Il libère l'hôtel de ville, hisse le drapeau tricolore, dresse des barricades. Insuffisamment armés, isolés — certains diront « abandonnés » — ces éléments doivent décrocher le lendemain devant les Allemands : le 26 août, la répression fait huit morts et trois blessés place de la Bascule.

« Ce non-armement des patriotes était voulu », affirme Charles Tillon, chef d'état-major national des F.T.P. Certes l'état-major interallié est opposé à un soulèvement insurrectionnel. Commandant régional des F.T.P. et chef régional du M.U.R. — Mouvements unifiés de la Résistance — le colonel Alban (Vistel) n'est pas partisan d'une action urbaine susceptible de provoquer une réaction impitoyable chez un ennemi aux abois.

Après Villeurbanne, Oullins, dans la banlieue sud, où la tentative a raté, Alban évoque, dans une note opérationnelle, les « autres folies qui se préparent à la Croix-Rouge » et qui lui font redouter « des échecs très sanglants ».

Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, les troupes allemandes placées sous le commandement du général Wiese occupent encore la ville en nombre important : cinq à sept mille hommes — selon des renseignements français — répartis dans les casernes de la Manufacture, la Vierge, la Part-Dieu, ainsi que sur des points hauts hérissés de canons de 105 : Fourvières, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint-Just, sur les ponts Gallieni, de la Guillotière, des « 88 » sont en batterie. Tous les ponts sur le Rhône et la Saône sont minés et placés sous la protection de mitrailleuses. Pour le commandement allemand, Lyon doit tenir afin d'assurer la sécurité des unités remontant la vallée du Rhône, fuyant dans le désordre l'avance rapide des alliés, et évitant tant que faire se peut les coups de

« Dans ces conditions, attaquer de front les troupes allemandes encore cantonnées avec le peu d'armement dont elles disposent, était risqué des représailles », soutient aujourd'hui encore Alban-Vistel.

La libération se fera donc à partir de l'extérieur. Les troupes des environs reçoivent l'ordre de converger sur la métropole. Le bataillon de Chambarand (commandant Mariotte) pénétrera le premier sur la rive gauche, le 2 septembre au début de l'après-midi. Les deux mille F.T.P. de Bayard (général Descoms) et de Bonquet, venant du Vorez et du Dauphiné, ceux de l'Alain, le colonel Romans-Petit suivent.

« Paul a des jouets pour Tony »

En ce dimanche enssoleillé, Lyon retrouve sa dignité. Depuis deux ans elle se bat pour ce jour-là. Bercée inconnue de la Résistance, elle en est devenue le symbole. Qu'il est loin pourtant ce premier parachutage effectué à la lune d'août 42 sur le petit terrain de Septèmes, sommairement signalé par des torches électriques. Qu'il paraît désemparé — et un tantinet chargé d'humour — le message codé annonçant que « Paul a des jouets pour Tony ».

Des jouets pour grandes personnes : mitrailleuses, charges de plastique, mines magnétiques pour les péniches blindées circulant sur la Saône.

L'étrange bataille commence. Quelques semaines plus tard, Alban, qui deviendra le chef régional des résistants, est arrêté par une « brigade antiterroriste ».

Il est incarcéré à Montluc. Dix mille personnes feront connaissance avec les geôles de cette forteresse, les nœuds de coulis entourent de fil de fer barbelé, les bassins d'eau bouillante et les baignoires d'eau savonneuse, les coups et les humiliations. Sept mille mourront entre les mains de leurs bourreaux Jean Moulin, arrêté le 21 juin 1943 à Caluire, y sera torturé avant de mourir pendant son transfert en Allemagne.

Alban mis sur la touche pour un an, d'autres prennent le relais. Ceux qui rejoignent le mouvement ont environ vingt-cinq ans, quelquefois plus, souvent moins. Louis Challe, jeune officier d'artillerie devenu très vite sous le pseudonyme de Berthier — faux comptable dans une vraie fabrique de tulle à Tarn — le

A la même heure, le colonel Alban « prend » la préfecture — pratiquement abandonnée — et y installe « Grégoire » : Yves Farge, commissaire de la République pour la région Rhône-Alpes.

La ville tremble : en se retirant les Allemands font sauter systématiquement les ponts, d'abord ceux sur le Rhône, et dans la soirée, ceux qui enjambent la Saône. Les liaisons avec la presqu'île sont coupées.

« Je me souviens très bien de cette gamine sur les quais — dix-huit ans, des joues creuses, le regard féroce — qui nous avertisse d'agiter la maison », raconte Alban Vistel. C'est elle qui porta mon message sur l'autre rive et rapporta la réponse, en français, à deux reprises le Rhône en barque sous les fers allemands.

A 6 h. 30 le dimanche 3 septembre, les derniers soldats allemands harcelés par les F.T.P. et les P.T.P. abandonnent Lyon. A 8 h. 1<sup>re</sup>, le 1<sup>er</sup> bataillon de la Légion étrangère et le 2<sup>e</sup> bataillon de marche nord-africain — deux unités de la 1<sup>re</sup> D.P.I. du général Brusset chargé de débarrasser la ville par l'ouest — s'avancent sur les hauteurs de Vaise, précédés par une source rumeur : « Je reçois encore ces légionnaires, calés sur les banquettes de leur jeep, ils ont l'air imperturbables, leurs yeux alors qu'ils sont dans les poches se croisent, ils ont l'air d'un commandant Berthier (Louis Challe). Un peu plus tard, F.T.P. et troupes du débarquement de Provence sont allées en coté à côté place Bellecour.

L'hypocrisie gagne la ville, ses habitants, ses combattants. Les troupes d'armes automatiques se multiplient. Il suffit qu'un impact soulève un petit nuage de poussière sur la façade d'un immeuble et c'est immédiatement la fusillade en chaîne. « Il devient complètement impossible de se déplacer », dit un officier de la 1<sup>re</sup> D.P.I. à Challe. Le lendemain le drapeau de l'Hôtel-Dieu, œuvre de Soufflot ou de son successeur on ne l'a jamais vu très bien, disparaît en fumée, incendié par des balles. Tirées par qui ? Sur qui ?

« Paul a des jouets pour Tony »

« La tristesse et la peur leur étaient inconnues », Bernard Guy, Roland Boeglin, Thier, Jacques Goussier, Paul Durand et leurs 35 camarades : parmi eux, des Alsaciens qui n'avaient pas choisi l'Allemagne, des étrangers qui avaient choisi la France.

Par BERNARD ELIE

Sur qui, dès le 6 juin — le colonel Alban ayant capté la veille sur son petit poste, de son refuge du Point du Jour, le message haut attendu, — se charge d'appliquer avec ardeur les plans « vert » (voies ferrées) et « violet » (télécommunications), et d'activer les godailliers. Bien sûr, les sabotages s'adressent aux sabotages. Dès le 6 juin au soir, grâce à des renseignements fournis par des cheminot, le dépôt d'Azéville, dans l'Ain, considéré comme un important nœud ferroviaire, saute : 52 locomotives, 10 machines-outils, 1 plaque tournante furent détruites. Le 15 juillet, les F.T.P. bloquent un train allemand de 58 wagons en provoquant le déraillement de 3 locomotives et de 5 wagons de marchandises dans le tunnel de Tarnay, puis en immobilisant le train-attelage de Lyon-Montchat.

Le 23 juillet, le colonel Mary (Basset), à qui revient le commandement régional du Rhône, réussit, avec le chef départemental adjoint de la Loire, Ferré (Gentgen), et quinze de leurs hommes, un coup spectaculaire en démolissant un convoi d'essence allemand en gare de Saint-Vincent, au sud de Lyon. Tandis que les obus de mortier, les grenades et les rafales de pistolets-mitrailleurs couvrent les quatre-vingts gardes allemands dans leurs wagons, Mary et Gentgen visent patiemment au bazooka un wagon-citerne sur trois, provoquant une explosion en chaîne dévastatrice.

Dans Lyon même, officiers allemands et miliciens tombent sous les balles des résistants. Des résistants sont prisonniers français dans les hôpitaux, qui organisent des évasions, attaquent des fourgons cellulaires comme celui qui transportait Raymond Aubrac. Le libérant ainsi que treize de ses camarades.

## CEUX DE LA DUCHÈRE

L'ancien fort sur les collines qui dominent Lyon est devenu aujourd'hui l'ensemble immobilier de la Duchère. L'après-midi, les enfants jouent. Quelquefois, leur ballon rebondit contre une stèle sur laquelle sont gravés 39 noms : ceux de 38 résistants tués en 1944.

Près de 4 000 furent ainsi exécutés à Lyon pendant l'occupation, 4 000 « terroristes », comme les appelaient les journaux de l'époque. Dix de ceux de La Duchère appartenaient à « des partis extrêmes de gauche » (« le Noctambule » du 21 février 1944).

Cela suffisait pour qu'on fusille. Très souvent, les fusillades étaient des Français et les condamnations avaient été prononcées par des cours martiales françaises.

Une mention sur la pierre : « La tristesse et la peur leur étaient inconnues ». Bernard Guy, Roland Boeglin, Thier, Jacques Goussier, Paul Durand et leurs 35 camarades : parmi eux, des Alsaciens qui n'avaient pas choisi l'Allemagne, des étrangers qui avaient choisi la France.

## ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international indépendant, spécialisé dans la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs d'entreprises. Enseignement exclusivement en français, animé uniquement par des praticiens. Nombreux bacheliers, certificats et diplômes.

Cours général ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE, 9 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 28 juin 1975. Formation de cadres supérieurs polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, gestion, organisation, production, commercialisation).

Cours général MARKETING & PUBLICITÉ, 7 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 17 mai 1975. Formation de cadres spécialisés (marketing, étude de marché, vente, techniques publicitaires, relations publiques). Préparé à un emploi immédiat en agence ou dans l'entreprise.

Conditions générales d'admission aux cours : en principe 21 ans au moins ; baccalauréat ou diplôme équivalent ou minimum d'expérience professionnelle.

DOCUMENTATION No 301 sur simple demande au Secrétaire de l'ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE, chemin de Moron, 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 232932.

Par BERNARD ELIE

Sur qui, dès le 6 juin — le colonel Alban ayant capté la veille sur son petit poste, de son refuge du Point du Jour, le message haut attendu, — se charge d'appliquer avec ardeur les plans « vert » (voies ferrées) et « violet » (télécommunications), et d'activer les godailliers. Bien sûr, les sabotages s'adressent aux sabotages. Dès le 6 juin au soir, grâce à des renseignements fournis par des cheminot, le dépôt d'Azéville, dans l'Ain, considéré comme un important nœud ferroviaire, saute : 52 locomotives, 10 machines-outils, 1 plaque tournante furent détruites. Le 15 juillet, les F.T.P. bloquent un train allemand de 58 wagons en provoquant le déraillement de 3 locomotives et de 5 wagons de marchandises dans le tunnel de Tarnay, puis en immobilisant le train-attelage de Lyon-Montchat.

Le 23 juillet, le colonel Mary (Basset), à qui revient le commandement régional du Rhône, réussit, avec le chef départemental adjoint de la Loire, Ferré (Gentgen), et quinze de leurs hommes, un coup spectaculaire en démolissant un convoi d'essence allemand en gare de Saint-Vincent, au sud de Lyon. Tandis que les obus de mortier, les grenades et les rafales de pistolets-mitrailleurs couvrent les quatre-vingts gardes allemands dans leurs wagons, Mary et Gentgen visent patiemment au bazooka un wagon-citerne sur trois, provoquant une explosion en chaîne dévastatrice.

Dans Lyon même, officiers allemands et miliciens tombent sous les balles des résistants. Des résistants sont prisonniers français dans les hôpitaux, qui organisent des évasions, attaquent des fourgons cellulaires comme celui qui transportait Raymond Aubrac. Le libérant ainsi que treize de ses camarades.

## « La révolte des imprimeurs »

Malgré ce coup dur, d'autres imprimeurs prendront la relève. Comme Louis Agnel, l'imprimeur de Miribel (Ain) qui, depuis avril 1942, tient chaque jour à vingt mille à trente mille exemplaires de *Franc-Tireur*, prenant soin, au petit jour, de saupoudrer les planches des engrenages d'une poudre innocente de son visage. Ce jour-là, il apprendra que les trois compagnons de son service dont il s'était, par principe, méfié jusqu'ici avaient été contactés par d'autres réseaux de résistance, et qu'ils travaillaient pour la même cause !

torturés, fusillés. Mais la résistance tient. Elle s'étiole même grâce à la presse clandestine qui ne cesse un instant de réagir contre la propagande de Vichy.

Officiellement un seul quotidien, le *Newslette*, qui batoue la Résistance, est autorisé. Mais, pendant toute cette période noire, le rôle des artisans imprimeurs et des employés du livre sera primordial pour le maintien d'une presse « libre ». Ainsi pendant plus d'un an va fonctionner une imprimerie clandestine, rue Viala, dans une villa abritant officiellement un bureau de recherches géodésiques et géophysiques.

Pour atténuer le renflement de la presse — acquise à Grenoble et introduite en pièces détachées — les murs qui ont été renforcés. Le papier ? Des stocks sont obtenus de l'Office de répartition de Vichy, grâce à des complicités. Une partie provient d'imprimeries qui réussissent à disposer de stocks supérieurs à ce qu'ils consomment. Pendant plusieurs mois sortiront ainsi de la rue Viala des dizaines de milliers de numéros de *Combat*, *Franc-Tireur*, le *Marseillais*, *Défense de la France*, *Action*, *Témoin*, *Chrétien*, etc. Des dizaines de milliers de tracts édités, si importants pour la lutte contre l'occupant.

Mais le 17 juin 1944, à 14 heures, la presse cesse à tout jamais de fonctionner. La villa a été repérée. Des miliciens et des Allemands l'encercent. André Bollier, le patron, Francis Vacher et Paul Jaillat, deux types, succomberont sous les rafales ennemies non sans avoir abattu quelques-uns de leurs adversaires. Seul Lucienne Serpillat, la secrétaire, grièvement blessée, survivra : un commando l'arrachera quelques mois plus tard à la Gestapo.

La Résistance, c'était eux. Un sapeur-pompier, un libraire, un chauffeur de taxi, un gardien de la paix, un prêtre, 5 % de la population ? Sans doute, 5 % de modestes gens qui refusaient la domination allemande. « Cette femme déjà âgée — elle pouvait avoir soixante-cinq ans — que j'ai surprise un jour, dans le tram 26, en train de dérober le poignard d'un officier allemand, participait, comme nous tous, à la résistance », raconte René Fuster. L'ennemi ne se croit pas. Ils étaient du même bord. A l'arrêt, suivant, la vieille femme avait disparu. Le poignard aussi.

(1) Le Progrès, qui s'est abonné le 12 novembre 1952, a repris le 3 septembre 1954.

## LE MASSACRE DE SAINT-GENIS-LAVAL

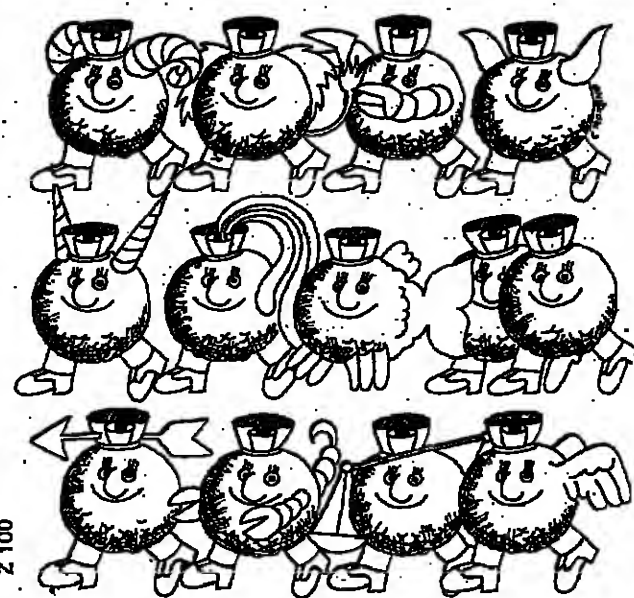
C'est à Lyon et dans sa région que la Gestapo a pratiqué les plus nombreuses exécutions d'otages, ordonnant presque toujours le maintien des corps des suppliciés sur la voie publique.

Des massacres de femmes et d'hommes internés à Montluc et parfois aussi de simples passants, des agriculteurs dans leurs champs, ont été ainsi commis à Neuville-sur-Saône, Tournillon, Châtillon-d'Azergues, Genas, Bron — où 189 corps seront découverts dans plusieurs charniers — à Lyon enfin, rue Thiers, place Bellecour et place de la Bascule, etc.

Mais le crime de guerre le plus sanglant sera perpétré, le dimanche 20 août — douze jours avant la Libération — à Saint-Genis-Laval, au sud-ouest de Lyon : environ 110 d'entre eux, extraits de leur cellule, attachés deux par deux, ont été abattus au premier étage d'un bâtiment du fort. Celui-ci fut incendié d'abord à l'explosif et ensuite par un seul des otages n'a échappé au massacre. Le cardinal Gerlier, venu en personne constater l'honneur de cette exécution massive, porta lui-même au chef de la Gestapo une lettre dans laquelle il écrivait « une protestation solennelle contre l'abominable cruauté » de la police allemande.

Laissez-faire votre signe (du zodiaque)

loterie nationale



Tranche des signes du Zodiaque Tirage mercredi 4 Septembre

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (CASABLANCA - MAROC)

## RECRUTE PROFESSEURS

L'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises de Casablanca est un établissement d'enseignement supérieur qui forme les cadres supérieurs des administrations, entreprises publiques, entreprises privées.

L'ISCAE recrute pour la rentrée universitaire d'octobre 1974, des PROFESSEURS - CONSULTANTS dans les disciplines suivantes :

- MARKETING.
- ORGANISATION.
- POLITIQUE GÉNÉRALE.
- AFFAIRES INTERNATIONALES.

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes : — Être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur (Doctorat d'Etat, Grande Ecole, Maitrise, D.E.S., 3<sup>e</sup> Cycle, M.B.A. ...) — Justifier de préférence d'une expérience professionnelle de quelques années.

Les professeurs-consultants effectueront des travaux variés dans le cadre de leur département : — préparation et animation de séminaires ; — élaboration de matériel pédagogique (cours, jeux d'entreprises, ...) ; — suivi d'étudiants ; — intervention dans des administrations et des entreprises (diagnostics, conseil, formation, ...).

L'ISCAE offre aux personnes intéressées un contrat de deux ans (éventuellement renouvelable) avec bonne rémunération, voyage, prime d'installation.

Prendre contact de toute urgence avec le 267-32-40, poste 460, Paris.

## CLÉN

classe et protège vos DIAPPOSITIVES

Pour le tri, le classement et la protection des vues, CLÉN a créé un tiroir compartimenté très pratique et élégant, facile à réviser. Cette formule est conçue pour le classement familial ou professionnel.

FAMILIAL 150 F TTC 2160 vues. CFFED 45 tiroirs 1.950 F TTC 32400 vues.

Exposition - information 35 av. FRIEDLAND PARIS 84 Téléphone Paris : 901.16.73

Documentaire en vente au même prix que le CLÉN. Direction et Vente : SAINT-GENIS-LAVAL - 27500 GENAS.

السلامة العامة



صلى الله عليه وسلم

## ÉDUCATION

Réunie à Bologne jusqu'au 7 septembre

### La conférence des recteurs européens pourrait s'ouvrir plus largement aux pays de l'Est

La cinquième assemblée générale de la conférence permanente des recteurs et vice-chanceliers des universités européennes s'est ouverte ce lundi 2 septembre à Bologne, en présence du président de la République italienne. Elle réunit jusqu'au 7 septembre les dirigeants (présidents, recteurs ou vice-chanceliers) de deux cent cinquante universités de vingt-quatre pays d'Europe. Consacrée à l'avenir des universités de 1975 à 1985, elle étudiera cinq thèmes : l'université et les besoins nouveaux de la société ; la formation universitaire ; l'université et la recherche ; le financement des universités ; le statut des universitaires. Mais il sera aussi question d'un autre problème : la modification des statuts de la conférence, qui devrait permettre de l'ouvrir plus largement aux pays de l'Est. Cette assemblée sera immédiatement suivie d'une autre réunion (du 7 au 9 septembre) : l'assemblée des universités européennes réunie à l'initiative de l'UNESCO, conformément à une recommandation de la conférence des ministres européens de l'éducation, qui s'était réunie à Bucarest en décembre 1973.

La conférence des recteurs est une instance d'information et de réflexion et n'a pas de pouvoirs de décision. Son rôle est d'étudier les grands problèmes que se posent les responsables d'établissements d'enseignement supérieur en Europe (financement, réglementation, organisation des études, rôle de la recherche, accès et sélection, participation et organes de décision, spécialisation, décentralisation...). Un de ses thèmes est à l'ordre du jour de chaque réunion : la modification des statuts de la conférence, qui s'est tenue entre les assemblées générales qui ont lieu tous les cinq ans.

La conférence a été créée en 1950, à l'initiative de certains pays européens : la Hollande, la Grande-Bretagne, auxquels se sont joints la Belgique, la France, l'Allemagne et l'Italie. Elle a tenu sa première assemblée générale à Cambridge en 1955. A sa seconde assemblée à Dijon, en 1959, elle prit un caractère plus formel en se dotant de statuts et d'un comité permanent. L'originalité de cette association est de réunir des responsables d'universités à titre personnel, indépendamment des États ou des administrations. En 1964, pour sa troisième assemblée générale à Göttingen, elle compte près de cent-cinquante universités et admet certains établissements des pays de l'Est à titre d'observateurs. Une autre étape de son évolution sera franchie à sa quatrième assemblée à Genève, en 1969, lorsqu'elle se dotera d'un secrétariat permanent, logé à l'université de Genève. Son nouveau président, M. Siemon, vice-chancelier de l'université d'Essex (Grande-Bretagne), cherche à lui donner une impulsion nouvelle en l'ouvrant davantage aux pays de l'Est, et en organisant des réunions

### UN CONCOURS EST OUVERT POUR LA CONCEPTION DU MOBILIER SCOLAIRE DES VILLES NOUVELLES

Un appel d'offres-concours est lancé par le ministère de l'éducation et le secrétariat des villes nouvelles pour la conception et la réalisation du mobilier scolaire qui équipera les établissements de second degré à construire dans ces villes. Les équipements devront être adaptés aux nouvelles tendances pédagogiques et à la nouvelle architecture des établissements.

Les inscriptions sont ouvertes du 2 septembre au 31 décembre, aux groupes « concepteurs - industriels » de toutes nationalités. Les demandes de règlement, d'inscription et de renseignements doivent être envoyées à : Concours mobilier scolaire-villes nouvelles, E.P.C.S./C.C.I.-U.G.A.P., 34, boulevard de Sébastopol, 75001-Paris.

● Ramassage scolaire. — La municipalité de Bouguenais (Loire-Atlantique) crée son propre service de ramassage scolaire, à la suite de la décision de l'unique transporteur privé de la commune d'augmenter ses tarifs de 22 %. La municipalité avait déjà, en 1973, lors de la remise en adjudication pour la rentrée, des services de ramassage, que la subvention de l'État — couvrant 65 % des dépenses — ne permettait pas d'offrir aux transporteurs acceptant de contenir leur hausse dans les limites de 6 %. Devant le refus du transporteur de Bouguenais, le conseil municipal a décidé d'acquiescer quatre cents pour assurer en régie directe la desserte des dix circuits de ramassage, et d'embaucher des chauffeurs.

● L'Ecole et la Villa, ex-périence d'école « parallèle » ou « alternative » qui fonctionne depuis un an, ouvrira à nouveau le 2 septembre. Elle s'adresse à une trentaine d'enfants des classes du premier cycle du second degré, et oriente sa pédagogie selon le principe du « temps pédagogique » : travail « intellectuel » (mathématiques, français, anglais, histoire, géographie, sciences, arts, sports, activités culturelles) après-midi. Le coût de la scolarité varie de 250 à 500 F par mois, selon les revenus. L'association L'Ecole et la Villa a d'autre part mis au point un dossier comportant les adresses des principales écoles nouvelles ou parallèles, expérimentales ou publiques, existantes, ouvertes ou en projet. Envoyer 4,50 F en timbres.

● L'Ecole et la Villa, 12 rue d'Angoulême, 75001 Paris, tél. 524-46-98.

## TOURISME

### LA PRESSE ITALIENNE CONFIRME QUE DES TRAINS INTERNATIONAUX SONT PILLÉS PAR DES BANDES

(De notre correspondant.)

Rome. — L'article de M. Jean Marabini sur les attaques de voyageurs, dont il a été victime au parcours Domodossola-Milan, et publié dans le Monde du 31 août, a provoqué des enquêtes immédiates des carabinieri et de la police. La presse italienne a fait, elle, ses propres recherches, et la Corriere della Sera et la Stampa publient de nouvelles informations à ce sujet. Il en ressort que depuis douze ou quinze mois, à bord des trains internationaux, sur ce parcours, et en particulier dans les wagons-lits, des bandes armées dévalisent les voyageurs en les endormant. Si des plaintes ont été rarement portées c'est que la victime ne s'aperçoit pas immédiatement d'avoir été dépouillée de son argent et de ses papiers. Bien souvent, la mauvaise surprise n'intervient qu'une fois la frontière passée ou à la fin du voyage.

Selon la Stampa, les bandes de pilliers de trains internationaux voyagent sans billets ni papiers : ils sont très souvent armés et n'hésitent pas à menacer le personnel des chemins de fer, qui s'en est plaint à différentes reprises. L'Orient-Express serait l'un des parcours favorisés de ces bandes. La police des chemins de fer estime que les effectifs sont trop peu nombreux pour lutter contre cette forme de pillage et pour escorter les trains. Sur le parcours de Trieste-Milan, les mêmes faits se sont déjà produits à différentes reprises. Mais très peu d'échos en étaient parvenus jusqu'à présent à la presse.

J. N.

### TÉMOIGNAGE

## Histoire d'un journal

Un journal a disparu.

Ce n'était pas le même, depuis bien des années, mais le nom restait, comme un écho d'un autre temps : Combat. Et on avait conservé, bizarrement, la devise : « De la Résistance à la Révolution », inventée pendant les journées de la Libération par Pascal Pia et Albert Camus. En tous petits caractères, c'était comme un rappel furtif des anciennes espérances.

Le journal est, dans la clandestinité, des collaborateurs de premier plan, entre autres Pierre Scize, Remy Roure, Georges Bideault ; plus tard Jean-Paul Sartre, Pierre Herbert, Albert Ollivier. Henri Frenay fut son animateur jusqu'à son départ pour Londres, en juin 1943 ; le lui succéda jusqu'à son arrestation, en mars 1944. Mais, dès l'automne 1943, l'ajava fait appel, pour diriger la rédaction, à Pascal Pia, à la fois journaliste professionnel et l'un de nos dirigeants régionaux. C'est lui qui nous amena, au début de 1944, Albert Camus, primitivement pour mettre sur pied une revue littéraire avec Maurice Clavel. Après mon arrestation, Pia prit certaines de mes fonctions et Camus s'occupa du journal. Après la Libération, Pia, Camus et Ollivier s'adjoignirent Jean Bloch-Michel, qui avait été, lui aussi, l'un de nos dirigeants régionaux, et Jacqueline Bernard d'Aurou, qui avait assuré le secrétariat de rédaction clandestin pendant de longues années et rentrait de déportation. Et ils furent rejoints par Raymond Aron et d'autres journalistes de grand talent.

Camus donna, dès août 1944, au quotidien Combat une qualité littéraire exceptionnelle et un « ton » de hauteur moralisatrice qui contribuèrent à lui faire une place à part dans la nouvelle presse. Mais au milieu de 1947 le journal faillit disparaître : des dissensions, causées par l'appartenance du R.P.F., de graves difficultés financières, provoquées par les longues grèves des imprimeries de presse au début de 1946 et de 1947, enfin la mauvaise santé d'Albert Camus, se sont conjuguées pour rendre nécessaire un changement de direction.

L'équipe se mit d'accord pour me rendre le journal, m'estimant le plus proche de son esprit. Mais il fallait trouver de l'argent... C'est ainsi qu'après de hâtives et difficiles recherches je fus amené à céder 50 % des parts du journal à Henry Smadja, qui fit ainsi son entrée à Combat. Homme d'affaires, propriétaire d'un journal à Tunis et d'une imprimerie à Paris, ayant travaillé pendant la guerre pour les Alliés en Tunisie, il désirait prendre pied dans la presse parisienne, et l'accord se fit aisément. Mon contrat avec lui, qui qualifia plus tard de « léonin », me confiait la direction politique et journalistique exclusive, lui laissant la gestion administrative. Avec 50 % des parts en main, je pouvais espérer maintenir cette situation quasi indéfiniment.

Georges Altshuler, Marcel Gimond, de l'équipe Camus, restèrent avec moi, ainsi que Maurice Nadeau, Charles Estienne et beaucoup d'autres. J'invoquai Pierre Herbert et Jean Tardieu (l'un des dirigeants de la Libération-Nord dans la clandestinité) à partager avec moi l'éditorial ; je complétais l'équipe avec des journalistes de gauche, tous solidement formés sur le plan politique : Victor Fay, Hector de Galard, Jacques Arnel, Maurice Laval, Daniel Nat, etc. Le nouveau Combat, différent de celui de Camus, sans doute moins intellectuel mais plus engagé, prit fermement position dans un certain nombre de luttes essentielles de l'époque, notamment pour l'indépendance de la France vis-à-vis des États-Unis comme de l'U.R.S.S. (ce qu'on appela le « neutralisme »), contre la guerre du Vietnam, contre le truquage des élections algériennes.

### LA MORT DE « COMBAT »

Par CLAUDE BOURDET

rupture, puis la mort d'Henry Smadja, sonnèrent le glas de Combat.

Ces batailles, et surtout la bataille anticolonialiste (qui, avec le recul, paraît aujourd'hui bien timide...), scandalisaient mon associé Smadja et accentuaient son désir de prendre en main le journal. Malheureusement, j'avais, en dépit des conseils de Camus et de Pia, trouvé moralement nécessaire de faire participer à la propriété du journal d'autres dirigeants de la clandestinité, et surtout Henri Frenay, sans lequel Combat n'aurait pas existé. J'avais partagé mes parts avec eux, n'imaginant pas qu'ils s'alièneraient contre moi avec Henry Smadja. Mais eux aussi étaient horrifiés par mes positions anticolonialistes, et Smadja n'eut pas de peine à les circonvenir, promettant même à l'un d'eux ma place de directeur... Au début de 1950, je dus démissionner. J'eus, en partant, une étonnante conversation avec mon associé, qui me dit : « Vous avez été opposé, mais vos amis ont été indulgents... Soyez tranquille, je vous vengerais ! »

Effectivement, Smadja s'empara de la majorité de la société, par je ne sais quel procédé imprévu, lors de la transformation de la S.A.R.L. en société anonyme, et le journal fut, depuis lors, tout à fait à lui. Après des tentatives malheureuses avec J.-F. Devay et L. Pauwels, pour rompre entièrement avec sa tradition de gauche, il revint à une politique plus raisonnable avec Philippe Tesson, qui en fit un journal assez équilibré, un peu anarchoïste et zigzaguant, souvent très intéressant. Tesson n'obtint pas lui-même à bord depuis 1950, les moyens matériels qui lui eussent permis de faire mieux que de vivre. Au début de 1974 il en eut assez, et partit avec son équipe fonder le Quotidien de Paris. Cette

La leçon de cette histoire, que j'ai apprise à mes dépens, c'est qu'on ne peut pas, en France, partager un journal avec un capitaliste. A l'étranger, surtout dans les pays anglo-saxons, cela se peut. Il y a eu, il y a encore, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, des financiers qui possèdent des journaux et laissent les journalistes à peu près libres. Il y en a même qui ont longtemps soutenu des journaux de gauche efficaces et combattifs ! En France, à une exception près peut-être, cela paraît impossible.

Le déclin de la Résistance et de la gauche, après 1946, a coïncidé avec le rétablissement du pouvoir des financiers dans la grande presse, qui tomba aux mains de Prouvost, de Boussac, du trust Hachette, etc. Devant cette reconquête, les journalistes se sont défendus plus ou moins bien, et sans mes « amis », par exemple, j'aurais tenu bien plus longtemps. Mais, en fin de compte, c'est toujours l'argent qui gagne et la liberté qui perd.

La seule chance d'une presse libre, dans notre pays, réside dans les journaux qui appartiennent, pour l'essentiel, à l'équipe qui les rédige. Ce n'est pas une condition « suffisante », mais elle est « nécessaire ». On peut se demander s'il sera indéfiniment impossible de venir à bout de cette tyrannie de l'argent sur l'opinion et à chaque matin les 40 % de Français qui ont voté pour Mitterrand devront encore longtemps à Paris comme en province, lire avec résignation un journal conservateur, plus ou moins camouflé en « journal d'information » ? Ce grand quotidien de gauche que Combat aurait dû être, faudra-t-il toujours en parler au passé ?

### La mode « rétro »

### RÉÉDITION DE « SIGNAL »

Le magazine Signal, organe de propagande nazie, qui parut entre 1941 et 1944, fait l'objet d'une réédition sous forme d'album de la collection de la propagande nazie.

Dans sa réponse, le garde des sceaux « croit devoir préciser que le problème juridique posé par la publication d'un recueil d'écrits de la collection de l'ancienne revue allemande Signal, a fait l'objet d'un examen très attentif de la part des autorités judiciaires. Il est apparu que lorsque la publication des deux premiers tomes de l'album ci-dessus évoqué a été signalée aux autorités judiciaires, la prescription prévue par la loi du 29 juillet 1881 était déjà acquise. Il va de soi que si le troisième tome annoncé par l'éditeur venait à être mis en vente en France, il ne manquerait pas de faire l'objet d'un examen minutieux dans le cadre des dispositions légales réprimant l'apologie de la collaboration ou celle des crimes de guerre, ou encore la propagande raciale. Le garde des sceaux croit devoir par ailleurs rappeler qu'il n'a pas le pouvoir d'interdire la diffusion d'une publication ».

Le garde des Sceaux aurait peut-être pu préciser que si lui-même n'a pas le pouvoir d'interdire une publication, le ministre de l'Intérieur le possède. Aux termes de l'article 14 de la loi sur la presse, les « journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France », peuvent être « interdits » par décision du ministre de l'Intérieur. Ce fut le cas, en 1973 et 1972, pour des livres édités par M. François Maspéro et pour la revue « Tricontinental » (édition française), interdite en janvier 1968. En février de la même année, « le Point », journal syndicaliste révolutionnaire, édité en Belgique, était interdit et saisi sur le territoire français.]

● La Librairie Hachette vient de prendre une participation de 50 % dans le capital de la société éditrice (S.P.M.S.) de l'hebdomadaire Moto-journal, société gérée par M. Pierre Bartet, ancien directeur imprimé en Belgique. Cet album étant mis en vente en France, M. Pierre Villon, député de l'Allier (P.C.), a demandé au ministre de la justice s'il n'est pas

Ce rachat, dont le montant global — par achats séparés à plusieurs porteurs — s'élèverait à plus de 2 millions de francs, prêterait au changement de formule de Moto-journal, qui augmenterait sa pagination et améliorerait sa présentation à partir du 5 septembre.

● M. Alastair Burnet, qui dirigeait depuis 1965 l'hebdomadaire britannique The Economist, deviendra à la fin d'octobre rédacteur en chef du quotidien conservateur Daily Express. Il y succède à M. Ian McColl, lequel prend sa retraite après quarante et un ans de collaboration au journal. Agé de quarante-six ans, M. Burnet est l'un des commentateurs les plus connus de la télévision anglaise. Avant de venir à Londres, il avait collaboré au Glasgow Herald, puis dirigé le Scottish Daily Express. — (A.P.)

● Le New York Times a porté son prix de vente de 15 à 20 cents à partir du lundi 3 septembre. Le journal justifie cette augmentation par l'élévation des coûts de production, et en particulier des frais d'impression. — (U.P.I.)

(PUBLICITÉ)

## JEUNES DIPLOMÉS

qui désirez valoriser vos connaissances dans l'une des carrières offertes par l'informatique appliquée à la gestion

## I.N.I.G.

Établissement privé d'enseignement supérieur créé par l'I.C.G. vous prépare aux postes d'ANALYSTES de SYSTÈMES de GESTION (analystes-concepteurs, chefs de projets), offerts chaque année à des étudiants par une centaine d'entreprises.

Ses cycles, d'une durée d'UN AN (dont stage rémunéré de 3 mois) sont organisés par :

I.N.I.G. - PARIS, 63, avenue de Villiers, 75001 PARIS - Tél. : 257-35-14  
I.N.I.G. - EST, 13, rue de Malnevau, 54130 NANCY-ST-MAX - Tél. : 29-31-70  
I.N.I.G. - SUD-OUEST, 7, av. d'Artois, 33000 BORDEAUX - Tél. : 32-24-70

## FAX

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SUPÉRIEUR  
6 rue d'Amsterdam 874-95-63  
94 rue de la République 874-95-60

## B.T.S.

(informatique - gestion - secrétariat)  
Admission : bacheliers, bacheliers ou niveau après examen du Livret scolaire 2 années d'études - Régime étudiant.

## BAC. H

(informatique)  
Admission : classes de seconde (élèves de 3<sup>e</sup>, BEPC - CAP). Classes de première (élèves de seconde).

## Formations Professionnelles

Programmeur d'exploitation • Préparation aux carrières du secrétariat • pupitre • comptabilité • mécanographie • opératrice.

(Publicité)

## Concours d'entrée à l'I.S.T.E.C.

L'INSTITUT SUPÉRIEUR PRIVÉ DES SCIENCES, TECHNIQUES ET ÉCONOMIE COMMERCIALES  
Forme sous l'égide de la Fédération des Directeurs Commerciaux de France, des INGÉNIEURS et MARKETING et des Cadres des fonctions commerciales.  
Un concours d'entrée ouvert aux étudiants ayant terminé leurs études secondaires est fixé au :

VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1974

Documentation-Inscription : I.S.T.E.C., 17-19, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS. — Tél. : 391-42-77

EN PLEINE NATURE  
REUSSIR VOS ETUDES  
A 1 500 mètres dans la station d'Amère/Sion (Valais suisse)  
Année scolaire de fin septembre  
En internat mixte limité à 20 élèves  
de la 6<sup>e</sup> aux baccalauréats  
Classe jusqu'à 5 élèves  
COLLEGE INTERNATIONAL  
WILDHORN  
Directeurs :  
M. et Mme R. Formerd  
Tél. 027/9 29 02  
A Paris du 1<sup>er</sup> au 7 septembre  
Tél. 878-27-07

E.P.P.R.E.P.  
ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE  
ET RELATIONS PUBLIQUES  
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ  
D'Enseignement Supérieur Technique  
• Statut étudiant • Deux années d'études  
• Cours par demi-journée • Rentrée 14 octobre 1974  
• Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle  
• Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales  
• Carrières : Publicité, Tourisme, Commerce, Relations Publiques  
• Diplômes d'État : BTS Publicité (pas de math) BTS Tourisme (pas de math) BTS Distribution Commerce.  
10, rue de la GRANGE-BATELIÈRE - 75009 PARIS  
Tél. 7015160 Métro : Richelieu-Drouot  
Réception du lundi au vendredi

conduite de nuit nyctalux pour mieux voir  
CONTRÔLÉS DRAGÉFIÉS en Pharmacie visa GP 51 F 270



# RELIGION

## QUARANTE MILLE JEUNES AU « CONCILE » DE TAIZÉ

### Comme un fleuve qui remonte à sa source

(Suite de la première page.)

Et puis, dans un coup d'œil panoramique, se découvre un paysage d'altitude tourmenté dans une alternance de collines et de vallées, de bocquets et de champs enclavés, où, derrière des murs de pierre creux, des bœufs blancs mènent leur vie de charolais.

La beauté du lieu, cette plénitude tranquille qui s'en dégage et qui, immédiatement, saisit le nouvel arrivant, sont probablement essentielles. Taisé n'est pas terri. Taisé n'est pas béton. Taisé est beauté, silence, campagne.

Combien étaient-ils, ces jeunes, filles et garçons, Français et étrangers, venus ici pour l'ouverture de leur « concile » ? Trente-cinq à quarante mille probablement. Mais les lieux sont si vastes, les petites bulletins blancs offerts, en même temps qu'un verre d'eau, à chaque « pèlerin » par les bénévoles bienveillants des postes d'accueil, Taisé n'est pas non plus un problème d'arithmétique, même de l'arithmétique des âmes.

Frère Roger, prieur de la communauté conciliaire de Taisé, rappelle, en avril 1973, l'ouverture prochaine du « concile », avait dit : « Il faudra prendre des avions, des hélicoptères... Nous envisageons à l'échelle d'un pèlerinage, de faire venir à Taisé, pour une fois, des jeunes de tous les continents. Ils sont venus, mais ils ont pu, en avion, en hélicoptère, certes, mais aussi à pied, à vélo, à moto, en auto, en stop, par cars, par trains entiers, puisque la petite gare de Taisé, désaffectée depuis que la S.N.C.F. n'aime plus la campagne, était, pour l'occasion, « réaffectée ».

#### Des milliers de lucioles

« Le « concile des jeunes » sera comme un fleuve qui s'élève, comme un tissu qui s'élabore, en Asie on dirait comme un lotus qui s'épanouit... » Sur un plan matériel, c'est aussi un fleuve qui remonte pour une fois vers sa source, les vagues successives d'une jeunesse, elle aussi pénétrante, et partie à l'assaut d'une colline bouillonnante. Jeunes de tous continents Noirs, Jaunes, Blancs, catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, anglicans, athées et agnostiques, c'est à dire à l'incroyant, nouvelles ou habituées. Les quelques gendarmes mis en place autour de Taisé — vit-on jamais aussi peu de gendarmes pour autant de « manifestants » — ont vu passer des drôles de pèlerins, dans leur tenue de route baroque, leur uniformité du jean et des cheveux longs, avec, pour certains, des feutres noirs de bricoleurs, pour d'autres, une imperméable jaillie à la va-vite dans un emballage plastique.

L'obstacle : ne voir que les apparences, le campement baroque et baroque, cette armée de Bourbaki version Taisé, lancée dans une fête colorée. Couleurs, oui, avec cette mégalo-polis du camping et du système D. Couleurs, avec ces rassemblements devant les feux de bois qui font toujours parfois fort palens et cette musique de bric et de broc, d'harmonicaux et de guitares.

#### Aux Pays-Bas

### L'ÉVÊQUE DE ROERMOND REFUSE DE PARTICIPER A LA CONCERTATION NATIONALE

Le malaise persiste entre Mgr Johannes Gijzen, évêque de Roermond, dans la province de Limbourg, et les autres membres de la conférence épiscopale hollandaise. Mgr Gijzen, qui la présidait par Paul VI en 1972, avait suscité de vifs reproches dans le clergé et la laïcité. Il lui est reproché d'être trop conservateur, a, en effet, refusé d'adhérer à la deuxième session de la « concertation pastorale nationale », tenue à Noordwijkerhout, près de La Haye, du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre. Cette rencontre, sur le thème « L'attitude du clergé dans la société de consommation », a été qualifiée par Mgr Gijzen d'« inutile » et que le cardinal Bernard Alfrink, primat des Pays-Bas, déclarait, dans son discours d'ouverture de la session, que les débats seraient « satisfaisants et fructueux pour l'Eglise ».

### RADIO - TÉLÉVISION

● L'intersyndicat des journalistes de l'O.R.T.F. (S.N.J.) a posé la question : « Quelle sera la liberté des sociétés de radio-télévision, dont le gouvernement a autorisé la création ?... » Au moment où le P.-D.G., sous les auspices du conseil d'administration, et définitivement le cahier des charges et des statuts ?... Au moment où le président de la République propose à tous les Français une société de progrès, l'intersyndicat des journalistes de l'O.R.T.F. constate que le gouvernement est, à l'heure actuelle, incapable de rassurer les journalistes de l'office, menacés dans leur emploi et dans leurs droits à une retraite et à une retraite de qualité.

Couleurs toujours avec le camping du Grillon, véritable ville des champs où, samedi matin, après un orage, qui avait duré toute la nuit, des milliers de jeunes ont dans une mélasse boueuse, vérité que le lotus taiséen ne saurait, comme de juste, s'épanouir que dans de l'eau mûle de terre; couleurs des files d'attente devant des sanitaires spartiates; couleurs de ces corvées bénévoles qui chantent les Beatles en lavant au jet d'eau les chaudrons immenses de la « tam-bouille » communautaire; couleurs de ces mille et mille sacs oranges répendant aux millions d'étoiles, où vives et chansons des jeunes faisant écho au chant des grillons, où le silence au moment des offices s'établissait à la mesure de l'immensité du public.

Et puis... et puis arrivé là, en quelque sorte d'un feuillet, en spectateur, et capable de parler encore, d'aligner des mots et des mots sur l'épiphénomène Taisé, et même au l'épiphénomène de l'épiphénomène — en vrac, les dragueurs, les « voleurs », la drogue, présents ici aussi, le boy-scoutisme, cette formidable auto-discipline qui, semble la règle du jeu taiséen, la confusionnisme mystique de nombreux orateurs, — il faut bien constater qu'on est resté, comment dire, sans toucher à l'essentiel, le « pourquoi ».

« Il faudrait, disent les jeunes, ne pas être spectateur mais acteur, imprégné de l'esprit taiséen, pour comprendre Taisé. Plus facile à dire qu'à faire. Est-il possible au reste qu'une personne, une seule, même la plus imprégnée de cet « esprit taiséen », sonde cœurs et cerveaux et livre un recensement fidèle des multiples aspirations, qui se manifestent en ce lieu ? La foi, l'espérance, la prière, la spiritualité restent des données fort peu journalistiques.

#### Une « Eglise écologique »

Au-delà d'un débat religieux passionnant et cruel — « Taisé, lieu de réconciliation de toute une jeunesse liturgique, ou, au contraire, avant-signes d'un printemps de l'Eglise », — Taisé est aussi un révélateur de quelques grands thèmes vécus par la jeunesse en 1974.

Derrière l'effet boule de neige, derrière ce plaisir d'être jeune, vives tous les jeunes et du désir de communion, en fait, des milliers d'adolescents qui chantent en

choeur leur foi ou leur désir de foi sous des chapiteaux, la nuit, durant un office, — il y a, c'est incontestable, un phénomène de quête d'un idéal. Pour parler plus prosaïquement, on dira que Taisé, mais pas seulement Taisé, est un marché d'échange entre des demandeurs d'espérance et des offreurs d'espoir. Aspiration flagrante d'échapper à une vie de non-sens, aspiration manifestée dans toutes les conversations qui se sont établies ici.

Vient ensuite, plus diffus mais combien évident, ce que l'on pourrait appeler le thème du « désespoir dépolu », ou de l'indispensable rupture avec un monde trop matérialiste. Le « succès » de Taisé passe aussi par la séduction exercée sur les jeunes par l'ordre monastique de Taisé, par le radicalisme du triple vœu : pauvreté, obéissance, chasteté. C'est un peu comme si, dans un prodigieux raccourci, le désir d'idéal et le souci écologique s'étaient rejoints pour laisser place à une aspiration, mythique ou mystique, d'une « Eglise écologique », dépouillée, pauvre, apostolique.

Troisième thème, celui de la fraternité humaine. « Per m'importe qui tu es, d'où tu viens ou ce que tu crois, je t'aime. » Sauf chez les plus avertis en matière de théologie, les jeunes taiséens affichaient, non, plutôt possédant, l'écumenisme viscéral. Au point de ne pas même se parler, tellement cela leur paraît évident et naturel, français, allemands, anglais, italiens, espagnols, portugais, grecs, turcs, japonais, arabes, africains, asiatiques, océaniques.

Enfin, la nécessité, la « volonté d'un engagement pour l'homme », comme l'écrivait, dans une lettre de Taisé, Frère Roger. Notion plus confuse et souvent mal exprimée dans un contraste entre la généralité des intentions et l'absence d'une analyse précise. La proposition du « concile » des jeunes, « contemplation et lutte », dépasse pourtant de beaucoup le seul cadre religieux. Or tout s'est passé à Taisé, dans le feuillet, d'un dialogue final rédigé par les dirigeants du rassemblement, comme si cette prise de conscience réelle des jeunes se doublait d'une dépolitisation partielle, comme si d'une approche globale et commune ne pouvaient surgir que des réponses individuelles. Réponses souvent admirables. Il faut rappeler que des centaines de jeunes gens présents avaient auparavant essayé par des communautés taiséennes à travers le monde, luttant contre le paupérisme, l'ignorance, la maladie, le racisme.

PIERRE GEORGES.

### Ce « peuple de Dieu » qui vit sur une « terre inhabitable »

Taisé. — Deux enfants, seize, dix-sept ans, trempés, grelottant de froid, il a plu pendant toute la nuit de samedi et ils n'avaient que leurs sacs de couchage pour abri. Venus en stop de Bretagne, ils sont désarmés, timides — ils n'ont pas osé frapper à une porte pour ne pas déranger — mais ils gardent leur bonne humeur et leur joie d'être enfin arrivés à Taisé, leur Mécène.

« Nous en sommes tellement étonnés de voir tant de jeunes, sur les routes, sur les chemins, sur les bords des routes, dans une certaine jeunesse en désarroi, vulnérable, ils n'ont pas connu l'ivresse de 1968 — ils étaient encore enfants — mais ils sont devenus des adultes, ils ont une authenticité, de justice, d'amitié... »

A l'autre extrême, une fille comme Dominique, Parisienne, très sûre d'elle, qui faisait partie de l'équipe de mille jeunes qui a veillé, pendant trois semaines, à la préparation matérielle de ce week-end. Elle parle, sur un ton

assuré, des objectifs du « concile », qui n'est pas un but en soi, de la spiritualité de Taisé, de la prière, de la multiplication, à Paris et ailleurs, de petits groupes de discussion et de prière nés à Taisé. Elle parle des problèmes conciliaires, notamment celui de l'impossibilité actuelle de l'intercommunion, c'est une chrétienne engagée, militante : elle est catholique pratiquante.

Entre ces deux exemples, pris au hasard parmi les trente-cinq à quarante mille jeunes venus à Taisé, on trouve de tout : des convaincus et des curieux, des croyants et des non-croyants, des disciples et des militants politiques, et ce qui frappe le plus, des jeunes des cinq continents. A travers cette grande diversité, cependant, on pressent une réelle communion. Ils parlent sinon la même langue, du moins la même langue — voire une certaine unité qui s'est cherchée et s'est précisée tout au long de la rencontre.

#### Un « espace de silence »

D'abord, 80 % environ des jeunes participent aux offices religieux. Il ne s'agit pas pour autant de messes « yé-yé ». Les cérémonies sont simples, du point de vue liturgique, et austères, par leurs longs silences. Les incroyants qui y assistent parlent de leur besoin d'interiorisation, de cet « espace de silence » nécessaire à l'action.

Ensuite, sur le plan de l'engagement concret, les discussions font avancer les uns et les autres. Les jeunes du tiers-monde et ceux de la classe ouvrière, surtout, interpellent ceux — ils sont les plus nombreux — qui sont issus d'un milieu aisé, intellectuel, occidental. Certains témoignages apportés au cours des célébrations — celui sur la situation au Portugal, celui d'un paysan du Paraguay ou d'une jeune fille du Brésil — étaient reçus comme autant de gifles par les privilégiés des pays nantis.

Les jeunes d'Amérique latine étaient particulièrement attentifs, car beaucoup avaient payé très cher leur témoignage. Et ceux qui ont choisi la voie évangélique de la non-violence — une non-violence active et continue — ont remis en question les théories souvent faciles des révolutionnaires de salon.

« Pour beaucoup de jeunes chrétiens latino-américains », a déclaré Margarita Moyano, professeur (Argentine), qui a collaboré de

près à la préparation du « concile des jeunes », la dualisme classique : foi et politique, terre et ciel, temporel et spirituel, s'est abolie plus de sens. Être chrétien pour eux, c'est précisément tenter de faire réelle, d'actualiser pour chaque homme, pour chaque peuple, la Parole du Christ : « Être ensemble l'histoire à partir d'une « foi subversive » qui renverse les valeurs vaines : gain, argent, puissance, prestige, pour remettre à leur place les vraies valeurs évangéliques : fraternité, justice, partage, communion entre tous. » Cette prise de conscience progressive a trouvé son expression finale dans la « Lettre au peuple de Dieu », seul document à sortir de cette phase préparatoire du concile. « Nous sommes nés sur une terre qui est inhabitable, déclare la Lettre d'embellie. Une grande partie de l'humanité est exploitée par une minorité qui jouit de privilèges matériels. Les régimes politiques sont nombreux à protéger les puissants. Des sociétés multi-nationales imposent leurs lois. Le profit et l'argent régissent. Ceux qui détiennent le pouvoir n'écoutent presque jamais les hommes sans voix. »

Après avoir défini la préparation et les objectifs de leur « concile », la Lettre au peuple de Dieu des Eglises : « Certaines d'entre elles donnent la preuve que, sans liens avec le pouvoir politique, sans

moyens de puissance, sans richesses, l'Eglise peut connaître une naissance nouvelle, devenir force libératrice pour les hommes et rayonner Dieu.

« Une autre partie du peuple de Dieu, dans l'hémisphère sud, comme dans l'hémisphère sud, pousse avec l'inégalité. Des chrétiens institutionnellement et beaucoup d'institutions d'Eglise ont capitalisé les biens, amassé d'immenses richesses en argent, en terres, en bâtiments, en actions dans les banques. Il est des pays où les Eglises demeurent liées aux pouvoirs politiques et financiers. Prenant sur leur superflu, elles donnent de fortes sommes pour le développement mais ne modifient pas pour autant leurs propres structures. (...) Beaucoup constatent que, peu à peu, la vie s'en va, laissant les institutions tourner à vide. Les Eglises sont de plus en plus abandonnées par les hommes de notre temps. Leur parole perd sa crédibilité. » La Lettre se termine par une apostrophe adressée à l'Eglise : « Que dis-tu de ton avenir ? »

Des manifestes dans ce genre, dira-t-on, on en a vus. Mais, qu'un aussi grand nombre de jeunes, dont la sincérité et la générosité ne font aucun doute, adressent un avertissement aussi solennel à leurs aînés.

ALAIN WOODROW.

### « Eglise, que dis-tu de ton avenir ? »

La « Lettre au peuple de Dieu », dont le texte a été établi à Taisé, se termine par une apostrophe adressée à l'Eglise :

- « Eglise, que dis-tu de ton avenir ? »
- « Vas-tu renoncer aux moyens de puissance, aux compromis avec les pouvoirs politiques et financiers ? »
- « Vas-tu abandonner les privilèges, renoncer à capitaliser ? »
- « Vas-tu enfin devenir « communautaire universelle de partage », communauté enfin « réconciliée » ? »
- « Vas-tu abandonner la nation et l'amitié pour toute l'humanité ? »
- « Localement et sur toute la terre, vas-tu ainsi devenir la semence d'une société sans classes et sans privilèges, sans domination d'un homme sur l'autre, d'un peuple sur l'autre ? »
- « Eglise, que dis-tu de ton avenir ? »
- « Vas-tu devenir « peuple des béatitudes », sans autre sécurité que le Christ, peuple pauvre, contemplatif, créateur de paix, porteur de la joie et d'une fête libératrice pour les hommes, quittes à être persécutés pour la justice ? »

Dans un article publié par l'Eglise en Alsace, Mgr Louis Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, apporte quelques précisions sur le sens de l'hémisphère qu'il a écrit le 14 juillet dernier. Cette homélie avait été vivement critiquée par les mouvements chrétiens ouverts (Le Monde du 15 juillet, et du 11-12 août).

« Des chrétiens de bonne volonté n'admettent pas que des mouvements d'Eglise puissent faire l'option socialiste et se trouver à l'aise dans la lutte des classes », écrit-il après avoir rappelé que le texte de son homélie avait été conçu avant le grand rassemblement de la JOC à Paris. « J'ai soutenu la nécessité du combat pour la justice sociale et la portée chrétienne de la promotion collective des masses ouvrières. Il s'agit d'un peu d'objectivité pour reconnaître que je me suis prononcé aussi contre l'esprit matérialiste du capitalisme, qui fait du profit la loi suprême de l'économie moderne », précise encore l'évêque de Strasbourg.

Mgr Elchinger demeure enfin sur la réserve qu'il avait manifestée dans son homélie quant aux libertés de plus en plus grandes offertes aux jeunes : « Le Parlement a pris récemment certaines décisions. Il est en préparation d'autres qui risquent de dégrader encore le climat moral et éducatif de la jeunesse (...) Nous ne pouvons pas prendre à la légère les problèmes complexes et délicats que pose aujourd'hui la vie sexuelle des jeunes et des adultes. Le respect de la vie et l'attention à l'amour ont des exigences qui dépassent notre bon plaisir », conclut l'évêque de Strasbourg.

## CIRCULATION

### POINT DE VUE

## PACIFIER LES ROUTES FRANÇAISES

PHILIPPE GAUTRAIT (\*)

En cinquante ans, les Français ont réussi l'exploit peu enviable de perdre, aux yeux de leurs voisins, une bonne partie de la réputation d'hospitalité, d'esprit et de gaieté qui jadis caractérisaient la vie dans notre pays. Persuadé qu'il est d'être le plus intelligent du monde, notre compatriote s'est mis en un râle impertinent et renfrogné, dont l'individualisme exacerbé interdit toute vie sociale harmonieuse. Comme ces époux excédés qui ne savent mieux que se paraiter dans le monde, le Français ne peut cacher sa grogne aux étrangers, et la plupart des visiteurs de notre pays déplorent l'impatience, le manque de chaleur humaine, l'arrogance et parfois le mépris de la majorité de leurs interlocuteurs. Certes, la France fourmille encore de braves gens, de tous âges et de tous milieux sociaux. Mais il est un endroit où leur espèce s'éteint irrémédiablement : la route.

Sur toute la planète, la possession d'une automobile confère à son possesseur un bien illusoire sentiment de puissance qui peut entraîner de regrettables comportements psychologiques. Mais dans aucun pays d'Europe, ces « perversions » n'atteignent une amplitude semblable à celles dont semble frappé l'automobiliste français à son volant, et il suffit de sillonner le Vieux Continent pour en faire rapidement l'amère constatation. Le retour des vacances est particulièrement tolérant à cet égard : débouchant, au choix, d'une autoroute allemande, belge, suisse ou italienne, le conducteur change soudain de monde. Alors que la vitesse est officiellement limitée à 140 kilomètres à l'heure sur les autoroutes et à 90 km/heure sur la plupart des routes, nos champions d'occasion, garantis par la puissance de leur véhicule et souvent encouragés par des passagers inconscients, se livrent

une lutte sans merci ponctuée par d'incessants appels de phares, de concert d'avertisseurs, de magistrales queues de poisson... et de fabuleux coups de frein... souvent suivis par d'inevitables carambolages.

Nulle part ailleurs en Europe ne règne ce climat de compétition sauvage, fidèle reflet de ce qu'est toute l'année la vie des grandes villes françaises. Alors, malheur aux véhicules lents, malheur aux lents, malheur à ceux qui se conforment aux vitesses prescrites ! Lors du dépassement, des regards haineux seront adressés à l'importun (qu'il soit français ou non), et la plaque étrangère ne sera nullement à l'abri de l'insulte. Ce regard, que François de Closets a remarquablement dénommé dans un ouvrage récent (1), est symbolique de tout le reste : la puissance de l'argent, l'indiscipline sociale, le mépris d'autrui.

Les routes et les autoroutes, révélateur du malaise de notre société ? Peut-être. Les pays voisins de la France connaissent également bien des difficultés, mais la hargne collective et l'absence de chaleur dans les rapports humains n'y ont pas encore atteint le niveau où nous sommes déjà parvenus, et le comportement général des automobilistes étrangers témoigne de cet état de fait.

A un moment où l'on ressent les maux de « qualité de la vie », il est urgent de définir en France un véritable code de la conduite, dont le respect préfigurerait peut-être l'établissement de relations moins belliqueuses entre nos concitoyens.

La limitation de vitesse, tout d'abord, ne sera respectée que lorsque les Français comprendront de leur véhicule et souvent encouragés par des passagers inconscients, se livrent

systématique de radars de contrôle sur les autoroutes et les grands axes, une mesure indispensable de la mesure pour déjouer les infractions.

Par ailleurs, les sanctions au code de la route devraient être considérablement aggravées et sans aucun passe-droit. Les « tribunaux » placés sur le bord des routes ont été un échec parce que certaines « personnalités » y ont échappé. Il faut convaincre l'opinion que la liberté des Français ne sera pas en danger si le retrait immédiat et durable du permis de conduire est la conséquence d'un dépassement dangereux ou de toute infraction relativement sérieuse.

Quant à l'alcoolisme, comment n'être pas scandalisé par le verdict rendu récemment contre des camionneurs meurtriers qui n'ont été frappés que de légères peines de prison ? (2).

Enfin, le possesseur du permis de conduire devrait être soumis à des contrôles périodiques tant de conduite que de code ainsi qu'à des visites médicales (vue, ouïe, état cardiaque, etc.).

Certes, il est aujourd'hui de meilleur ton d'éduquer que de sanctionner, mais le problème de la route en France appelle des solutions qui pourraient paraître rétrogrades car recourant à des méthodes « violentes » de surveillance ou de répression. En effet, malgré le massacre quotidien sur les routes, les Français veulent continuer d'ignorer la discipline au volant et c'est dans son petit habitat en métal qu'il prendrait épanouir une personnalité par trop bridée le reste du temps. Muni une fois pour toutes du permis de conduire, il se croit pratiquement libre de toute

contrainte, sans comprendre que la possession d'une automobile entraîne de réelles obligations. Monsieur le député à la sécurité routière, doit se faire moins discret et lancer une véritable campagne nationale persuadant une opinion encore sceptique de tous les méfaits de l'interminable guerre que se livrent les automobilistes français. Mais, parallèlement, le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice ont le devoir inéluctable de réprimer les infractions. Les régimes policiers sont nombreux à protéger les puissants. Des sociétés multi-nationales imposent leurs lois. Le profit et l'argent régissent. Ceux qui détiennent le pouvoir n'écoutent presque jamais les hommes sans voix.

On ne manquera pas de déplorer alors les atteintes à la liberté individuelle : on critiquera : les dépenses excessives (généralisation des contrôles électroniques, multiplicité des voitures radialisées, renforcement de la surveillance par la police et la gendarmerie). Mais c'est à ce prix que la paix reviendra sur les routes, car l'amélioration du réseau ne peut avoir de réelles conséquences bénéfiques que si une véritable « code de la bonne conduite » s'installe dans notre pays. Dans un domaine où les belles paroles n'ont jamais servi à rien, seule la « peur du gendarme » pourra infléchir des comportements solidement enracinés. Une telle modification des habitudes prises aurait valeur de symbole et serait de bon augure pour l'instauration de meilleurs rapports entre les Français qui n'est en fin de compte que le retour à un certain art de vivre aujourd'hui bien oublié. On pourra seulement déplorer que la contrainte soit la seule méthode possible de « pacification » des routes françaises.

(1) Le Bonheur en plus, Denoël.  
(2) Seule l'insaturation d'un contrôle sévère par alcoolisme (abus que cela est pratiqué chez tous les Français) pourra quelque peu limiter les conduites de consommation de boissons alcoolisées.

(\*) Secrétaire des affaires étrangères.

مسألة الأمن



## Une nouvelle génération veut affirmer ses ambitions

Organisés pour la première fois à Turin en 1934, avec le concours de quinze pays mais sans la participation des Britanniques, déjà partagés au sujet de l'unité européenne, ces championnats ont rencontré un succès grandissant. Ceux-ci se dérouleront, jusqu'au 8 septembre, sur les magnifiques installations qui, en 1960, avaient accueilli les concurrents des XIV<sup>e</sup> Jeux olympiques. Leur éclat ne devrait pas souffrir de la comparaison avec des compétitions ont on n'a cessé de souligner l'exceptionnel intérêt.

Voici, quatorze ans, un Italien, Livio Berruti, s'était particulièrement mis en évidence en faisant place, dans le 200 mètres, à la supériorité américaine. Un autre Italien, Pietro Mennea, avait, à la même époque, trop faibli pour enthousiasmer le public romain, est promis cette fois-ci à une gloire aussi retentissante et d'avance, il bafouille les records. De ce champion, sprinter de noble race, Mennea n'a ni l'allure adroite ni la superbe aisance en course. Son visage austère, ses yeux vités, ses muscles gaules volants évoquaient plutôt un génie des mathématiques égaré sur les pistes. Ses jambes sont cependant incroyablement rapides. Il a couru aux Jeux olympiques de Munich, il peut infliger un échec au coureur le plus rapide du monde.

piété, sa réputation ne manquera pas d'être ternie. D'autres vedettes céderont aussi le devant de la scène, cependant qu'une nouvelle génération d'athlètes — le Belge Jean-Marie Gelin, le Polonais Stanislas (sauf à la perche), l'Anglais Thompson (marathon), la Finlandaise Kinnunen (marathon), le Français de Suman (800 mètres), les Allemandes de l'Est Wichlas (sauf en hauteur), Schmaifeldt et Woelcke (sauf en longueur) — pourra affirmer ses ambitions.

Sera-t-il permis de prolonger vers le haut la courbe ascendante de l'athlétisme européen (19 titres sur 24 à Munich, dont la totalité des titres féminins). Ce qui est

certain, c'est que l'U.R.S.S. et la R.D.A. s'attribueront, une fois de plus, les médailles en priorité. Comme toujours, des records se feront, des records du Vif et d'ailleurs, on mesurera ainsi ce que les repères humains ont d'éphémère.

Le capitale d'un pays économiquement et politiquement très troublé ne saurait de reste, vu hors du temps : à leur arrivée à l'aéroport, les délégations étaient attendues par d'impressionnants pelotons de policiers et de soldats, qui menaçaient de faire grève les 2 et 3 septembre, ont déjà procédé à des copies de programmes et à des affaires : le programme prévoit que les compétitions se termineront bien après l'heure du crépuscule.

**RAYMOND POINTU.**

## BOXE

olympique à Munich), des super-welters (Garbey), des welters (Correa), des mouches (Douglas Rodrigues) et des mini-mouches (Jorge Hernandez). Les autres titres se sont répartis entre l'U.R.S.S. (deux médailles), les Etats-Unis, Porto-Rico, la Yougoslavie et l'Ouganda.

Quelque trois cents concurrents, représentant quarante-cinq pays, ont participé à l'épreuve.

olympique à Munich, des super-welters (Garbey), des welters (Correa), des mouches (Douglas Rodrigues) et des mini-mouches (Jorge Hernandez). Les autres titres se sont répartis entre l'URSS (deux médailles), les Etats-Unis, Porto-Rico, la Yougoslavie et l'Ouganda.

Quelque trois cents concurrents, représentant quarante-cinq pays, ont participé à l'épreuve.

être apprécié économiquement en fonction de sa formation éducative », une loi de 1967 a supprimé jusqu'ici. Dès lors, faut-il offrir à Stevenson un poste refusé l'offre d'un million de dollars (4320 000 F) faite par les Américains au lendemain de sa victoire olympique pour qu'il accepte de devenir professionnel ?

R. P.

---

# LES RÉ

[illegible][illegible]

**Le titre apprécié économiquement en fonction de sa valeur éducative**, une médaille d'argent et une autre d'or à suppléer jusqu'en 1967.

Dés lors, fut-il officiellement Stevenson a refusé l'offre d'un million de dollars (4 820 000 F) faite par les Américains au lendemain de sa victoire olympique pour qu'il accepte de devenir professionnel ?

R. P.

# LES RÉ-

## Aviron

### Cyclisme

Le Belge Eddy Merckx a facilement gagné le Critérium des as, disputé le 1<sup>er</sup> septembre sur le circuit de Rougemont près d'Auch (Gers). Il a devancé son compatriote Marcel Tinin, battu au sprint, et le Néerlandais Kertész de 22 secondes. Raymond Poullitier, stationné à premier Français, a terminé à 1<sup>er</sup> min. 50 sec.

## Football

La Pologne, prochain adversaire de la France le 7 septembre à Wrocław, a battu la Finlande par 3 buts à 1 le 1<sup>er</sup> septembre. Miksiniski dans une rencontre comptant pour la Coupe d'Europe des nations.

### CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (Septième journée)

*Troyes bat Metz .....	4-0
*Bastia bat Lyon .....	2-0

Les autres matches de la septième journée seront disputés ce lundi 2 septembre.

### DEUXIÈME DIVISION (Troisième journée)

G.O. Breizh - Rennes .....	2-0
Bordeaux - D. Martignac .....	1-1
Nîmes - Caennal - 1-0; Angoulême - B. Paris C.F., 2-0; Béziers - B. Boulogne, 0-0; Sedan - Laval, 2-0; Fontainebleau* et Guzeron, 0-0; Valenciennes et Amiens, 0-0; Auxerre et Dunkerque, 1-0.	

I. ex æquo, Valenciennes, Angoulême, Sedan, Guzeron, Boulogne, Fontainebleau, 5 pts.

### GROUPE B. — Arvisson\* et Sète, 1-1; Nancy\* et Montluçon, 2-1; Béziers et Nîmes, 1-1; Bastia et Châteauroux, 2-1; Epinal\* et Ajaccio, 0-1; Chaumont\* et Tours, 4-1; Besancon\* et Mulhouse, 3-0; Bourges et Toulon, 2-3; Cannes\* et Toulon, 1-1. 1. Nancy 8 pts; 2. Chaumont, 7 pts; 3. Bastia 6 pts; 4. Marseilles 5 pts. Hippisme Le prix de La Tabie, disputé à Longchamp et comptant pour les poules couplée pérenne et tiercé, a été remporté par Meszimoto, sifflé de Jivaris et de Courbet. Le comédien gagnante est 11-6-0.

[illegible]

# LES RÉ

## Aviron

Le Belge Eddy Merckx a facilement gagné le Critérium des as, disputé du 27 septembre sur le lac de Nogero, près d'Alençon (Orne). Il a devancé son compatriote Maertens, battu au sprint, et le Néerlandais Jortens de 23 secondes. Raymond Pouliot, sixième et premier Français, a terminé à 1 min. 50 sec.

## Cyclisme

La Pologne, prochain adversaire de la France le 7 septembre à Wrocław, battra le Finlandais par 2 buts à 1 le 1er septembre à Helsinki dans une rencontre comptant pour la Coupe d'Europe des nations.

## Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION**  
(Septième journée)

Troyes B. Metz ..... 4-0  
Bastia B. Lyon ..... 2-0

Les autres matches de la septième journée disputés ce lundi 2 septembre.

**DEUXIÈME DIVISION**  
(Troisième journée)

**GROUPE A** — Rouen\* B. Lorient. 2-0; Brest B. Nantes. 3-1; Quimper B. Cambrai. 1-0; Angoulême B. Angers. 3-0; Evreux B. Bourgne. 0-0; Sedan\* B. Laval. 2-1; Valenciennes B. Gueugnon. 0-0; Valenciennes B. M. 12-1. 5-0; Auxerre B. Dunkerque. 1-0.

1. ex aequo, Valenciennes, Angoulême, Sedan, Rouen, Bourgne, Fontenay-lez-Lyon, 5 pts.

**GROUPE B** — Avignon\* B. Sète. 1-1; Nancy B. Mulhouse. 3-0; Reims B. Martignes. 3-0; Béziers B. Châteauroux. 2-1; Epinal\* B. Alajou. 0-1; Chartres B. Tourn. 0-0; Beaune B. Mulhouse. 2-2; Bourgne\* B. Toulon. 2-1; Cannes B. Toulon. 0-1.

1. Nancy. 8 pts; 2. Chaumont. 7 pts; 3. Béziers. 6 pts; 4. Martignes. 5 pts.

## Hippisme

Le prix de la Table, disputé à Longchamp et comptant pour les poulains couplés gagnant et tiercé, a été remporté par le deuxième, celui de Nivaria et de Courbet. La combinaison gagnante est 11-8-6.

## Tennis

La quatrième tournée des championnats « open » des États-Unis, disputée à Long Beach, s'est terminée avec surprise, sinon l'élimination de l'Anglais Virginia Wade, victorieuse de l'épreuve féminine en 1963, par une jeune inconnue, Ann Kiyomura. Parmi les résultats : dans le tournoi masculin, le tenant du titre Tony Roche (6-4, 7-6, 6-3, 7-5); Ray Moore, vainqueur de Gorman et Moore précédant, à facilement battu John Grunberg, tandis que Vijay Amritraj, qui était créé la surprise en éliminant Borg, a dû désigner cinq sets pour rentrer à

## Basket-Ball

Les victoires sur la 38 le 31 août ont permis à la première place de la Coupe d'Europe féminine, disputée du 1er septembre au 10 septembre, à Paris, aux Français ont les meilleures chances d'ob-

## Les États-Unis battent nettement la République démocratique allemande (198 à 145)

milles dans le résultat. L'entraîneur de la R.D.A. ont battu les Américains par 64 à 79, les garçons ont été défaits par 61 à 119. Toutes les épreuves masculines — quinze — sont revenues aux Etats-Unis, y compris les deux courses de dos, dont l'issue a mis un terme à la suprématie de Roland Matthes. Jusqu'en 1987, Matthes a été s'inscrire devant John Naber sur 100 mètres et 200 mètres (57 sec. 94/100 contre 57 sec. 74/100 et 2 min. 5 sec. 34/100 contre 2 min. 2 sec. 83/100). De toute évidence, Matthes n'a pas dû s'astreindre au même entraînement, en 1974, que les années précédentes.

Tin

championnats américains des records du monde du 200 mètres (1 min. 51 sec. 98/100), du 400 mètres (3 min. 54 sec. 98/100) et du 1.500 mètres (15 min. 31 sec. 75/100), a remporté ces trois épreuves en se classant deuxième de la finale de sa son équipe (1 min. 53 sec. 10/100, 3 min. 57 sec. 18/100, 15 min. 49 sec. 93/100).

Concord aux championnats américains (8) et encore à Concord dans le match Etats-Unis-R.D.A. (8). Il ressort de cet ensemble de compétitions que si la R.D.A. demeure de loin, grâce à son équipe féminine, la meilleure nation d'Europe, les Etats-Unis sont sur la bonne voie pour relever le défi féminin est-allemand, en 1978, aux Jeux olympiques de Montréal et peut-être même aux prochains championnats du monde qui seront disputés à Cali, en Colombie, en 1975. — F. J.

Hencken (E.-U.), 2 min. 18 sec. 21 (ancien record par lui-même : 2 min. 18 sec. 93).

Relais 4 x 100 mètres nage libre : États-Unis (Coan, 51 sec.

Hémcken (E.-U.), 2 min. 10 sec.  
ancien record par elle-même : 2 min. 10 sec. 93).

Relais 4 x 100 mètres nage libre : États-Unis (Conn. 51 sec. 23, Montgomery, 1 min. 41 sec. 17, Bottom, 1 min. 34 sec. 17, T. Rieckox, 3 min. 25 sec. 17) ancien record par les États-Unis en finale des Jeux olympiques de Munich, 3 min. 36 sec. 42.

**DAMES**

800 mètres : Jo Harberger (E.-U.), 8 min. 47 sec. 39 (ancien record par elle-même en 8 min. 47 sec. 66).

100 mètres papillon : Rosemary Thatcher (E.D.A.), 1 min. 1 sec. 38 (ancien record 1 min. 1 sec. 98).

100 mètres dos : Ulrike Richter (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 36 (ancien record par elle-même : 1 min. 2 sec. 8).

108 mètres brasse : Renate Vogel (R.D.A.), 1 min. 12 sec. 25 (ancien record par elle-même : (R.D.A.) : 1 min. 12 sec. 58).

Héncken (R.-U.), 2 min. 10 sec.  
ancien record par elle-même en  
finale : 2 min. 13 sec. 93).

Relais 4 x 100 mètres nage  
libre : États-Unis (Conn, 51 sec.  
23, Montgomery, 1 min. 41 sec.  
77, Horton, 1 min. 41 sec.  
73, T. Hickox, 3 min. 35 sec. 17)  
ancien record par les États-Unis  
en finale des Jeux olympiques  
de Munich, 3 min. 36 sec. 42.

**DAMES**

800 mètres : Jo Harsbarger  
(R.-U.), 5 min. 32 sec. 59  
(ancien record par elle-même en  
8 min. 47 sec. 66).

100 mètres papillon : Rose-  
marie Kothner (R.D.A.), 1 min.  
1 sec. 98 (ancien record 1 min.  
1 sec. 99).

100 mètres dos : Ulrike Rich-  
ter (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 38  
(ancien record par elle-même :  
1 min. 1 sec. 38).

100 mètres brasse : Renate  
Vogel (R.D.A.), 1 min. 12 sec. 28  
(ancien record par Justen  
(R.F.A.) : 1 min. 12 sec. 56).

Relais 4 x 100 mètres nage  
libre : États-Unis (Heddy, 57 sec.  
99, Marshall, 1 min. 56 sec. 06,  
Peyton, 2 min. 32 sec. 99, Babas-  
hoff, 3 min. 31 sec. 99) ancien  
record par la R.D.A., 3 min.  
32 sec. 38.

### Cyclisme

## Cyclisme

## Cyclisme

Le Belge Eddy Merckx a facilement gagné le Critérium des 80, disputé le 1<sup>er</sup> septembre sur le circuit de Nogaro, près d'Auch (Gers). Il a devancé les compatriotes Massetera, battu au sprint, et le Néerlandais Kertens de 25 secondes. Raymond Pouillard, système et premier Français, a terminé à 1 min. 50 sec.

## Football

La Pologne, prochain adversaire de la France le 7 septembre à Wrocław, a battu la Finlande par 2 buts à 1 le 1<sup>er</sup> septembre à Helsinki dans une rencontre comptant pour la Coupe d'Europe des nations.

La Pologne, prochain adversaire de la France le 7 septembre à Wroclaw, a battu la Finlande par 2 buts à 1 le 1<sup>er</sup> septembre à Helsinki dans une rencontre comptant pour la Coupe d'Europe des nations.

bonis du Sud-Africain Yull. Les autres tétes de série, Connors, Asher, Rosenwald, Nussler, Koda, ont passé leur tour sans problème.

Depuis l'assomation de Gower (par l'Australien Sydney Bell) et de Francis Durr (par l'Anglais Steve McCarty), il n'y a plus de Français en lice.

**CAT**

**En You**

**L'ACCIDENT DE CHEM**

**LE TRAIT AU LACON**

(Troisième journée)  
**GROUPE A. — Rouen\* b. Lorient.**

**À FAIT AU MOINS CENT**  
Zagreb. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters). — Le bilan, encore provisoire, du déraillement en gare de Zagreb, vendredi, d'un train spécial Brest-Dortmund, s'établit à cent cinquante morts et cent cinquante blessés (le Monde du 14-2 septembre). Le convoi transportait des réfugiés yougoslaves émigrés en Allemagne qui rentraient de vacances. Parmi les victimes, il y a également des Turcs, des Grecs et des Allemands de l'Ouest.

La lecture de la « boîte noire » de la motrice a révélé que le train roulait à 80-90 km/h dans une courbe précédant l'entrée en gare de Zagreb, sur une portion de voie à double sens, où la vitesse dépassait 50 km/h. La commission d'enquête a établi que le train avait passé un signal d'approche à l'arrêt, et qu'il avait franchi le signal principal qui était aussi rouge. Le conducteur du train a reconnu avoir dépassé ce signal.

Il n'a pas été possible de récupérer la motrice avant lâché, ce qui

Supplément

La main de la Table d'attente à

a été démenti par la commission d'enquête, qui a pu examiner la motrice, presque intacte après l'accident. Les alcootests auxquels ont été soumis le conducteur du train et son adjoint se sont révélés négatifs.

Selon l'agence Reuter, il est

### Tennis

Le conducteur du train, son adjoint, un aiguilleur et le chef de la sécurité de la gare ont été arrêtés. Dimanche soir, les voies avaient été dégagées et le trafic avait repris normalement.

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé un message de condoléances au président Tito, qui a décrété un deuil national dans tout le pays.

## 315

**MESSIEURS**

100 mètres brasse : John Hencken (E.-U.), 1 min. 03 sec. 38 (ancien record) lui-même : 1 min. 4 sec. 8/100.

200 mètres brasse : John Hencken (E.-U.), 2 min. 18 sec. 21 (ancien record par lui-même : 2 min. 18 sec. 93).

Relais 4 X 100 mètres nage libre : Etats-Unis (Coan, 31 sec. 28, Montgomery, 1 min. 31 sec. 73, M. Bottom, 1 min. 34 sec. 7, T. Hickox, 1 min. 25 sec. 17) ancien record par les Etats-Unis en finale des Jeux olympiques de Munich, 3 min. 26 sec. 42.

800 mètres : Jo Harbergar  
(E.-U.), 8 min. 47 sec. 33 (ancien record par elle-même en 8 min. 45 sec.)  
100 mètres papillon : Rose Marie Kother (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 33 (ancien record 1 min. 1 sec. 39)  
100 mètres dos : Ulrike Richter (R.D.A.), 1 min. 1 sec. 36 (ancien record par elle-même : 1 min. 2 sec. 8)  
100 mètres brasse : Renate Vogt (R.D.A.), 1 min. 12 sec. 28 (ancien record par Justen (R.F.A.) : 1 min. 12 sec. 56)  
Relais 4 x 100 mètres nage libre : U.S. - U.S. - G.D.G. - G.D.G.  
99, Marshall, 1 min. 56 sec. 06, Peyton, 2 min. 32 sec. 58, Babaschoff, 3 min. 31 sec. 99) (ancien record par la R.D.A. : 3 min. 32 sec.)

## CATASTROPHES

## En Yougoslavie

## L'ACCIDENT DE CHEMIN DE FER DE ZAGREB A FAIT AU MOINS CENT CINQUANTE MORTS

Zagreb (A.F.P., A.P., U.P.I., *Reuter*). — Le bilan, encore provisoire, du déraillement en gare de Zagreb, vendredi 31 août, du train spécial Belgrade-Dortmund, s'établit à cent cinquante morts et cent cinquante blessés (*le Monde* du 1-2 septembre). Le convoi transportait des travailleurs yougoslaves émigrés en Allemagne qui rentraient de vacances. Parmi les victimes, il y a également des Turcs, des Grecs et des Allemands de l'Ouest.

## LES PRÉCÉDENTS

An cours des dernières années, les principales catastrophes ferroviaires ont été les suivantes :

1950, Rio-de-Janeiro (Brésil), 124 morts ;

1952, Rio-de-Janeiro (Brésil), 120 morts ;

1952, Harrow (Angleterre), 112 morts ;

1953, Walouiri (Nouvelle-Zélande), 155 morts ;

1953, Sakvice (Tchécoslovaquie), 193 morts ;

1956, Ariyapur (Inde), 102 morts ;

1957, Montgomery (Pakistan), 300 morts ;

1957, Gamber (Inde), 190 morts ;

1958, Rio-de-Janeiro (Brésil), 112 morts ;

1959, Djakarta (Indonésie), 285 morts ;

1960, Pardubice (Tchécoslovaquie), 117 morts ;

1962, Mikawashima (Japon), 163 morts ;

1963, Tsurumi (Japon), 164 morts ;

1970, Buenos-Aires (Argentine), 290 morts ;

1970, Langalanga (Nigéria), 185 morts ;

1972, à Vieux (France), l'éboulement d'un tunnel avait provoqué le déraillement et la collision de deux trains, 105 morts ;

1974 (4 août), accident de l'express Caen-Rennes à Dol-de-Bretagne, 10 morts ;

1974 (15 août), déraillement en Belgique du train Charleroi-Anvers, 17 morts.

## Basket-Ball

## LES ARABES BOYCOTTENT LES ISRAËLIENS AUX JEUX ASIATIQUES

Les organisateurs des Jeux asiatiques de Téhéran ont dû procéder à un tirage au sort « dirigé » du tournoi, les Arabes de l'Irak, du Koweït et de Bahreïn refusant de se trouver dans le même groupe éliminatoire qu'Israël. Ils risquent de se trouver bientôt devant un sérieux embarras si des athlètes arabes et israéliens, de par leurs performances respectives étaient opposés sur le terrain.



**casterman**

19 h. 55. Documentaire cinéma : Côté courts, de G. de Caunes et A. Duval.

R.T.I., 19 h. : Interview de M. J.-P. Fourcade, ministre de l'économie et des finances

« Les 10 %... continuent... pendant l'année scolaire 1974-1975, comme l'année précédente, les élèves de la première ont obtenu la moyenne du second degré seront utilisés pour des activités originales (études pluridisciplinaires, travaux de groupe, activités d'expression, sorties, etc.) à l'extérieur de l'établissement (etc.). Une circulaire publiée le 12 septembre 1974 indique que l'éducation du 29 août reconduit, avec quelques modifications, les programmes de programmes qui seront enseignés pendant l'année scolaire 1974-1975. Ces modifications concernent le droit, la géographie, l'organique, l'histoire, la physique, la chimie, la biologie, les sciences économiques, les sciences naturelles et sociales, les sciences physiques et les sciences physiques. Les programmes de la première sont limités et terminales. De portée limitée, elles ont pour but, indique le ministre de l'éducation, un meilleur équilibre entre les disciplines.

☐ désire recevoir une document

Lundi 2 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-28 et 18; Moscou, 20 et 8; New-York 27 et 30; Palmae de-Majorque 29 et 14; Rome, 28 et 21; Stockholm 21 et 15; Téhéran, max. 31.

M. \_\_\_\_\_ Sté: \_\_\_\_\_  
 Activité: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_  
 désire recevoir une documentation.

صَلَاةٌ مِنَ الرَّحْمَنِ



صكنا من الامل

0%

## 0% de hausse sur les prix 1973 aux Galeries Lafayette pour plus de 200 000 articles.

Entre Septembre 1973 et Septembre 1974, les prix ont beaucoup augmenté ; trop.

Alors en Septembre, les Galeries Lafayette reviennent aux prix 73. Et cela pour plus de 200.000

articles et dans tous les rayons.

Et comme c'est la rentrée des classes, les Galeries Lafayette appliquent en plus, une remise de 5% sur les fournitures scolaires et l'équipement des enfants.

**galeries  
lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE



# CARNET

## Réceptions

— A l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution du 17 septembre, l'ambassadeur de la République arabe libyenne et Mme Kadi Elmaghrabi ont offert une réception le samedi 31 août 1974.

## Naissances

— Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Tancrède et Axel. Le 28 août 1974. 15, rue Saint-Gilles, 75 003 Paris.

## Mariages

— M. et Mme Georges Piquet, Mme E. Tereau,

## Décès

— M. Jean Aubonnet et ses enfants, Jean-Pierre et Bernard. M. et Mme Stéphane Meunier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean AUBONNET, née Henriette Meunier, rappelée à Dieu le samedi 31 août, munie des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques auront lieu en l'église de Montvillain par décès (75) le mardi 3 septembre 1974, à 15 h. 30. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 20, rue de la Chapelle, 75 018 Paris. 18, rue de l'Arbre-Volant, 75 018 Paris. A.P. 75 210 La Plaine. 30, rue Michel, 75 018 Paris. Les Laiz, Hattenville, 75 420 Montvillain.

— M. André Canal, M. et Mme Alexis Rayon, M. et Mme Henri Clargue, Mme Louise Rayon, M. et Mme André Chasseigne, Mme veuve Lucien Rayon, M. et Mme Jean-Michel Canal, Mme veuve Alice Canal-Puech, M. et Mme Louis Canal, M. et Mme Patrice Michel, de Chabannes, Mme Michèle Bava-Bono, les familles Ayoun, Zénari, Lebhar, Stouck, ont le chagrin de faire part du décès de Mme Berthe HAYOUN-CANAL, survenue le 28 août 1974. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le 30 août 1974, au cimetière de La Plaine, La Varenne-Saint-Hilaire. Qu'elle vive dans nos souvenirs. Cet avis tient lieu de faire-part. 11, avenue Jeanne-d'Arc, 94 La Varenne-Saint-Hilaire.

— Mme Robert Labbé, Mme Catherine Labbé, M. et Mme Léon Labbé, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu subitement le 27 août 1974, dans sa 82<sup>e</sup> année, Mme Robert LABBÉ, née Marie-Louise Labbé, épouse de M. Robert LABBÉ, commandeur de la Légion d'honneur, ancien inspecteur des finances, à Moulon-la-Chapelle (Yvelines), de

M. Robert LABBÉ, commandeur de la Légion d'honneur, ancien inspecteur des finances, à Moulon-la-Chapelle (Yvelines), de

M. Robert LABBÉ, commandeur de la Légion d'honneur, ancien inspecteur des finances, à Moulon-la-Chapelle (Yvelines), de

des amateurs de France, président de la Société française d'archéologie, trésorier des Amis du Louvre, membre du conseil du musée Rodin. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 30 août 1974, en l'église de Moulon-la-Chapelle. Un service religieux sera célébré ultérieurement. 2, avenue Gurgaud, 75017 Paris.

— Les associés-gérants de Worms et Cie ont la douleur de faire part du décès survenu subitement le 27 août 1974, de

M. Robert LABBÉ, associé-gérant de M.M. Worms et Cie, président de la compagnie navale Worms, de Worms distribution, vice-président de Solical, de la Compagnie bancaire, de l'Union de crédit pour le bâtiment, administrateur de la compagnie Air France, de la Banque de France, de la Société française de transports maritimes, de la Compagnie nationale de navigation, de la Prévoyance IARD, du Port autonome du Havre, de l'Association nationale des sociétés par actions, membre du conseil supérieur de la Marine marchande, du conseil supérieur des transports, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

— M. Magnan-Laval, M. et Mme Gaston Magnan, et ses enfants, font part du décès du colonel Gaston MAESTRATI (R.R.), commandeur de la Légion d'honneur, survenu en son domicile à Magnan-Laval, rue du Collège.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 2 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Maximin. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Paul Maso, entourée de ses enfants Isabelle et Gilles, Toute leur famille et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul MASO, survenu à Paris le 25 août 1974, à l'âge de cinquante-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le jeudi 29 août 1974, à 18 h. 30, à Beaucourt par Orgues (Yvelines).

— M. et Mme Jean-Charles Picard et leurs enfants, M. et Mme Gilbert-Charles Picard, leurs enfants et petits-enfants, Et toute leur famille et leurs alliés, ont la douleur d'annoncer la mort de

Mme Charles PICARD, née Marie-Thérèse Schmitt, épouse de M. Charles PICARD, décédée le 25 août 1974 à Ferrières-en-Gâtinais (Seine-et-Marne). Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 1, rue de l'Avenir, 94 000 Créteil.

## Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre, Reine GIANOLI prie tous ceux qui ont apporté le réconfort de leur sympathie de bien vouloir trouver ici l'expression de sa profonde gratitude.

## Visites, conférences

### MARDI 3 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Calons nationale des monuments historiques. — 15 h. métro Saint-Georges. Mme Gascy : « Autour de la place Saint-Georges ». — 15 h. 15, quai d'Anjou, Mme Saint-Germain : « Hôtel de Launay ». — 15 h. 45, rue de Richelieu, Mme Vermeersch : « La Bibliothèque nationale ». — 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. métro Halles : « A l'intérieur et au sommet de la colonne astérologique » (Connaissance de Paris). — 15 h. grille esplanade des Invalides : « L'histoire des Invalides et ses secrets » (Jadis et Nulles). — 15 h. portail de l'église Saint-Médard : « Jardins secrets de la montagne Sainte-Gervaise » (Paris et son histoire).

SCHWEPPES. Il faut choisir entre l'Indian Tonle et le Bitter Lemon.

LE BANC D'HUITRES ET LE RESTAURANT DU 1<sup>er</sup> ETAGE SONT OUVERTS. Rond-Point des Champs-Élysées, 4, AV. FRANKLIN ROOSEVELT - T. 389-30-43. Elysees Bretagne

**Le Monde des Philatélistes**

5, rue des Halles - 75001 PARIS  
C.C.P. 1832-12 PARIS

**ABONNEMENTS**

FRANCE : 1 an ..... F 32,00  
ETRANGER : 1 an ..... F 40,00

**TARIF PAR AVION**

Europe ..... F 54,00  
Amérique du Nord ..... F 54,00  
Aut. A.E.F., A.O.F. ..... F 62,00  
Gamboulie, Guyane française, Martinique, Réunion ..... F 62,00  
Autres terr. transp. ..... F 75,00  
Amérique Nord et Sud ..... F 89,00  
Asie Mineure ..... F 65,00  
Asie et Océanie ..... F 104,00

Année scolaire 1974-1975  
**SPE - SUP. HEC - VETO**  
Terminals A - B - C - D  
1<sup>re</sup> - 2<sup>e</sup> - 3<sup>e</sup> - 4<sup>e</sup>  
Reprise le lundi 23 septembre à 8 heures  
21, rue Lougus, 93001 LYON.  
Tél. : (78) 28-12-07.

**Le Monde des Philatélistes**

5, rue des Halles - 75001 PARIS  
C.C.P. 1832-12 PARIS

**ABONNEMENTS**

FRANCE : 1 an ..... F 32,00  
ETRANGER : 1 an ..... F 40,00

**TARIF PAR AVION**

Europe ..... F 54,00  
Amérique du Nord ..... F 54,00  
Aut. A.E.F., A.O.F. ..... F 62,00  
Gamboulie, Guyane française, Martinique, Réunion ..... F 62,00  
Autres terr. transp. ..... F 75,00  
Amérique Nord et Sud ..... F 89,00  
Asie Mineure ..... F 65,00  
Asie et Océanie ..... F 104,00

**PA**

**SYSTEMS-HARDWARE AND SOFTWARE** **Madrid**

**Engineers** — Engineering graduates with experience in SPC telephone systems are offered the opportunity to join an international team in Madrid that is developing advanced telephone switching equipment. This equipment is to be installed world-wide by various national telephone administrations. The company, a leading multi-national, is able to offer continuous long-term employment initially in Spain with later transfer on request to other countries. Attractive salaries are offered together with full expatriate compensation, educational facilities, help with relocation and home fares paid on vacation. Candidates will ideally speak Spanish, French or Italian as well as English which is essential. There are immediate openings for: — Systems Engineers with at least five years' experience either preparing design specifications for SPC equipment or designing hardware or software — Systems Coordinators with proven experience in administering, coordinating and controlling specific projects — Programming Supervisors with at least two years' experience as a working supervisor of a software development group responsible for telephone or maintenance programme development — Programmers with at least four years' SPC experience — Hardware Design Supervisors with a degree in electrical engineering, at least two years' experience as a working supervisor and particular experience in the design and development of one of the following: processors, network control, trunks, signalling systems — Hardware Designers with at least four years' SPC experience in the design of either processors related to real-time systems; or peripheral design scanners and controllers, or at least two years' experience in the design of trunks or signalling systems. Write to Paris address. Réf. B/5432M

**CHEF DE PRODUIT** **85.000 F**

**Prestations de Personnel** — Une société française réputée en France pour la qualité de ses services rendus à l'industrie, recherche dans le cadre de son expansion et de sa diversification, un chef de Produit. Relevant de la Direction du Marketing, il aura à créer et développer au sein du groupe une nouvelle activité de prestations de Personnel. Il devra appréhender le marché existant et potentiel et se prononcer sur le choix des créances avec un souci de rentabilité optimale. Il participera également à la définition de la politique, à la fixation des objectifs, ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens appropriés dans le domaine administratif et commercial. Sa mission se limitera dans un premier temps, à la région parisienne et pourra être étendue par la suite sur le plan national en fonction de sa réussite. Ce poste s'adresse à un cadre, dynamique et créatif, diplômé d'une école commerciale et âgé d'au moins 28 ans. Il devra avoir acquis une solide expérience à un poste similaire exigeant un mode d'action opérationnel et des qualités de gestionnaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 85.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ce poste, nouvellement créé, ouvre de très larges perspectives d'avenir pour un candidat de valeur. Ecrire à Paris. Réf. A/2093BM

**ETUDES INDUSTRIELLES** **Paris**

**CIT-ALCATEL**, Compagnie Industrielle des Télécommunications, filiale de la Compagnie Générale d'Electricité, recherche dans le cadre de son très important développement en France et à l'étranger, des spécialistes des études industrielles pour son département Communication (10.500 personnes - Chiffre d'affaires 750 millions de francs) situé à Vélizy. Rattaché au Directeur des Etudes Industrielles, ces ingénieurs participeront aux études d'implantation d'unités de production de matériel de communication téléphonique. Ces postes intéressent des ingénieurs Grandes Ecoles, âgés d'au moins 22 ans, justifiant d'une expérience confirmée de l'une des fonctions suivantes : chef de projet, industrialisation des produits et procédés de fabrication (analyse de la valeur, bilans économiques...), définition et mise en place du contrôle qualité, organisation industrielle (étude des flux de production et du diagramme de déroulement des tâches), suivi des réalisations. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience et à la valeur des candidats. Le développement de la société assure d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à Paris. Réf. A/2097BM

**ASSISTANT CONTROLLER** **75.000 F**

**Promotion construction immobilière** — Une jeune et dynamique société internationale de promotion construction immobilière recherche dans le cadre de son développement rapide, l'assistant de son Directeur Financier. Basé à Paris, son rôle sera d'intervenir en assistance fonctionnelle auprès des responsables opérationnels. Il participera à l'élaboration des plans à long terme, à l'analyse et à la consolidation des résultats et prévisions mensuels. Il réalisera les études de gestion prévisionnelle des investissements, les budgets d'exploitation et les études de rentabilité des projets. Il assurera la responsabilité du contrôle des procédures administratives et comptables. Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur (E.S.C.P., E.S.I.C., ou équivalent), avec formation comptable (diplôme de gestion comptable), âgé de 25 ans ou moins, ayant déjà acquis une expérience en contrôle de gestion si possible dans un cabinet d'audit anglo-saxon. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 75.000 F sera liée au niveau d'expérience atteint. Les perspectives d'avenir sont réelles pour un candidat de valeur. Ecrire à Paris. Réf. A/2117M

**PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79**

**9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25**

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

**DIRECTEUR DE PRODUCTION** **130.000 F**

La filiale française d'un groupe international, leader dans sa spécialité (produits en béton pour le bâtiment), recherche un Directeur de Production capable de répondre aux problèmes techniques de développement des activités existantes et de la création de nouvelles unités destinées à un marché en pleine expansion. Rattaché au Président-Directeur Général et basé à Paris, le responsable supervisera un ensemble de cinq unités de production représentant environ 500 personnes. Il aura la responsabilité directe de la gestion du budget de production établi en fonction des besoins (investissements, entretien, matières premières, main-d'œuvre, prix de revient...). Il sera également responsable de la mise en fabrication des nouveaux produits. Le poste convient à un homme possédant de réelles qualités d'animateur. Agé de 35 ans minimum, il sera de formation Ingénieur chimiste ou électromécanicien et connaîtra bien les problèmes posés par les productions hautement automatisées et en continu. La connaissance du béton serait un avantage. La pratique de l'anglais est indispensable. Le salaire annuel, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction des compétences acquises. Ecrire à Paris. Réf. A/2119M

**CHEFS D'EXPLOITATION** **Afrique Noire**

**Transports routiers** — Une importante société française ayant des participations dans plusieurs sociétés d'exploitation de transports urbains en Afrique Noire, recherche plusieurs Chefs d'Exploitation. Engagés au titre de la société française, ils seront détachés auprès de ces sociétés, notamment au Nigéria. Sous la responsabilité du Directeur Général, ils seront chargés de l'exploitation des lignes (établissement des horaires, des fréquences de rotation, définition des moyens en matériel et main-d'œuvre). Ces postes intéressent des cadres âgés de 30 ans minimum, possédant un bon niveau de culture générale et justifiant de quelques années d'expérience similaire acquise au sein d'une importante société de transport. Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire. A la rémunération s'ajoutent une voiture et un logement de fonction. Ecrire à Paris. Réf. A/2094BM

**CHEFS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES** **Afrique Noire**

Cette même société française (cf. Réf. A/2094) Chefs d'Exploitation et aux mêmes conditions d'engagement et d'affectation, recherche plusieurs Chefs Administratifs et Comptables. Leur mission couvrira l'ensemble de l'activité financière et comptable de la société (trésorerie, compte d'exploitation, bilan, etc.). Ils seront, en outre, chargés de la gestion du personnel et des liaisons commerciales et administratives avec la société française. Ces postes conviendront à des candidats âgés de 28 ans ou moins, disposant d'une bonne formation comptable (B.P., D.E.C.S...) ayant eu la responsabilité complète de la fonction comptable dans une société de petite ou moyenne importance. Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire. Ecrire à Paris. Réf. A/1719CM

**CHEF DE MARCHÉ** **90.000 F**

L'une des plus importantes sociétés françaises de distribution de papier recherche pour Paris un Chef de Marché. Dépendant du Directeur Commercial, il sera responsable du développement sur un plan national des ventes de papiers sur un marché en accroissement. Son action portera sur l'analyse des tendances et des besoins, les relations avec l'industrie (imprimeurs, éditeurs, publicités, etc.), l'animation des vendeurs, les liaisons avec l'unité de production. Ce poste intéresse un cadre commercial expérimenté âgé d'au moins 33 ans et possédant un bon niveau de formation générale. Il sera familiarisé avec les problèmes de vente aux industriels (gestion commerciale et contacts clients) et aura la capacité d'animer une équipe de commerciaux. Une expérience spécifique à la branche n'est pas nécessaire. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2114M

**AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE** **65-90.000 F**

**Pays de Loire** — Un groupe de conseil entièrement français, spécialisé dans l'audit, l'expertise comptable, le conseil en gestion, recherche, pour faire face à une expansion rapide et continue, plusieurs jeunes responsables pour ses centres d'Angers, Cholet, Nantes, Rennes et Tours. Après d'une clientèle diversifiée, ils se verront confier des missions de conseil (comptabilité, gestion) et audit. Ils seront chargés du suivi de leurs clients. Ils seront suivent leur niveau de compétence responsables de l'encadrement et de la formation d'une équipe ou d'un groupe de collaborateurs. Ces postes conviendront à de jeunes diplômés ou titulaires du certificat supérieur de révision comptable, disposant de trois à cinq ans de pratique de l'expertise comptable et/ou de l'audit acquise soit au sein d'un cabinet soit en entreprise. Ces postes offrent de larges possibilités au sein d'une organisation jeune et évolutive. A terme, des perspectives d'association seront ouvertes aux candidats. La rémunération annuelle de départ (65 à 90.000 francs) sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Paris en précisant le lieu de résidence préféré. Réf. A/2115M

سكوتان الامال



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## LES PERSPECTIVES POUR L'EMPLOI ET L'ACTIVITÉ A LA RENTRÉE

### L'expansion se poursuit dans des conditions de plus en plus dangereuses

C'EST dans un climat d'inquiétude diffuse, mais profonde, que va s'opérer la rentrée pour les chefs d'entreprises, les banquiers, les hauts fonctionnaires et, d'une façon plus générale, pour tous ceux qui, à un poste ou à un autre, détiennent une part de responsabilité dans la gestion de l'économie française. Pourtant, de graves troubles sociaux ne sont pas en vue. Bien au contraire : à tort ou à raison, on a l'impression que les salariés ne sont pas disposés à se mobiliser sur des motifs d'ordre offensif, comme, du reste, semble l'attester la modération des propos tenus par les leaders de la C.G.T. et de la C.F.D.T. lors de leur dernière rencontre. Pourtant, rien ne laisse présager, du moins pour l'immédiat, un retournement de la conjoncture. Certes, les dernières statistiques disponibles, celles du mois de juillet (le Monde du 30 août), font apparaître une augmentation sensible des demandes d'emploi, mais dans des conditions où fonctionnent actuellement la machine économique, ces chiffres traduisent plutôt le passage d'un état de surchauffe à un rythme d'activité plus normal. Ce qui caractérise encore le marché du travail, comme on dit (malheureusement), c'est la pénurie de travailleurs qualifiés.

Depuis le lancement du plan de redressement du 12 juin, il ne se passa pas de semaine qu'un représentant attitré des P.M.E. ne dénonçât la grave menace qui pèse ou qui pèserait sur des milliers d'entreprises françaises « étouffées » par l'encadrement du crédit. En réalité, l'échéance de juillet, pourtant ajournée par la perspective de paiement de l'impôt supplémentaire (de 18%) sur les bénéfices des sociétés, s'est, dans l'ensemble, bien passée et, comme on le lira ci-contre dans l'article de José Doyère, il ne semble pas qu'une crise de faillites en chaîne soit — encore une fois — sur la base des données actuellement connues — en vue. Alors ?

Et bien, les industriels, les commerçants, les financiers, n'ont pas tort, malgré le maintien probable pour les mois à venir du plein emploi et d'un volume satisfaisant d'affaires, d'être mécontents. Pourquoi ? Parce que si la machine économique continue à « tourner », il se peut qu'elle ne soit pas en mesure de faire face à la demande de plus en plus accrue, par des moyens de plus en plus artificiels. Il suffit, mais le bruit familier qu'il laisse encore entendre recouvre de plus en plus mal des raies dues à l'état défectueux de certaines pièces, au grippage de certains mécanismes, dont il n'est pas sûr qu'on puisse à la longue se passer — sans changement plus ou moins radical de la société capitaliste telle qu'elle existe. Prenons d'abord l'exemple du crédit, puisque c'est de lui — et pour cause — dont il est le plus question aujourd'hui.

Les emprunts à l'étranger ne sont pas « encadrés » et sont officiellement encouragés par les pouvoirs publics, qui y voient un moyen facile et presque invisible de financer, sans douleur le déficit de notre balance des paiements. rendu, par ailleurs, très visible par le renchérissement des produits pétroliers (voir bulletin ci-dessous). Il ne se passe pas de jour qu'une entreprise, publique ou non, ne lance ainsi une émission (crédit à taux ajustable tous les six mois) sur le marché de l'euro-dollar. Le semaine dernière, c'était la R.A.T.P. et, les filiales d'Unilever, demain ce sera d'autres. Le fait nouveau, depuis deux ou trois mois, c'est que les grandes sociétés ne sont plus seules dans ce cas. Indirectement, par l'intermédiaire des banques, un grand nombre d'entreprises moyennes — celles qui peuvent justifier d'un courant d'affaires régulier avec l'étranger — sont emprunteuses de devises. De par la réglementation en vigueur, ces emprunts doivent être contractés pour une période d'un an minimum. Et il est impossible de se garantir contre le risque de change, la couverture à terme étant interdite pour les opérations financières. Est-il sans que, tôt ou tard, pour des sommes marginales (mais la différence entre la prospérité et la misère est une question de marge), le financement de l'appareil productif français dépende d'un marché international des capitaux dont les risques d'effondrement complet ne paraissent pas, même aux optimistes impénitents, impossibles ?

#### L'inflation : ce monstre insaisissable

Mais, revenons sur le terrain plus connu des entreprises et voyons comment l'inflation, ce monstre insaisissable, se manifeste de la façon la plus perceptible dans le bilan de la plupart d'entre elles. Alors que nous sommes dans une période d'encadrement du crédit, on pourrait penser que les entreprises se désolent, voire se désolent, vis-à-vis des banques. Mais il n'en est rien. Autant qu'on peut se faire une idée générale de l'évolution de la structure financière des sociétés françaises, on s'aperçoit que celle-ci se dégrade rapidement depuis au moins l'automne 1973, en ce sens que l'endettement à court terme s'est beaucoup accru par rapport à l'endettement à long terme et par rapport aux fonds propres. Comment redresser cette situation inconfortable, alors qu'avec la baisse de la Bourse

il est devenu presque impossible de recueillir de l'argent « frais » par des émissions d'actions nouvelles et que le marché obligataire s'est pratiquement écroulé ? Là encore, le mal n'est pas toujours perçu dans toute son ampleur parce que, dans la France contemporaine, les circuits financiers sont à ce point « manipulés » par la puissance publique que la part des investissements financés classiquement par des appels directs et francs à l'épargne est elle aussi « marginale ». Mais, dans les pays à structure capitaliste plus « avancée », ce phénomène inquiète à juste titre les économistes.

#### La course frénétique après l'argent

C'est ainsi qu'aux États-Unis on commence à se préoccuper sérieusement de la détérioration de la « liquidité », qui se mesure par différents « ratios » qui reviennent tous à comparer les actifs immédiatement mobilisables (dont le compte en banque est la plus parfaite expression) par les entreprises au montant de leurs obligations à court terme. Il fut un temps où l'on considérait qu'une société bien gérée devait disposer de sommes liquides (cash) et de titres à court terme négociables (bons du Trésor, bons de caisse, etc.) d'un montant égal à celui de ses dettes à court terme. Aujourd'hui, selon Business Week, la proportion moyenne ne dépasse pas un cinquième.

C'est ici qu'une confusion ne doit pas être commise. Il est incontestable qu'une gestion moderne vise à réduire au minimum le capital inactif que représente le disponible, et les progrès accomplis dans ce sens sont, dans les circonstances que nous traversons, particulièrement utiles. C'est ainsi qu'en France, depuis deux ou trois ans, les grands groupes industriels ont progressivement mis en pool la trésorerie de leurs différentes filiales, ce qui permet de subvenir aux besoins de l'une avec les disponibilités momentanées de l'autre. Cela est peut-être une des raisons qui explique pourquoi les banques, obéissant au directive de la Rue de Rivoli, ont pu faire passer davantage sur les grandes entreprises que sur les P.M.E. le poids de l'encadrement, sans trop grand dommage pour les premières. Mais, si la rationalité économique exige d'économiser au maximum sur le fonds de roulement (ce qu'on obtient, notamment, en accélérant les rentrées et en faisant coïncider les sorties avec ces dernières), cette même rationalité conduit, on devrait conclure, à se méfier des facilités offertes par le crédit apparemment indéfini. En dernière analyse, la formidable hausse des taux d'intérêt dans le monde a pour cause la course frénétique des entreprises (et des petites et moyennes banques) après l'argent. Ainsi s'explique le paradoxe apparent que celui-ci apparaisse de plus en plus « rare » au fur et à mesure que la masse monétaire, qui est en réalité la masse des passifs bancaires, se gonfle.

Tout ceci a cessé d'être hypothétique. Le pays où l'expansion du crédit a été le plus rapide, depuis quelques années, la Grande-Bretagne, connaît actuellement une vague de faillites, dont la plus récente et la plus spectaculaire est celle de la Court Line, agence de voyages qui représentait environ 150 des affaires faites dans ce domaine outre-Manche. En Allemagne, c'est dans le secteur des banques, dont beaucoup se sont lancées à corps perdu dans la spéculation sur devises, que se produisent les mises en liquidation. On redécouvre avec une étonnante stupéur le vieux schéma du château de cartes que d'aucuns s'imaginaient, sans expliquer pourquoi, caduc.

#### Lié à l'évolution du système monétaire international

En France, même le patronat qui, naguère encore, se faisait — en paroles — le champion d'un libéralisme « pur et dur », reconnaît aujourd'hui que la surveillance exercée par l'administration ou la Banque de France a jusqu'à un certain point préservé entreprises et banques de notre pays d'un certain nombre d'excès. Mais il n'est pas dans le pouvoir de l'administration de modifier les conditions « objectives » dans lesquelles travaillent les banques, et ces conditions sont extrêmement dangereuses puisqu'elles les obligent à emprunter à court terme et à un taux exorbitant des sommes qu'elles immobilisent ensuite dans les prêts à long terme (le danger n'est que partiellement atténué par le fait que le taux de prêt est réajustable tous les six mois). Quant à l'industrie française, qui vend à l'étranger désormais environ 40% de sa production, elle ne serait pas à l'abri de très graves difficultés si le marché mondial devait tout à coup se contracter. Or c'est là où le sort des entreprises, et à leur suite celui de millions de salariés, se trouve directement lié à l'évolution de ce qu'on appelle abstraitement la « système monétaire international », et qui se réduit aujourd'hui au fonctionnement du marché des capitaux flottants, à travers lesquels sont financés les déficits.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 17.)

### Les P.M.E. aux prises avec l'échéance

Il s'agit de combattre l'inflation ; il ne s'agit pas de rendre plus difficile ou plus incertain l'accès de notre économie à l'argent. Pourquoi vous devez avoir confiance dans les chances de l'économie française et ne pas vous laisser aller à ce que certains, qui seraient injustifiés et déraisonnables, vous disent : « Les chefs de petites et moyennes entreprises entendront-ils ce langage, que leur tenait le 27 août le président de la République ? Pour l'instant, le vent est au pessimisme, car, si on en croit leurs représentants traditionnels, l'encadrement du crédit met en cause la vie de centaines d'entreprises et l'emploi de milliers de salariés. La disparition de huit mille entreprises au cours du premier semestre (23 % de plus que durant la même période de 1973) semble justifier leur inquiétude. Dans le même temps, le ministre de l'économie et des finances annonce que les comités départementaux créés pour étudier le cas des entreprises mises en difficulté par le plan anti-inflation ont reçu mille onze dossiers. Ce chiffre paraît somme toute assez faible si on le compare au million et demi d'entreprises de moins de cinq cents salariés (industrielles, commerciales ou de services) susceptibles d'être gênées par l'encadrement du crédit.

Dans le monde complexe, hétérogène, multiforme, foisonnant des petites et moyennes entreprises, que la statistique ne parvient pas à cerner, toutes les expériences coexistent et M. Léon Gingembre lui-même, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, qualifie la situation de « très confuse ».

Les P.M.E. forment toute une série de griefs contre les pouvoirs publics et les banques. Les comités départementaux sont trop légers pour relayer efficacement l'information, à un moment où le personnel comptable est absent de l'entreprise, ces comités se réunissent à une cadence trop lente (toutes les trois semaines parfois) pour être efficaces. De plus, la procédure est trop compliquée. Enfin, il est certain qu'il existe une réputation viscérale dans le petit patronat à parler de ses propres affaires aux fonctionnaires du Trésor, si de impôts, telle démarche déclencherait de nombreux alarmistes chez les clients et les fournisseurs et c'est une éventualité qui fait reculer.

« Depuis trois ans, dit M. Gingembre, les pouvoirs publics nous ont poussés à réviser et à nous développer, et les banquiers nous ont incités à leur demander de l'argent. Maintenant, on nous dit : « Revenons en arrière ; mais c'est impossible. On nous dit : « Revenez à l'ancien mouvement. Qui est le plus responsable ? Le tentateur ou celui qui se laisse tenter ? M. Fourcade oublie un peu trop facilement qu'il a fait partie des tentateurs ».

#### La stratégie des banques

Les banquiers ne nient pas qu'ils ont systématiquement prospecté depuis quelques années l'univers des P.M.E. pour y trouver de nouveaux clients, de même façon qu'ils incitent les particuliers à ouvrir chez eux des comptes. Il est exact également qu'ils ont incité les chefs d'entreprises moyennes et petites à augmenter au crédit et moins à l'auto-financement pour leurs investissements à long terme.

La stratégie des banques se justifiait par le désir d'adopter à la clientèle traditionnelle mais difficile des grandes sociétés, devenue de moins en moins exigeante et surtout plus fidèle : « Les grandes sociétés mettent leurs dépôts aux enchères. Leurs dépôts sont solides », mais si ce n'est pour 1/10 de mieux ailleurs... nous a dit un banquier.

Mais les banques se défendent d'avoir fait supporter aux P.M.E. le poids de l'encadrement du crédit, qui pourtant, de leur propre aveu, n'a jamais été aussi sévère. Les crédits aux particuliers, qui avaient littéralement explosé ces dernières années (jusqu'à représenter près du quart des sommes « fluitées »), ont été totalement supprimés ainsi que les prêts personnels, et tout cet argent frais a été dirigé vers les petites et moyennes entreprises. Les grandes entreprises, elles, capables d'assumer les risques de change, se sont de plus en plus dirigées vers les crédits en devises, qui ne supportent aucune mesure d'encadrement. Il reste qu'un certain nombre de très grandes entreprises continuent à bénéficier de crédits en forte augmentation. « Il est difficile de refuser du crédit sur stock à une entreprise d'automobiles ; en le faisant, on mettrait d'ailleurs en difficulté toute une masse de petites affaires sous-traitantes », nous confie un autre banquier.

Il est cependant indéniable que l'atmosphère de facilité des dernières années avait conduit les banques à consentir des crédits excessifs et certaines entreprises, au nom de la poursuite d'une expansion galopante, se sont endettées, en court moyen et long terme, bien au-delà du raisonnable. Les banquiers, malgré leur peu de goût pour cette situation, se sont parfois retrouvés en position de commanditaires. Il existe aussi des entreprises qui suivent, depuis des mois, une courbe descendante et à qui les restrictions de crédit peuvent facilement porter le coup de grâce.

Une autre raison d'inquiétude, celle-ci

beaucoup plus psychologique. Un chef d'entreprise moyenne ne recourt généralement qu'aux services financiers de l'une de ses deux banques, sans avoir jamais fait appel aux possibilités de découvert que son deuxième banquier lui avait verbalement laissé entrevoir. Aujourd'hui, il apprend que ces possibilités sont devenues caduques. Même si sa situation est confortable, le chef d'entreprise sent ainsi céder un rempart sur lequel il pensait pouvoir compter, en cas de besoin, et cette constatation est moralement éprouvante.

Tous ces raisonnements sont valables pour les entreprises moyennes et industrielles. Quant aux toutes petites affaires commerciales, artisanales et industrielles, elles ont plus, pour les banques de dépôt, le caractère d'une clientèle particulière, avec simplement le recours au découvert mensuel pour assurer l'échéance. Leurs investissements à long terme sont souvent repercutés sur le crédit hôtelier, commercial et industriel. Cet établissement, à la fin juillet, n'avait pas, en contentieux, plus d'affaires que les années précédentes à la même date, et, jusqu'ici, les demandes de report d'échéances ne sont pas nombreuses.

La situation est-elle alors bien meilleure que les P.M.E. ne veulent le laisser croire ? En certains au C.N.P.F. ont-ils raison de laisser entendre que les petites entreprises gémissent par anticipation ? Certes, c'est seulement en septembre et octobre que devraient apparaître les signes tangibles des difficultés des P.M.E. Dans certains secteurs, cependant, le commerce et la réparation automobile, par exemple, ou dans les travaux publics et le bâtiment (où le poids des marchés de l'Etat, si

#### COMBIEN Y A-T-IL D'ENTREPRISES ?

Nul ne connaît avec quelque précision le nombre actuel des entreprises françaises.

En 1970, selon l'INSEE, il y avait 685 000 entreprises industrielles et artisanales, dont 86 % employaient moins de 10 salariés, 89 entreprises employaient plus de 1 000 salariés. Pris de 90 000 entreprises emploient donc de 10 à 99 salariés. Il faut y ajouter 370 000 entreprises commerciales et 400 000 prestataires de services.

Les chiffres que prend en considération le Crédit hôtelier, commercial et industriel sont quelque peu différents :

- 285 000 entreprises industrielles ou artisanales (sans le bâtiment) employant moins de 50 salariés, 12 000 sociétés industrielles de 50 à 500 salariés et 1 350 employant plus de 1 000 personnes ;
- Dans le bâtiment, 283 000 entreprises employant moins de 50 salariés, 4 900 de 50 à 500 salariés et 230 de plus de 500 salariés ;
- 607 000 commerçants indépendants ou associés ;
- 220 000 prestataires de services ;
- 228 000 entreprises de tourisme.

Selon ces chiffres, il y a donc 1 638 000 entreprises industrielles, commerciales ou de services employant moins de 500 personnes.

mauvais payeur, est considérable), la crise est d'ores et déjà sensible : les demandes de financement sont là en nette régression.

Il faut donc chercher une explication complémentaire à l'angoisse des chefs d'entreprise : on la trouve dans le recours trop habituel au découvert bancaire et au crédit assuré par les fournisseurs. Au maximum passé des banquiers, correspond, chez trop de chefs d'entreprise, une euphorie dangereuse qui les a conduits à trop faire appel aux facilités de trésorerie à court terme, qui devaient leur servir de tampon pour les crédits à long terme, infligeant des pénalités coûteuses pour toutes les entreprises grandes ou petites.

Et c'est par ricochet que l'encadrement du crédit gêne le règlement des échéances. Les sociétés les plus puissantes ont eu tendance à raccourcir les crédits de paiement qu'elles consentaient à leurs clients ; ceux-ci, obligés de régler leurs factures à trente ou soixante jours, au lieu de quatre-vingt-dix, n'ont pas toujours la possibilité d'obtenir pour les marchandises qu'ils ont livrées la même rigueur dans le paiement. Il n'en faut pas plus pour gêner des trésoreries habituellement saines, au moment précis où le banquier est obligé de répartir la pénurie.

Dans le commerce, grand ou petit, les exigences des fournisseurs devraient être mieux supportées, puisque le consommateur paie comptant ses achats, apportant jour par jour de l'argent frais dans le tiroir-caisse.

La situation est évidemment variable d'un secteur à l'autre, d'une entreprise à l'autre. Mais ces soucis s'ajoutent aux causes extérieures qui ont frappé l'année dernière les entreprises. Même si aujourd'hui les coûts de certaines matières premières baissent et si la hausse des prix de l'énergie a tant bien que mal été digérée, aucun palier n'a permis de reprendre son souffle avant de remettre en cause les habitudes acquises de relative facilité.

Le passage est difficile, et les mois qui viennent révéleront qui, de M. Gingembre ou de M. Fourcade, avait raison. On ne peut que souhaiter aux entreprises françaises et à leurs salariés que ce soit M. Fourcade.

JOSÉE DOYÈRE.

## BULLETIN

### Une étrange présentation du déficit commercial

M. NOBERT SÉGARD, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, a déclaré l'autre jour à la radio que le déficit de la balance commerciale française était entièrement dû au renchérissement du coût des produits pétroliers importés et que, si l'on faisait abstraction du poste « énergie », cette balance était positive. Le quadruplement du prix des hydrocarbures se traduisait, cette année, par une dépense de 40 milliards de francs, soit une moyenne mensuelle de 3,3 milliards, alors que, globalement, le solde négatif de nos échanges de marchandises avec l'étranger n'est chaque mois que de 2 milliards environ. Le secrétaire d'Etat français n'est pas le seul à produire de tels chiffres et à se hasarder dans un tel raisonnement. Le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli, pour plaider la cause de son pays auprès des pays créanciers auxquels il demande de nouvelles facilités, soutient lui aussi que si l'on met à part la « note à payer » du pétrole, la balance commerciale italienne s'est nettement améliorée par rapport à la même période de l'année dernière. Dans les pays anglo-saxons et dans les organisations internationales, il est de même courant de distinguer entre les chiffres relatifs à la balance « pétrole compris » ou « hors pétrole ».

Une telle présentation est devenue si habituelle et surtout elle apparaît tellement conforme au bon sens qu'elle semble en quelque sorte aller de soi, et on imagine mal un député interpellant M. Ségard pour lui reprocher d'égayer l'opinion publique sur ce domaine. Cependant, le sens commun cache parfois des sophismes, et il s'est trouvé récemment, dans le pays le plus touché par la crise, la Grande-Bretagne, des économistes pour rappeler qu'une élévation, littérale brève, du coût des produits importés ne provoquait pas « automati-

quement » un déficit des comptes extérieurs. Nous disons « rappeler », car l'analyse du professeur Wynne Godley, de Cambridge renoue en fait avec les enseignements que professe l'économie politique non keynésienne et dont les conclusions sont malheureusement obscurcies de nos jours par les modes de calcul de la comptabilité nationale. Cette dernière découpe en quelque sorte en tranches la balance des paiements et raisonne comme si, par exemple, l'évolution des importations d'était liée à celle des exportations. En réalité, rien ne peut faire qu'un pays achète plus (de biens, de services, de titres de Bourse, etc.) à l'étranger qu'il ne lui vend, à moins de puiser dans ses réserves ou d'accepter de s'endetter. Un surcroît de dépenses à l'étranger sur les entrées en devises ne peut avoir pour origine qu'un déséquilibre interne entre, d'une part, la masse des revenus distribués et, de l'autre, la capacité de l'offre globale. Si un produit importé augmente de valeur, il se produit progressivement ou bien un effet de substitution (au profit de produits qui ont baissé de valeur), ou bien une baisse de la consommation interne. C'est ce qu'a soutenu avec une grande logique le professeur Godley (dont les prévisions, au cours des années passées, se sont en général révélées plus justes que celles des « experts » officiels). Du reste, un certain nombre de pays, tels les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale, ne connaissent aucun déficit et, pourtant, eux aussi ont à payer le pétrole plus cher.

Alors que si l'on isole arbitrairement tel ou tel poste de la balance des comptes, il est toujours possible de « prouver » que celle-ci est en équilibre. Si un habitué des casinos établit son budget sans tenir compte de ses dépenses de jeu, il lui sera sans doute facile de montrer qu'il est en excédent.



## PESSIMISME DES MILIEUX D'AFFAIRES DE DEUX CÔTÉS

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

## Le gouvernement veut donner l'impression qu'il continuera à serrer les freins

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand s'est donné jusqu'au 11 septembre pour examiner la situation économique et décider s'il est nécessaire de prendre des mesures pour relancer l'économie. Face aux assauts conjugués du patronat et des syndicats des branches industrielles et du bâtiment ainsi que des représentants des collectivités locales, les membres du cabinet avaient adopté des attitudes divergentes. Les uns, comme M. Apel, ministre des Finances, laissent entendre que des décisions allaient être prises incessamment. Les autres, comme le chancelier et le ministre de l'économie, estiment que la situation n'était pas encore suffisamment sérieuse pour que la politique de stabilité soit abandonnée. Lors d'un récent conseil des ministres, M. Helmut Schmidt a repris ses troupes en main. La doctrine officielle du gouvernement de Bonn est que « la politique qui a conduit à une relative stabilité des prix sera poursuivie avec une grande fermeté ».

Jusqu'à maintenant les responsables économiques se sont efforcés de dessiner pas à pas leur programme de stabilité pour ne pas donner l'impression aux employeurs comme aux salariés que la lutte contre l'inflation est terminée. En annonçant la diminution, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, des réserves obligatoires des banques auprès de la Bundesbank, le vice-président de l'institut de Francfort déclarait encore que cette décision « ne devait pas être interprétée comme un changement de la politique conjoncturelle ». Morceau après morceau il ne reste pourtant plus grand-chose des programmes de stabilisation adoptés en mai 1973. Les pouvoirs publics s'approprient même, selon toute vraisemblance, à puiser dans les 10 milliards de deutschemarks « gelés » auprès de la Bundesbank. Mais seule une faible partie de cette somme serait utilisée. A la veille des négociations salariales il n'est pas mauvais, estime le ministre de l'économie, qu'une certaine crainte du chômage modère les revendications.

## Les commandes étrangères

Malgré la sérénité officielle, certains chiffres inquiètent le gouvernement. Le nombre des chômeurs s'est élevé à quatre cent quatre-vingt-dix mille au mois de juillet, soit 2,1 % de la population active. L'Office fédéral du travail, qui compile sur un taux moyen de chômage de 2,2 % au cours de cette année, parle maintenant de 2,5 %. Selon le magazine de Hambourg *Der Spiegel*, un groupe de députés du ministère des Finances estimait que le nombre d'un million de chômeurs n'est pas exclu pour l'hiver prochain si le gouverne-

ment ne prend pas rapidement des mesures. Le ministère de l'économie espère que le produit national brut augmentera de 1,5 % en 1974, mais l'activité économique, et notamment industrielle, est uniquement nourrie par les commandes étrangères. La consommation des ménages stagne, et l'institut d'études économiques de Munich ne s'attend pas à un renversement de cette tendance avant le début de l'année prochaine. Dans l'industrie, la demande intérieure a diminué de 4,5 % pendant les sept premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de 1973. Cependant, les commandes venues de l'étranger ont augmenté de 11,7 %.

Les secteurs les plus touchés par la récession sont l'automobile, l'industrie du bâtiment, ainsi que le textile et l'habillement. La production automobile a diminué de 20,2 % en six mois, et les exportations ont reculé de 11 %. Dans le bâtiment les commandes sont inférieures de 16 % au niveau de l'année dernière, et la production textile a diminué de 11 %.

Au mois de juillet la balance commerciale ouest-allemande a enregistré une nouvelle fois un excédent record de 4,4 milliards de deutschemarks (soit environ 8 milliards de francs). Pendant les sept premiers mois de cette année le solde du commerce extérieur a pratiquement atteint le niveau enregistré en 1973 pour l'ensemble de l'année. Toutefois, les experts s'attendent à un effacement des exportations au cours des prochains mois, aussi bien dans les industries mécanique ou électrique qu'automobile.

Bien que la République fédérale ait le taux d'inflation le plus bas d'Europe (7,1 %), le ministère de l'économie estime que la hausse des prix n'est pas jugulée et que les entrepreneurs pourraient être tentés de répercuter dans leurs prix de vente les différentes hausses des coûts. On remarque, par exemple, que les prix des importations ont augmenté de 30 % de juillet 1973 à juillet 1974.

Pers des résultats de leur politique de stabilité, les Allemands ont en quelque peu tendance au cours des derniers mois à se donner en exemple aux autres pays occidentaux. D'un côté ils souhaitent que leurs principaux partenaires puissent résoudre rapidement leurs problèmes de balance des paiements, mais de l'autre ils craignent qu'un ralentissement général de l'économie mondiale ne gêne leurs exportations, seul moteur de leur croissance.

DANIEL VERNET.

## ÉTATS-UNIS

## Les nuages s'accumulent

De notre correspondant

New-York. — C'est seulement vers la fin de cette année — un peu plus tôt si les choses se gâtent vite, ou un peu plus tard, au printemps 1975, si rien ne vient accélérer les dangereuses tendances — que les États-Unis risquent de se trouver dans une situation économique difficile. Voici les principaux facteurs.

● Une montée continue des prix à la consommation, qui atteint actuellement, en rythme annuel, 15 %, principalement en raison de la poussée des prix agricoles et de matières premières industrielles importées.

● Une aggravation de la crise de liquidités, qui atteint principalement les sociétés industrielles, moins en mesure que les sociétés de services de bénéficier des facilités pour assurer leurs besoins en capitaux roulements. L'endettement des sociétés industrielles a augmenté très rapidement à tel point que, non seulement le nombre des faillites parmi les entreprises moyennes est en progression nette, mais un certain nombre de grandes sociétés ont touché la limite de leurs possibilités d'emprunter. Leur situation est d'autant plus précaire que les fonds de retraite créés par nombre de ces sociétés sont investis dans des valeurs mobilières qui ont « fondu » avec la Bourse (1). Pour faire face à leurs engagements vis-à-vis de leurs employés retraités ou près de le devenir, les sociétés privées doivent donc prélever sur leurs bénéfices courants.

● Une légère augmentation du chômage, qui atteint déjà le taux de 5,3 % pour l'ensemble du territoire des États-Unis. Ce taux est beaucoup plus élevé dans les grandes villes affectées par la semi-récession. Il était, par exemple, de 7,5 % à New-York en juillet.

● La pression sur les taux d'intérêt — déjà intolérables — leur niveau actuel, dans ce pays d'économie libre, — qui atteignent 12 % pour le taux bancaire de base, 15 % pour le commun des mortels et sont inaccessibles pour les candidats à la construction de maisons ou d'immeubles. Les taux des obligations d'État ont atteint 15 %.

● Les mesures auxquelles le président Ford pourrait songer. La politique actuelle peut manquer de poids, mais il sait où trouver du lest parmi les membres du Congrès — avant qu'au début novembre — qui sont d'habitude à l'aide.

JAY McCULLAY.

(1) Les syndicats américains ont obtenu dans bien des industries des victoires illustres, ce qui a permis de maintenir les salaires à un niveau maximum. Mais l'emploi pendant son service actif — on est fondé sur des investissements « en papier », c'est-à-dire en valeurs mobilières, qui ont suivi le sort de la Bourse.

## GRANDE-BRETAGNE

## Baisse du niveau de vie

De notre correspondant

Londres. — Le ralentissement de l'économie britannique s'accroît. Les prévisions des spécialistes ne se distinguent pas de l'écart par le degré variable de pessimisme dont les uns ou les autres font preuve.

L'un des avertissements les plus sérieux vient d'être publié par le professeur Jim Ball et M. Terry Burns de la London Business School, dont les extrapolations sont toujours attendues avec le plus grand intérêt par les connaisseurs. Selon eux, le mouvement inflationniste ne manquera pas de s'aggraver dans les mois à venir, ce qui à vrai dire ne cause aucune surprise. Les prix à la consommation pour l'ensemble de l'année en cours enregistrent une hausse moyenne de 16,5 % sur leur niveau de 1973. A la fin de l'année toutefois l'augmentation devrait atteindre 20 %. Quant aux perspectives à plus long terme, les experts de la L.B.S. croient que le mouvement ne se ralentira pas avant 1977, année à partir de laquelle on pourra espérer une inflation réduite à quelque 7 % par an.

## Le nombre des chômeurs atteint 691 000

Les milieux économiques ont également subi un choc ces jours-ci en apprenant que le nombre des chômeurs s'est accru de presque cent mille entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> août. C'est là un record que l'économie britannique n'avait pas battu depuis vingt-six ans. Le total à l'heure actuelle est donc de 691 000 chômeurs réels. Le chiffre ne tenant pas compte des jeunes gens qui viennent de quitter l'école et qui se présentent sur le marché du travail. Aussi n'est-il pas surprenant que certains experts s'attendent déjà à voir le nombre des chômeurs dépasser un million avant la fin de l'année. Sur ce point, toutefois, l'étude de la L.B.S. est un peu plus réconfortante. Puisque, à l'en croire, le cap du million de chômeurs ne sera franchi qu'au cours de l'hiver 1975-1976. Encore une autre étude due à une firme très respectable de la City n'hésite-t-elle pas à prévoir deux millions de chômeurs d'ici dix-huit mois.

Les menaces sur le marché de l'emploi ne suffisent pas cependant à freiner la hausse des salaires. Le meilleur exemple en est fourni par les travailleurs du bâtiment qui sont déjà affectés d'une façon très

sérieuse par le marasme dans leur secteur, mais qui n'en revendiquent pas moins des augmentations allant de 80 à 100 %. D'autre part, selon les calculs de la revue *Economist*, le taux des salaires à la fin juillet était supérieur de 18 % à celui de l'année précédente, et il faudrait s'attendre à une hausse de 25 % en 1975.

Le produit intérieur brut de la Grande-Bretagne en 1974 enregistrera une baisse que la plupart des experts évaluent à 1 %. Même si l'on admet qu'en 1975 la reprise pourrait atteindre 1,2 %, la production à la fin de l'année prochaine serait donc tout juste supérieure de 1 % à ce qu'elle était au début de 1973.

## Déficit extérieur

La baisse de la consommation est en tout cas indéniable et ne manquera pas de se poursuivre. L'an prochain, à cause de l'augmentation massive qui est intervenue dans le coût des importations. Sur ce point, l'étude de la L.B.S. estime que, depuis le début de 1973, le pouvoir d'achat des Britanniques a déjà été réduit de 6 %, ce qui représente 3 livres sterling par semaine et par travailleur. Au total, la consommation réelle devrait baisser de 1,5 % en 1974 et de 1,3 % en 1975. La chute du niveau de vie de la population serait donc de quelque 3 % entre 1973 et 1975.

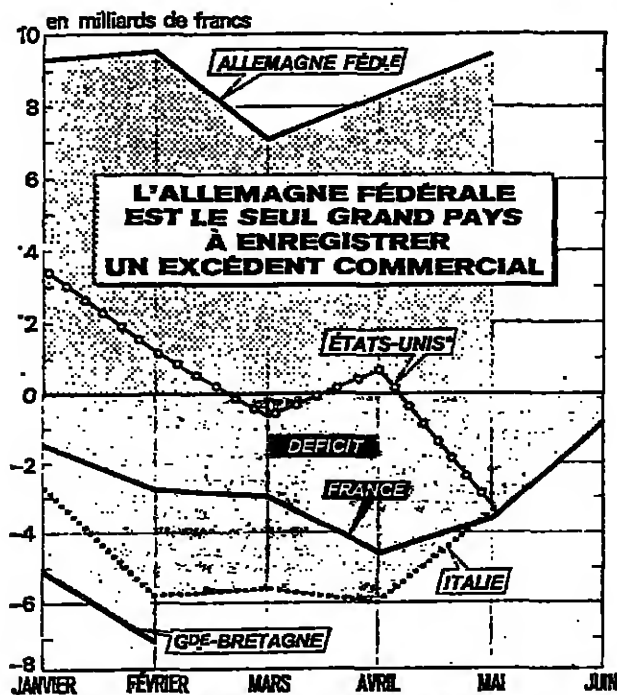
L'une des perspectives les plus sombres se présente dans le domaine de la construction, qui, selon les meilleures estimations, enregistrera cette année une baisse de 25 %, qui se poursuivra l'an prochain au rythme de 9 %.

Quant aux exportations, on s'attend, certes, qu'elles s'accroissent en volume au rythme de 7 % par an environ. Encore faudrait-il pour cela — toujours selon la L.B.S. — que la fléchissement de la livre sterling s'accroisse légèrement et passe de 16 % (par rapport à janvier 1972) à 20 % environ. Dans ces conditions, la balance des paiements, dont le déficit pour l'année en cours est estimé maintenant à plus de 4 milliards et demi de livres — c'est-à-dire 7 % du produit national brut — pourrait l'an prochain être ramené plus près de 3 milliards.

JEAN WETZ.

## FAITS ET TENDANCES

## SITUATIONS DE PLUS EN PLUS CONTRASTÉES D'UN PAYS À L'AUTRE POUR LES PRIX ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR



Les exportations des États-Unis sont calculées FOB, c'est-à-dire compte tenu des assurances et du fret.

L'essor se creuse entre l'Allemagne fédérale et les autres grands pays industriels de l'Occident. D'un côté, la balance commerciale continue à enregistrer des excédents substantiels et les prix n'augmentent qu'à un rythme relativement modéré ; de l'autre, les déficits s'accroissent et l'inflation ne cesse de sévir.

Ainsi les prix de détail n'ont augmenté en juillet que de 0,2 % en R.F.A., alors qu'ils ont progressé de 0,8 % aux États-Unis, de 0,5 % en Grande-Bretagne, de 1,3 % en France et de 2,8 % en Italie. En un an, par rapport à juillet 1973, la hausse du coût de la vie s'est élevée respectivement dans ces cinq pays à 8,9 %, 11,8 %, 14,4 %, 17,1 % et 19,3 %.

La situation est comparable dans le domaine du commerce extérieur. L'excédent commercial allemand a atteint en juillet 4,4 milliards de deutschemarks, ce qui correspond à 8 milliards de francs. Pour les sept premiers mois de 1974, il s'est établi à 25,7 milliards de deutschemarks (52,8 milliards de francs) et dépasse, en 1974, 45 milliards de deutschemarks (115 milliards de francs). En revanche, la balance commerciale française a été déficitaire de 3 milliards de francs en juillet et de 11,7 milliards de francs depuis le début de l'année.

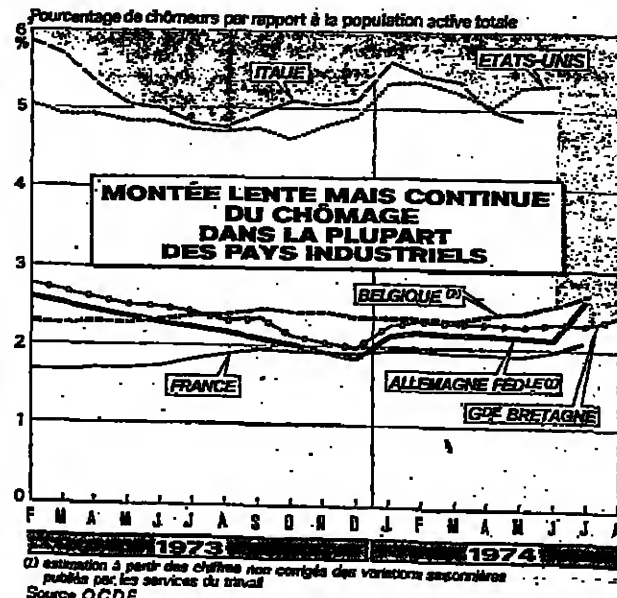
En 1974, le déficit commercial serait de l'ordre de 25 milliards de francs. Les États-Unis ont, quant à eux, enregistré un troisième déficit mensuel consécutif : 723 millions de dollars en juillet, ce qui correspond à 3,5 milliards de francs. Le déficit commercial américain s'est élargi en sept mois, en raison des excédents de janvier et février, à 933 millions de dollars (4,7 milliards de francs) et, en 1974, atteindrait entre 4 et 5 milliards de dollars (de 19 à 24 milliards de francs).

En Grande-Bretagne, le déficit de la balance commerciale est encore plus élevé : 375 millions de livres en juillet, ce qui correspond à 4,7 milliards de francs. Le déficit de la balance des paiements courants s'élargit cette année à 4 milliards de francs (44,7 milliards de francs). En 1974, l'excédent enregistré, en six mois, de janvier à juin 1974, un déficit commercial de 3,941 milliards de francs, ce qui correspond à 28,8 milliards de francs.

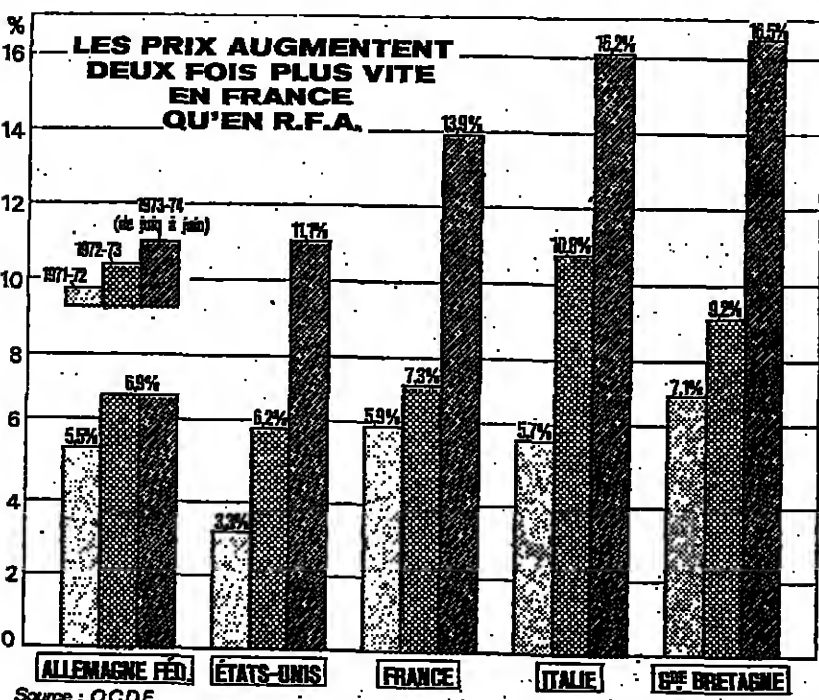
En résumé, l'excédent commercial de l'Allemagne fédérale est en gros égal, pour le moment, à la somme des déficits des quatre autres pays. Un tel contraste ramène à l'état d'espérance, sinon d'illusions, les propositions françaises de relance de l'union monétaire et économique européenne.

« NOUS sommes encore en situation de plein emploi », a déclaré en substance le vice-président du C.N.F.P., M. Yvon Chotard. Cette observation, au moment même où des faillites d'entreprise et des licenciements sont annoncés, peut paraître choquante. En fait, elle illustre bien l'illusion paradoxale de l'emploi en France. Dans la plupart des pays industriels, comme le montre le graphique ci-dessus, on assiste à une montée lente mais continue du chômage : le phénomène est net aux États-Unis depuis six mois déjà, depuis moins de temps en Belgique et en Allemagne. En France, qu'il s'agisse des demandes d'emploi non satisfaites ou des chômeurs secourus, l'augmentation a été de 12 % en un an. Et encore faut-il ajouter que ces statistiques ne reflètent pas tout à fait l'évolution de l'activité économique : la fermeture des frontières et le renouvellement des contrats à durée déterminée accordés à des étrangers, par exemple, allègent d'autant le groupe des chômeurs, puis-que certains immigrés ne pourront pas revenir en France. En outre, les menaces qui continuent à peser sur de nombreuses entreprises en difficulté et l'arrivée massive des jeunes en fin de

Evolution du nombre de chômeurs, après correction des variations saisonnières, par rapport à la population active. Les comparaisons de pays à pays doivent être faites avec prudence en raison des notions différentes données au chômage. C'est ainsi qu'aux États-Unis les statistiques portent sur la population disponible (chômeurs secourus et demandeurs d'emploi inscrits ou non), alors qu'en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, et seulement les chômeurs secourus en Belgique.



1<sup>er</sup> estimation à partir des chiffres des centres des services de travail publiés par les services de travail



scolarité risquent d'aboutir à une véritable dégradation.

Mais, à l'heure actuelle, de nombreuses firmes industrielles n'arrivent pas à embaucher la main-d'œuvre — surtout qualifiée — dont elles ont besoin. Les distorsions sur le marché du travail demeurent persistantes : d'un côté une relative pénurie d'ouvriers qualifiés, de l'autre un accroissement indéniable à la fois du nombre des chômeurs et de la durée du chômage. Rapportée à la population active, le nombre des chômeurs prend sans doute une dimension moins inquiétante. En France, le taux dépasse à peine 3 %, alors qu'aux États-Unis il atteint plus de 5 %, écart qui demeurerait aussi grand si les statistiques étaient homogènes de nombre des chômeurs secourus atteint en effet 3 % de la population active. Il importe cependant de noter que, en raison des méconnaissances économiques, de l'influence du secteur agricole et des mesures sociales très différentes d'un pays à l'autre, les taux de chômage, même en période de crise, n'ont toujours été plus bas en France qu'en outre-Atlantique.

صلى الله عليه وسلم



# ITALIE

## Un climat de plus en plus pesant

De notre correspondant

Rome. — Aucun chiffre d'aucune sorte n'est donné pour évaluer les perspectives à court terme de l'économie italienne à la rentrée. Le ministre du travail, M. Bertoldi, lance la prophétie d'un million de chômeurs ; mais son prédécesseur, M. Donat Cattin, estime qu'il y en aura au moins un demi-million. M. Umberto Agnelli, administrateur délégué de la Fiat, s'engage à ne licencier personne et à ne pas réduire les horaires de travail avant le 30 septembre, mais annonce de sombres perspectives pour la suite.

De certitudes ou même de vraisemblances, il n'y en a pas, et l'atmosphère est emplit de rumeurs qui concourent à rendre le climat psychologique plus pesant. Les seuls chiffres concrets est la dégradation de la croissance. L'indice de la production industrielle est par rapport à 1973 en ralentissement constant :  $\times 20,9\%$  en janvier,  $\times 13,8\%$  en février,  $\times 11\%$  en mars,  $\times 14,2\%$  en avril,  $\times 2,8\%$  en mai,  $\times 5,7\%$  en juin. Viendra ensuite la chute normale de l'été. Il y aura nécessairement reprise en septembre, mais quelle sera-t-elle ?

### Symptômes contradictoires

On doit donc se borner à signaler les symptômes contradictoires : l'automobile s'est installée dans la dépression. Les ventes de Fiat et Alfa Romeo ont baissé de 40 % depuis le début de l'année, et ces deux firmes ont procédé à leur troisième relèvement des prix en huit mois. Le bâtiment s'attend au pire : les chantiers

ferment un peu partout, par suite notamment de la réduction des adjudications publiques ou de la construction de logements de luxe. L'électroménager marche bien, lorsque, comme Zanussi, il ne vend en Italie que 35 % de sa production et exporte sur des marchés étrangers. Mais il réduit de moitié les horaires de travail et commence à licencier quand, comme Indesit, il vend 60 % sur le marché italien.

Quels seront les effets de la restriction des crédits bancaires ? Certains soutiennent que les ressources d'autofinancement mises en réserve permettront aux entreprises de tenir jusqu'au printemps prochain. Nulle preuve n'en apparaît.

Il est, au contraire, tout à fait vraisemblable que les contraintes syndicales sont dans l'incapacité de continuer à contrôler les poussées revendicatives nées de la course des salaires et des prix. L'inflation ne se ralentit pas ; loin de là. La hausse des prix des services publics, en particulier de l'électricité, doit les gros consommateurs voir être les plus touchés, ne fait que s'accentuer.

Les mesures de restriction des importations ne semblent pas avoir eu grande efficacité. Et déjà les agents civils des douanes ont décidé pour le 2 septembre une grève du zèle à l'entrée, accompagnée du refus de faire des heures supplémentaires, pour réclamer l'alignement des augmentations de leurs traitements sur les autres services publics. On a déjà, dans un passé récent, mesuré combien une telle manifestation durant plusieurs semaines pouvait peser sur les échanges de l'Italie avec l'étranger.

JACQUES NOBECOURT.

# L'industrie automobile française s'attend à une crise prolongée

A U premier rang des dossiers préoccupants de la rentrée figure celui de l'industrie automobile. Dossier d'autant plus lourd que ce secteur, qui fut longtemps considéré comme le « nerf de la croissance » française, occupe une place considérable dans l'industrie. Son poids se mesure non seulement à son chiffre d'affaires total (40,8 milliards de francs en 1973), mais aussi au nombre de salariés qu'il emploie directement ou indirectement (plus de 2,3 millions de personnes) et surtout à son rôle de pourvoyeur de devises : il a dégagé l'an passé un excédent commercial de plus de 8 milliards de francs, supérieur à lui seul au déficit global de la balance commerciale française (— 6,38 milliards de francs). « Quand l'automobile toussera, l'économie d'ensemble », dit-on. Or, la santé de l'automobile dans les mois à venir a de quoi inspirer l'inquiétude.

Chez les constructeurs, le pessimisme est de règle. Après six mois de vaine hésitation, il semble que le marché intérieur s'installe cette fois dans la crise. La dégradation constatée en juin (les immatriculations ont chuté de 20 % par rapport à l'an passé) s'est encore aggravée en juillet (la diminution des ventes en France aurait atteint 25 %), et, selon les premières estimations, les résultats de l'été n'ont guère guère amélioré l'automne ? « On ne voit pas très bien ce qui pourrait provoquer un renversement de tendance. Le lancement de nouveaux modèles donnera peut-être un léger coup de fouet au marché, mais cela restera limité », estime-t-on chez Renault.

Quant aux exportations, nul ne se hasarde plus à prévoir une reprise prochaine des marchés européens. Pour l'Allemagne, où les immatriculations ont chuté de 23 % au cours des sept premiers mois, on se borne à espérer que la dégradation a maintenant atteint son point le plus bas. La Grande-Bretagne et l'Italie, par contre, suscitent de sérieuses inquiétudes.

La crise semble donc avoir atteint les constructeurs français avec six mois de retard sur leurs concurrents étrangers. « On ne peut parler de crise qu'à partir du mois de juin », affirme-t-on à la chambre syndicale des constructeurs. Au cours du premier semestre, en effet, la production française n'a diminué que de 0,1 % (contre 10 % au Japon, 28 % aux Etats-Unis, 15 % en Allemagne), les exportations n'ont baissé que de 1 % et les ventes intérieures de 8 % par rapport à l'année précédente. Pourquoi ce décalage ?

Les producteurs avancent des motifs d'ordre essentiellement psychologique. La France n'a pas connu, même au plus fort de la crise pétrolière, l'explosion de la menace réelle sur son approvisionnement en hydrocarbures. Les incitations du gouvernement aux économies d'énergie ne se sont pas accompagnées de mesures dra-

coniques, comme par exemple l'interdiction de circuler le week-end aux Pays-Bas ou en Allemagne. La « psychologie de crise » ne s'est pas installée aussitôt en France.

Il convient d'ajouter deux remarques : — La diminution relative limitée des ventes sur l'ensemble du semestre masque des fluctuations mensuelles accentuées. Le marché intérieur, après un mois de janvier satisfaisant, a nettement fléchi en février et mars pour remonter en avril et surtout au début du mois de mai, avant de s'effondrer à nouveau en juin.

— Les constructeurs n'ont dû le maintien du nombre total de véhicules vendus et produits qu'au véritable « rush » sur les petites modèles, qui a compensé la chute des voitures plus puissantes. Mesurée en chiffre d'affaires, la baisse des résultats est beaucoup plus sensible. Les acheteurs, dans un premier temps, n'ont pas renoncé à l'acquisition d'une automobile, mais modifié leur choix en faveur de modèles aux moindres performances et consommant moins de carburant. L'exemple des R5, dont le succès a permis à Renault de tirer son épingle du jeu, vendues aussi bien à des ménages modestes qu'à des cadres supérieurs, est à cet égard significatif. Il semble qu'on soit parvenu depuis quelques mois à une situation nouvelle d'équilibre et que l'engouement pour les petits modèles se soit un peu apaisé.

Pour les constructeurs, le marché automobile a moins souffert de la crise de l'énergie que des mesures de lutte contre l'inflation. « Tous les éléments de la crise existaient avant juin, mais à l'état latent. L'annonce d'un train de mesures a servi de révélateur », affirme la chambre syndicale. Les mesures de ponction fiscale sur les hauts revenus, la limitation draconienne des crédits à la consommation et de façon plus générale les appels à la prudence, et la raison des consommateurs ont été doucement pesés sur les décisions des clients, qui semblent avoir, dans la majorité des cas, repoussé leurs achats de voitures neuves. Aussi peut-on raisonnablement prévoir une fin d'année 1974 difficile. Sans doute faut-il faire la part, dans ces pronostics pessimistes, du désir des constructeurs de voir alléger à leur profit une part du dispositif anti-inflationniste — notamment en ce qui concerne le crédit à la consommation et le blocage de leurs prix de vente. Il reste que le passage à vide de l'industrie automobile risque, en se prolongeant, de provoquer des réactions en chaîne dans de nouveaux secteurs de l'économie. Déjà, le syndicat des fabricants d'équipements et de pièces pour automobiles (S.F.E.P.A.), inquiet de la dégradation du marché, vient de faire une demande auprès des pouvoirs publics dans l'espoir d'obtenir une aide.

YÉRONIQUE MAURIS.

# Point de vue

## RENAISSANCE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Par SERGE CHRISTOPHE KOLM

Le congrès européen de la Société d'économetrie se tient cette semaine à Grenoble, du 3 au 6 septembre. La Société d'économetrie a été fondée en 1930 par le Français Divisia, l'Américain Irving Fisher, le Norvégien Frish et le Hollandais Jan Tinbergen. Elle a compté parmi ses présidents ultérieurs les Français Roy, Boileux, Malinvaud, Debreu, M. Serge-Christophe Kolm expose ci-dessous quel est le rôle des chercheurs français dans cette discipline.

« QUAND j'entends parler de physique française, dit Louis Armand, je demande que l'on me montre un électron bleu, blanc, rouge. » Bien sûr : l'expression « science économique française » est, en soi, idiote. La science n'a pas de patrie. Mais on s'entend bien : il s'agit de la contribution du milieu français à la science économique mondiale, internationale et séparée, à la science tout court.

L'économie politique, a-t-on souvent dit et écrit, est une science anglaise, entendue par là créée et développée par des gens de cette nation. Sans doute, tout d'abord, voulait-on dire britannique (pour l'important rôle de Ricardo), ou anglo-saxonne. De toute façon, cette assertion est une contre-vérité historique. On, si on l'accepte, il faut alors ajouter que la forme scientifique de cette discipline pourrait encore plus légitimement porter l'adjectif de française. Les personnes cultivées en histoire de la pensée économique ne s'y trompent pas. L'une d'elles était Joseph Schumpeter, et lorsque, dans les années 30, un petit provincial du Midwest sortit de son Iowa natal pour aller suivre les cours de troisième cycle d'économie à Harvard et entendit ce maître déclarer que, des cinq grands économistes de l'histoire, « étaient français, il en fut profondément choqué. Cet étudiant a beaucoup appris depuis : il s'appellait Paul Samuelson.

La lignée des pionniers et maîtres français de l'économie scientifique est étroite mais très longue et au plus haut niveau : Jansard, Cournot (monopole, duopole, fonction de demande), Dupuit (économie publique), Walras (équilibre

général), Pareto (un Franco-Italien), Colson, Divisia et elle se prolonge plus près de nous par Roy, Allais, Massé, Boileux, Malinvaud, Debreu, et quelques autres.

Cette lignée (moins de sept générations) a une caractéristique : elle s'occupe presque exclusivement de « micro-économie ». La « macro-économie », elle, vient d'Angleterre (Keynes), avec des précurseurs allemands (Marx) et plus lointains, encore, anglais (Ricardo). Comme les non-économistes se trompent sur le sens de ces deux termes, il est utile de le préciser. Disons d'abord quelles significations ces expressions ont. La micro-économie serait ce qui s'occupe des agents (une entreprise, ou un consommateur) et la macro-économie ce qui concerne l'ensemble de la vie économique, ou le rôle de l'Etat, ou les grandes firmes, etc. : ce n'est pas cela. En outre, « macro-économie » serait bon et « micro-économie » légèrement péjoratif : de telles impressions sont en fait ridicules. Il faut d'abord noter que, pour les économistes, les termes « micro-économie » et « macro-économie » se rapportent à la représentation du réel par l'homme de science, et non pas au réel lui-même. Ils appellent « micro-économie » une étude qui distingue les divers agents et biens, et le coulement de la « micro-économie » est la considération de tous ces éléments de l'économie ensemble en un tout, ou l'investissement national, ou l'Etat, etc. En quelque sorte, la micro-économie part de l'homme, la macro-économie part des statistiques.

Afin d'éviter tout malentendu, précisons que tout cela n'a à peu près rien à voir avec les options politiques des économistes : parmi les Français cités et leurs élèves et successeurs, on trouve des libéraux de droite, des libéraux de gauche, des socialistes, des communistes et un anarchiste.

### La discipline reine

Des définitions données, il ressort clairement que la discipline reine, sur le plan de l'explication scientifique, devrait être la micro-économie. Elle explique le monde, quel que soit le sujet — petit ou grand, économique ou non — auquel il s'applique. Toutefois, l'inflation, la croissance, le niveau de l'emploi, la balance des paiements, tout ceci relève essentiellement de la macro-économie.

Ce qu'il fallait faire est donc clair : pour traiter des problèmes les plus importants pour la société par la méthode scientifique (parce que c'est la plus efficace), on devait construire la théorie micro-économique des questions macro-économiques. Or l'absence d'une telle analyse était, jusqu'à tout récemment, la principale, la grande, l'immense lacune de la science économique. La nature de cette lacune peut être précisée. Quand il s'agissait de décrire l'ensemble de l'économie, la micro-économie n'était, essentiellement, à offrir que le modèle de « concurrence parfaite ». Or les problèmes globaux les plus importants, le chômage involontaire à grande échelle notamment, violent les présupposés de cette théorie. Il fallait donc construire une autre micro-économie, ou, plutôt, de nouvelles chapitres de la micro-économie. La réponse à ce défi est arrivée dans les quelques dernières années, sous deux formes mettant respectivement l'accent l'une sur l'inflation, l'autre sur le chômage.

### Deux familles de travaux

La première consiste en explications micro-économiques de la relation entre les taux de hausse des prix et de non-emploi, c'est-à-dire de ce que l'on appelle la courbe de Phillips (et l'on considère la hausse des salaires), et que l'on devrait en fait appeler courbe de Tinbergen, voire courbe d'Irving Fisher. Le premier article de ce type a été écrit et publié en France : il considérait les déséquilibres sur tous les marchés et les mouvements de tous les prix ; il a été suivi par une série de fort bonnes études américaines restreintes au marché du travail et mettant l'accent sur la de-

mande d'emploi, dont elles analysent la stratégie en présence d'information fort imparfaite et de coûts de recherche.

Ces analyses, cependant, sont sans doute trop sommaires ou trop partielles. La seconde famille de travaux considère plus explicitement l'ensemble des agents et des marchés. Sous le nom d'« équilibre temporaire », ou de « micro-économie du déséquilibre », elle constitue en gros l'explication micro-économique — et donc, enfin, sérieusement élaborée — de la théorie keynésienne. Les questions d'information, connaissance et prévisions des agents y jouent un rôle central,

comme il se doit puisque l'existence de chômage involontaire — comme, ajouterais-je, celle de monopoles gaspilleurs ou de tout autre gaspillage économique — est due à une faillite du système des prix, c'est-à-dire du mécanisme de transmission d'information de l'économie de marché. Il reste, certes, encore bien des pièces à ajouter à l'édifice. Les plus grosses étant une théorie micro-économique complète de l'inflation et de rendre ces modèles opératoires, mais cette construction n'en apparaît pas moins déjà comme un renouvellement fondamental des outils conceptuels de la science économique.

Sur ce sujet essentiel, les jeunes chercheurs français en science économique produisent une grande part des résultats de la recherche mondiale. Au congrès européen d'économetrie (qui, de nos jours, est en fait le congrès international général de science économique) qui se tiendra à Grenoble du 3 au 6 septembre, deux sessions leur sont consacrées. Les meilleures économistes théoriciennes du monde entier découvriront qu'elles doivent connaître les noms de Benassy, de Grandmont, de Laroque, de Younés, ainsi que de quelques-uns de leurs amis qui produisent des travaux de même niveau sur d'autres sujets de la science économique, comme Guesnerie, Henry, Milleron, Balasko, Deleau, Jeanjean, Fuchs, Champoux, auxquels s'ajoutent peut-être bientôt deux ou trois jeunes prometteurs. Ces économistes, plus quelques-uns plus anciens (Bandier, Malinvaud, Fourgeaud, etc.), sont les Français dont des travaux sont publiés par des revues de science économique de niveau international, et ceux qui sont couramment cités par les grands centres mondiaux de recherche et d'enseignement (1). Pour l'essentiel, ces chercheurs se regroupent au Centre, Centre de recherches lié au commissariat du Plan, à l'INSEE ou au laboratoire d'économetrie de l'Ecole polytechnique. Malgré leur nouveauté (quelques années), ces équipes sont suffisamment étoffées et productives pour que l'on puisse parler, sinon déjà d'une nouvelle école française de science économique, du moins d'un renouveau de la recherche économique en France. Si ces chercheurs acquièrent la possibilité de former des étudiants, ce pays pourrait reprendre dans ce domaine la place qui lui était dévolue.

(1) Cf. le numéro d'Entreprises du 15 juin 1974.

# L'expansion se poursuit dans des circonstances de plus en plus dangereuses

(Suite de la page 15.)

Les dépêches de nos correspondants qu'on lira par ailleurs montrent à l'évidence que, dans des pays aussi différents que l'Allemagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne, les entreprises prospères sont encore plus qu'en France (où la demande intérieure reste forte) celles qui travaillent pour l'exportation. Or, dans le monde tel qu'il est, la libre circulation des biens et des services ne pourra sans doute être maintenue qu'aussi longtemps que les pays déficitaires trouveront sur le marché de l'euro-dollar les capitaux nécessaires pour faire face au déséquilibre de leur balance des paiements (10 milliards de dollars cette année pour la seule Grande-Bretagne). Mais ce marché lui-même résistera-t-il longtemps à la course effrénée à la « liquidité » ? Globalement, l'expansion se poursuit dans le monde capitaliste, mais ses bases financières sont de plus en plus fragiles. C'est cette vulnérabilité qui s'exprime dans le malaise croissant des milieux d'affaires et dans la « psychologie des foules ».

PAUL FABRA.

BIEN RENSEIGNÉ DANS  
**L'IMMOBILIER**  
un annuaire  
des appartements neufs  
toutes les maisons  
la cote du mètre carré  
les baux de crédit  
dans tous les secteurs SF

Paris 8<sup>e</sup>, au cœur du Paris des affaires.

48, rue de Miromesnil (métro : Miromesnil à 50 m)

**1400 m<sup>2</sup> de bureaux neufs à louer.**  
divisibles à partir de 100 m<sup>2</sup>.

**HERRING DAW** 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél.: 256.11.10







# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### A propos d'« Executive Action »

(Suite de la première page.)

Qui croit-on captiver par ce feuilleton, à grand spectacle sur l'assassinat de Dallas ? On connaît, certes, l'« idée » qui a servi de point de départ. Le film est tourné, selon l'affiche, « d'après le roman de Mark Lane et Donald Freed ». Si nous nous en souvenons, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander : de quoi parle-t-on ? Le roman de Mark Lane, paru en 1964, est un roman policier, très populaire à l'époque : la démolition du rapport de la commission Warren, qui tendait à conclure — tendait seulement, car, dans l'exposé des faits et de leur enchaînement, il s'agissait avec beaucoup plus de prudence qu'on ne l'a dit — que J. F. Kennedy avait été victime d'un tueur unique, Lee Harvey Oswald, était-il suggéré, relevait de la psycho-pathologie la plus banale : c'était un « dingue » qui avait voulu « se payer » un président très insuffisamment protégé par les diverses polices chargées de sa sécurité.

Le rapport Warren n'était pas sans reproche, sa démonstration comportait des lacunes, les travaux de la commission, créée par décret présidentiel du 30 novembre 1963, avaient été expédiés en huit mois : il se prêtait à la critique. Mais pour beaucoup — nous n'en sommes pas — ce n'était pas seulement un document bûché et bûché, c'était une entreprise officielle de mystification. La Maison-Blanche, de même (assez curieusement) avec la famille Kennedy, ne visait qu'à étouffer une affaire criminelle aux ramifications infinies et d'une portée explosive, qu'en conséquence il fallait à tout prix « écraser » en occultant la thèse du meurtrier solitaire qui n'avait emporté aucun secret dans sa tombe.

Aussitôt, les contre-expertises, balistiques et autres, de proliférer, les vocations de détective de se déclarer par légions. C'était à qui referait « correctement » l'autopsie du président-martyr. M. Lane est à la première heure au premier rang de ces révisionnistes d'avance, il se précipite à la critique. Mais il multiplie aux Etats-Unis et en Europe les conférences vengeresses contre le rapport Warren : il est à Paris le 30 mai 1964. Pour lui, on falsifie sciemment la vérité, il faut oser le scandale. Pourquoi pas, après tout ?

Mais le temps n'a pas joué en faveur de cette agitation. Tenons-nous aujourd'hui le fin mot, le mot de la fin, de ce 23 novembre 1963 qui plonge dans les ténements l'univers tout entier ? Nullement. Onze ans plus tard, aucun élément nouveau n'a été versé au dossier. Les lecteurs incrédules ou indignés du « Warren Report » sont restés sur leur faim. Le crime — le « vrai », bien entendu, pas celui imputé à dessein à ce « pigeon » d'Oswald — a-t-il été si « portatif » que rien n'en ait transpiré, qu'aucun de ses auteurs n'ait cédé à la tentation si américaine de faire des

« révélations », qu'on ne puisse même pas imaginer à qui il aurait pu profiter ?

Il y avait une manière simple de résoudre ces énigmes. Après le générique d'« Executive Action », une voix « off » (celle de la mauvaise conscience ?) répond d'une phrase à toutes les objections que le scénario va soulever : « La conspiration que nous allons montrer a-t-elle existé ? Nous supposons seulement qu'elle a pu exister. » Le pas est franchi. M. Lane dépose sa toge ou vestiaire et passe du rôle de journaliste à celui de romancier. La réalité historique refuse de se laisser « dévoter », on va la draper dans la fable. « Executive Action » est un film sur l'assassinat de J. F. Kennedy, comme le pont sur la rivière. C'est l'événement tel que les cercueurs de Mark Lane et de ses associés le réinventent en toute fantaisie, enjambant en cours de route ce qui pourrait lui faire obstacle.

Les scènes du début nous introduisent au cœur du sujet : la résidence de style néo-gothique, quelque part au Texas ou aux environs ; à la fois la patine de l'ancien — acajou à gogo — et la « super-godgeterie » d'un sous-marin atomique. Un groupe de millionnaires débilement grognement, verre en main, comme il se doit, du destin américain et du sort de la planète. Ils en parlent comme s'ils avaient la charge de l'un et de l'autre. A ce double titre, ils considèrent qu'avec Kennedy la mesure est comble. A l'extérieur, le jeune président encourage la prolifération de « races inférieures » (l'objectif de ces messieurs est de « ramener » la population du globe à cinq cent millions d'être humains d'ici à l'an 2000) ; il s'apprête à brader le Vietnam, « verrou » qui retient les hordes asiatiques impatientes de déferler sur les pays riches, justifie la revendication des Noirs ; il prêche la détente, et autres révolutions cauchemardesques. Une seule solution : supprimer cet ennemi du bien public sainement conçu.

Ce « Shadow Cabinet » — c'est bien le cas de le dire — n'est pas pris au dépourvu par cette tâche titanesque. Il dispose « déjà » des moyens d'un véritable « contre-gouvernement ». Ses commandos, qui marchent sur instructions codées, s'exercent scientifiquement sur cibles mouvantes parmi les sables et les coctus. Ses agents sont partout (ils provoqueront même une panne de téléphone d'une demi-heure qui coupera Washington du reste du monde au moment fatal), et jusqu'à la Maison-Blanche. Et l'on a beau être enrégimés réactionnaires, on a épousé son temps : Oswald est « choisi » par ordinateur parmi quatorze candidats — inconscients et involontaires — au suicide de diversion.

L'attentat réussit conformément au plan : pas un accroc, pas une bavure. Les trois « tireurs d'élite » postés pour prendre la limousine présidentielle sous un feu triangulaire

laissent s'occuper de leur mission sans être inquiétés et s'envolent sans encombre pour l'étranger où ils couleront des jours heureux de rentiers du sang. La suite... Eh bien, ce sera pour un prochain numéro. Kennedy obtient, les conspirateurs indiennes, le film d'entrée pile. Cette géniale machination n'a pas de lendemain qui la rendent intelligible (au contraire, comme on voit, le choc causé par le drame de Dallas permettrait à Lyndon Johnson de faire aboutir au Congrès certaines initiatives de J. F. Kennedy, qui y étaient bloquées de son vivant). Alors, à quel aura rimé ce « scénario » de la civilisation occidentale ? Qu'advient-il de ces puissances occultes après leur glorieux fait d'armes ? Pos une séquence là-dessus. La fiction retourne à son néant.

Il n'y aurait pas lieu de s'attarder à ce nouveau pari sur l'ignorance humaine s'il ne se doublait d'une très mauvaise action. Ce film pour donner un cachet de véracité à son intrigue de carton-pâte, le film puise largement dans les bandes d'actualité en noir et blanc de l'époque. Kennedy est constamment sur l'écran, presque jusqu'à son dernier soupir. Nous revivons ses plus riches heures, ses grands discours, son voyage tragique au Texas ; instants d'intense émotion — les seuls du film, il va sans dire.

C'est là que l'imposture-atteint l'intolérable. Un film de pure affabulation sur Kennedy ne s'expose pas qu'on le ridiculise. Mais exhumé, pour ainsi dire, le cadavre du mort, embaumé de force son ombre dans cette gothique vénération, mobiliser son sourire, son charme, le rayonnement encore extraordinairement présent de sa personne, la nostalgie qu'éveille cette voix aux accents inimitables, tout cela aux fins d'une opération commerciale avilissante et creuse... comment juger ce procédé sinon en l'appelant un acte de nécrophilie cinématographique ?

ALAIN CLEMENT.

★ Remarque (v.o.). Maine-Rive gauche, Grand-Pavé. Paramount Opéra, Capri (v.o.).

### « LA PALOMA », de Daniel Schmid

Ami de Werner Schroeter, son émule, disent parfois les puristes, Daniel Schmid, l'auteur de *Cette nuit ou jamais* (?) et de *La Paloma* (?), se distingue assez nettement de son collègue allemand aussi bien par un goût assez pervers de la musique *klisché* que par son souci de construire une histoire, de livrer un récit en bonne forme. Ou du moins les apparences d'un récit.

*Cette nuit ou jamais*, titre repris d'un ancien succès de Jean Kiepura, s'agit dans le temps et dans l'espace d'un étrange jeu de cache-cache entre des maîtres, leurs serviteurs et une troupe de comédiens : « Nous sommes des hommes, des hommes d'aujourd'hui », déclarent-ils à la cantonade un bouffon italien. Les bourgeois, fossilisés en smoking ou en robe de chambre, peuvent quelques heures ôder leur place aux domestiques, ceux-ci portent en eux une rigide cadavre, comme transmis par leurs maîtres. Un érotisme extraordinaire, la *Mort de Madame Bovary* (déjà interprété par les comédiens de la *Paloma*, Peter Kern dans le rôle de Charles Bovary, Ingrid Caven dans celui d'Emma, sa femme), accentuait le côté farce féroce de l'entreprise.

La *Paloma* n'est que mélodrame, accumulation de clichés repris non plus des drames bourgeois du romanier Flaubert ou du cinéaste Stroheim, mais de la comédie musicale et du film d'horreur. Viola (Ingrid Caven), chanteuse fatiguée d'un cabaret peuplé d'enfants et de vieillards, accepte de tout quitter pour devenir la maîtresse puis la femme du plus fidèle de ses admirateurs, le comte Isidor Palewski (Peter Kern). Un semblant d'intrigue se noue : Viola est amoureuse de l'amour que lui porte le comte, de cette passion aveugle et sans partage dont elle est l'objet. Elle se croit tout permis, et même de lui demander un jour de l'argent pour partir avec le beau Raoul, son ami.

Devant son refus, elle ourdit une vengeance grand-guignolesque, macabre à souhait, qui illustre à la fois cette « force de l'imagination » concrétisée dans le film par un travesti, qui déchaîne tout le processus romantique.

Un thème musical particulier accompagne Viola, la *Paloma* du titre : une rengaine chantée, tantôt en anglais, tantôt en allemand, *Shanghai*, chanson d'époque sur les lointains départs et le grand amour ; un autre thème, du compositeur Eric Korngold, le futur musicien de la Warner des années 30, symbolise la révélation du comte. Un somptueux duo d'amour sur un sommet helvétique (car il s'agit d'un film suisse... allemand), immédiatement après le mariage d'Isidor et de Viola, reprend en fait une scène d'un opéra du compositeur Eugène d'Albert chantée par Lotte Lehman et Richard Tauber.

Par un patient travail de récréation, Daniel Schmid accumule, dans un même élan, le pathos dramatique, musical, le plus scélé, et donne vie à des marionnettes incolores, émouvantes de banalité, proches des super-étoiles lancées par Andy Warhol aux Etats-Unis comme du cinéma « camp » célébré par Susan Sontag, celui de « *Boogey* », du vieux Hollywood.

Un monde s'écroule, la mort est partout à l'œuvre et d'abord au cinéma. Schmid le dit, dans *Cette nuit ou jamais*, dans la *Paloma*, avec une franchise, une sorte de joie féroce rarement rencontrées à l'écran. La couleur, admirablement composée, ajoute à cette magie noire.

Le spectacle est cassé, vraisemblance, continuité, ont disparu ; seuls règnent les fantômes, les fantômes. Fin du mélodrame, fin du rituel bourgeois des grands sentiments et des petites ambitions. On attend la suite d'une œuvre (celle de Schmid) trop personnellement posée pour être vraiment rattachée à une mode quelle qu'elle soit, fût-elle « rétro ».

LOUIS MARCORELLES.

(\*) Le *Marquis* (v.o.) en reprise. (\*\*) *Thème-Idol*, *Barbier*, *Les Halles* (v.o.).

■ L'université de Reims organise du 3 au 6 septembre un congrès international sur le thème de la culture, avec la participation de M. Eugène Ionesco, de l'Académie française ; de M. Pierre Grasse, de l'Académie des sciences ; de M. Jean Foray, de l'Académie des sciences morales et politiques, et de M. Tony Aubin, de l'Académie des beaux-arts. Renseignements : 48-84-48 ; à Reims.

## SCIENCES

### La D.G.R.S.T. et l'aide aux laboratoires industriels

#### 450 millions pour les actions concertées de recherche

Le délégué général à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), M. Hubert Curien, a récemment exposé un état des subventions attribuées ces dernières années à un certain nombre de laboratoires industriels privés, afin de promouvoir

diverses recherches. Parmi les résultats des travaux présentés à la D.G.R.S.T., deux surtout retiennent l'attention : les travaux sur la déshydratation des boissons et sur le rein artificiel.

La D.G.R.S.T. dispose de deux moyens pour aider les laboratoires industriels : les actions concertées et l'aide au développement. Lancées en 1961, les actions concertées ont pour objet de soutenir des recherches d'intérêt national dans les domaines de la science fondamentale et de la recherche appliquée. Mais au lieu de créer un nouvel organisme de recherche, on s'appuie sur les laboratoires publics ou privés existants. Divers thèmes de recherche sont ainsi retenus périodiquement, et les travaux peuvent durer plusieurs années. Après quoi, l'action peut être abandonnée, soit parce qu'elle a atteint son but, soit parce qu'elle a échoué. Les crédits de recherche sont donc à la fois éphémères et à la fois permanents. Le D.G.R.S.T. peut continuer d'appuyer son soutien par le biais de la procédure d'aide au développement.

Le budget des actions concertées est passé de 111 millions de francs en 1971 à 168 millions en 1973 et à 210 millions en 1974, tandis que celui de l'aide au développement était de 138 millions en 1971, de 154 millions en 1974 (soit, au total, 450 millions en 1974). La moitié environ du budget des actions concertées en 1974 aura servi au financement de travaux à finalité industrielle : automatisation, composants, électrotechnique, instruments de mesure, mécanique, métallurgie, matériaux plastiques, chimie analytique et appliquée, technologie alimentaire et agricole, génie biologique, recherche médicale. Le montant moyen des crédits accordés à chaque secteur varie de 3 ou 4 millions à 10 ou 15 millions pour les secteurs comme la mécanique ou l'électronique. Parfois, l'orientation d'une action concertée change en cours d'action pour mieux l'adapter aux besoins.

La D.G.R.S.T. s'efforce de ne pas distribuer trop de crédits dans la région parisienne, au détriment de la province, et aussi d'intéresser les petites et moyennes entreprises à des travaux de recherche. Elle a, par exemple, aidé la société Nord (180 millions de francs de chiffre d'affaires, hors filiales, et mille trois cents personnes) à mettre au point une turbine pour récupérer les gaz toxiques sous pression provenant des hauts fourneaux. Une installation pilote a été réalisée en Belgique, et la licence de la turbine a été vendue à la société japonaise Kawasaki, qui fera prochainement fonctionner

une turbine de 8 000 kilowatts. Une autre aide a été accordée pour mettre au point un procédé d'orientation des fibres textiles afin d'alimenter les machines à tisser en nappes de fils orientés.

Un autre exemple est l'aide apportée par la D.G.R.S.T. à la petite société Microondes industrielles afin d'étudier un procédé, concurrent de la lyophilisation, pour mettre les boissons en poudre. Ce nouveau procédé, la déshydratation par microondes, étudiée en collaboration avec l'Institut des fruits et légumes, a donné de bons résultats. Un nouvel appareil de déshydratation de 30 kilowatts, plus puissant que le premier prototype de 5 kilowatts, sera réalisé avec l'aide de la D.G.R.S.T. et avec la société Pernod, qui a pris une participation dans la société Microondes industrielles. Cette dernière a aussi étudié, en collaboration avec le Commissariat à l'énergie atomique, un procédé permettant de doser la présence d'eau lourde dans les boissons, jus de fruits, boissons mentholées, etc., et aussi de déterminer si ces boissons contiennent de l'eau qui a été ajoutée, du menthol de synthèse ou du menthol naturel. Le teneur en eau lourde est en effet différente selon qu'il s'agit du produit naturel ou d'un additif.

Deux réussites

Dans les deux cas, il s'agissait de mettre au point des membranes artificielles semi-perméables permettant de débarrasser le sang des produits toxiques qu'il contient pendant les quelques heures où il circule en dérivation extra-corporelle. Le poumon artificiel permet d'oxygéner le sang tout en retirant le gaz carbonique, et le rein artificiel permet d'éliminer l'urée, le glucose, le créatinine, le cholestérol, le potassium, etc. Le poumon artificiel, qui est utilisé dans le cas d'insuffisances respiratoires graves (traumatismes thoraciques, noyades, brûlures), et qui pourrait l'être chez les nouveau-nés, a donné à quatre malades la possibilité de vivre trois ou quatre jours en 1974 sans poumon.

DOMINIQUE VERGUESE.

## Télévision

### LE DUCIRE ET LA SAGESSE

Philippe Ducire aime les palais et les châteaux, les femmes de luxe, la faune internationale — aventuriers ou milliardaires — et les intrigues compliquées jusqu'à l'extravagance. Avec le Faux (d'après une nouvelle de Raymond Queneau), il a écrit de quel satiriste cette mégalomanie (samedi, première chaîne, 20 h. 30). On peut même penser qu'il s'est pris pour Orson Welles.

Le héros, Gregory Sillan, homme d'affaires richissime, collectionneur de tableaux, qui a la passion de l'authenticité dans les œuvres d'art, est né dans les bas-fonds de Smyrne et fait penser à Gregory Arkadin. Et puis, la volonté de puissance, les fantasmes, l'étrange coïncidence où Sillan traite ses invités en panthéon admettent le veau d'or, la lutte avec Baratta, collectionneur impur, et, pour finir, l'intolérable révélation que la beauté de la femme aimée est due à la chirurgie esthétique, cela vous a bien — via Romain Gary — de petite aire wellésiens.

■ L'Association Musicale en Nivernais organise son premier festival les 14 et 15 septembre à la cathédrale saint-Cyr et à l'église Saint-Étienne de Nevers. Deux concerts sont prévus : l'un consacré à « Messia », de Haendel, l'autre à un ensemble d'œuvres pour chœur, orgue et chœurs, de Monteverdi à Verdi. Le R. P. Martin, qui sera directeur artistique du festival, amènera à Nevers les chœurs de Saint-Eustache, auxquels seront associés l'Orchestre des quatuors Padeloup et le quatuor de cultures Ars Nova. — (Corresp.)

Le Faux — tourné en 1972 — n'est pas un chef-d'œuvre littéraire et baroque comme la Duchesse d'Avila qui fit tant parler de Philippe Ducire. C'est un « à la manière d'Orson Welles », a de quel enchanter. Le Faux est le spectacle le plus dilatoire de l'année, incroyablement défilé à la planification. Le triomphe du kitsch à la télévision.

Accrochée à cette « locomotive » ravageuse, l'émission du service de la recherche consacrée à Indira Gandhi a épuisé le fin de la soirée sur une voie de garage. Il fallait suivre la traduction simultanée des questions et commentaires de Susan Sontag (menant l'entretien) et des réponses de Mme Gandhi. Alors, on ne sentait plus la présence vivante du premier ministre de l'Inde confrontée à de gigantesques problèmes de société et de gouvernement. Réforme agraire, socialisme, rôle des capitales indiennes, nationalisations, utilisation de l'audio-visuel, enseignement, université... Susan Sontag cherchait des réponses, des prises de position à tout. Mme Gandhi, bien droite sur son siège, lui répondait poliment, sagement, d'une manière un peu trop formaliste. Pour rendre l'émission plus attrayante, on avait illustré de documents. En vain.

JACQUES SICLIER.

## En bref

### Cinéma

#### « Le Passager »

Micmac aux Baux-de-Provence, à Arles et en Camargue autour d'un savant aménagé clandestinement de Hongrie dans une roulotte de gitans. Un aventurier américain bien sympathique doit prendre le savant en charge et l'emmener à New-York. Une bande de tueurs ne recule devant aucune violence pour le récupérer.

On ne comprend pas grand-chose à l'histoire (tirée d'un roman d'Alfred MacLean) que Geoffrey Reeve a pourtant traitée avec adresse. Mais cette « série noire » accomplit un magnifique circuit touristique qui se termine — à un moment de tension dramatique — par le survol de l'étang de Vaccarès. Alors, on peut se laisser au plaisir des images. Charlotte Rampling, en vedette sur les affiches, ne fait que promener ses yeux bleus et ses cheveux blonds dans une aventure où s'affrontent hommes d'action et chefs mystérieux — des personnages cent fois vus. — J. S.

★ En v.o. : Garmont-Richard, Danton, Garmont-Ambassade, Parvise, Montparnasse-Patché, Cambronne, Les Images.

### Radio

#### Les pirates se taisent en Hollande

Amsterdam. — Le samedi 31 juillet, les trois radios-pirates Veronica, Nordsee et Carolyné, diffusant leurs émissions « non » de trois vieux cargos juste en dehors des eaux territoriales néerlandaises, se sont définitivement tus. Après avoir joué pendant quatorze ans d'une grande popularité auprès de la jeunesse hollandaise, les lois et les traités internationaux ont finalement raison de cette piraterie des ondes qui avait tant irrité les patrons des radios légales installées à Hilversum. Dans le courant du mois d'août, La Haye avait ratifié le traité de Strasbourg interdisant les radios-pirates. La loi devait prendre effet le 1<sup>er</sup> septembre.

L'adieu des plus anciens des pirates, Radio-Véronique, était pathétique et presque hors de proportion : « Avec la disparition de Veronica, la démocratie se meurt un peu », disait samedi à 18 heures le dernier des disjockeys marins. Ensuite les émissions étaient interrompues pour de bon. Tout le monde, sauf les vrais marins, quittait le bateau pour rejoindre la terre. Deux heures plus tard, Radio-Nordsee diffusait son dernier disque, tandis que l'équipe du *Mio-Amigo* (Radio-Caroline) s'apprêtait à virer de cap pour se diriger vers la Méditerranée, où les Italiens, dit-on, vont connaître les joies de la piraterie. — (Corresp.)

## Lettres

### Dans un nouvel ouvrage

#### SOLJENITSYNE SE DEMANDE SI CHOLOKHOV EST BIEN L'AUTEUR DU « DON PAISIBLE »

Alexandre Soljenitsyne se demande si Mikhaïl Choloikhov est bien l'auteur du *Don paisible* qui lui valut en 1955 le prix Nobel, rapporte le *New York Times*. Ce doute est exprimé dans un ouvrage qui sera prochainement publié par les éditions Yncopress, à Paris.

Selon l'exilé, il est fort possible que Choloikhov se soit servi d'une chronique sur les cosaques du Don écrite par un certain Fedor Krioukov, mort en 1920 durant la guerre civile et dont tous les manuscrits disparaissent.

Soljenitsyne reproduit dans son ouvrage l'étude commencée sur ce sujet par un critique soviétique, « D », mort il y a un an. Selon ce dernier, Choloikhov aurait simplement rajouté au manuscrit de Krioukov quelques portraits de bolcheviks.

A l'appui de sa thèse, Soljenitsyne note que Choloikhov n'avait que vingt-trois ans lors de la parution du *Don paisible* et que jamais depuis il n'a fait preuve d'une telle maîtrise ni d'une telle rapidité d'écriture.

(Après de soixante-neuf ans, Mikhaïl Choloikhov, marié à la jeune Marie Choloikhov, est aussi l'auteur de *Terres défrichées* sur la collectivisation, d'une nouvelle, *Le destin d'un homme*, et de plusieurs *Récits du Don*. Il travaille depuis plusieurs années à un nouveau roman, *Il est combattu pour le pain*, sur la deuxième guerre mondiale. Il s'est distingué ces dernières années par des interventions très dures, aux congrès du parti et à ceux des festivals, contre les écrivains dissidents, notamment Alexandre Soljenitsyne, André Sinavski et Youri Daniel.)



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,88

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



### emplois internationaux

#### Création et développement d'affaires à l'étranger NÉGOCIATIONS DE CONTRATS PÉTROLIERS

Nous sommes une société française ; nous implantons nos équipes dans le monde entier.

Nos Directeurs à l'étranger ont besoin de conseils pour leurs études de « montages » d'opérations au niveau international.

Nous cherchons un cadre de haut niveau justifiant d'une grande expérience des accords pratiqués par les Sociétés Pétrolières au niveau de la prospection et de l'exploitation.

Intéressante perspective de carrière active pour un homme de premier plan.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous le numéro 7.011, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens - 75427 PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.



### emplois régionaux

#### TOULOUSE

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous sommes une entreprise moyenne (300 personnes) et notre activité s'exerce dans l'industrie photo-couleur, où nous sommes un des premiers sur le plan national.

Dans notre nouvelle structure, voulue par notre expansion, nous créons le poste de Secrétaire Général.

Homme de Conseil pour les grandes options de politique générale, le Secrétaire Général sera chargé de la Direction du Personnel, de l'Information, de la Politique Sociale, il mettra en place le Contrôle de gestion. Il supervisera le Service Informatique.

Le Secrétaire Général fait partie du Conseil de Direction.

Ce poste intéresse un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure et de personnalité affirmée, ayant acquis une solide expérience du management et de la communication.



Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé sous référence M. 75.189. Discretion assurée.  
33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES recherche

#### chef de produits

pour développer en ALLEMAGNE

son département Tissus Enduits Plastiques dans les secteurs ameublement, maroquinerie et vêtements.

Il sera chargé de :  
- promouvoir le développement des ventes  
- animer et contrôler les agents en place  
- faire la synthèse des marchés  
- assurer les liaisons avec la Direction Centrale, ce qui suppose de fréquents voyages à PARIS.

Allemand parlé et écrit très couramment. Age minimum 30 ans.

Adresser CV manuscrit au service 5329 M  
plein emploi 118 rue Réaumur Paris 2

IMPTE SOCIÉTÉ BATIMENT TRAVAUX PUBLICS en expansion recherche pour Filiale Afrique francophone

#### DIRECTEUR D'AGENCE

- RESPONSABILITÉS :  
- Gestion financière et administrative.  
- Relations commerciales et générales.  
- Supervision de l'exécution des travaux.  
- Recherche et mise au point Marchés.
- CARACTÉRISTIQUES DEMANDÉES :  
- Formation Ingénieur Grandes Ecoles.  
- Volonté et réalisme.  
- Qualités humaines.  
- Esprit d'entreprise.  
- Esprit d'équipe.
- CADRE DE VIE :  
- Grande ville Africaine.  
- Logement très agréable.  
- Collège à niveau Terminal.

Convendrait à Homme, minimum 35 ans, de niveau exceptionnel ayant solides références.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :  
PUBLICITE ROGER BLEY  
101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra au Président. Discretion totale assurée.

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE mondialement implantée, fabricant et commercialisant ses produits de haute qualité technologique, recherche pour sa division européenne Fils et Câbles, installée en Angleterre

#### INGENIEUR de développement

L'homme que nous recherchons est Ingénieur électricien et il a une expérience acquise au sein d'une Société fabriquant des fils et des câbles électriques dans des départements de recherche, spécifications, contrôle qualité ou service technique.

Le candidat sera âgé de 25 ans minimum, parlant anglais et sera disposé à travailler en Angleterre pendant quelques années.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous

No 65981 CONTEXTE Publicité - 20, avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

#### Côte d'Ivoire

Société multinationale recherche pour sa filiale d'ABIDJAN

#### un CADRE COMPTABLE

Pour assister le Directeur des Services Comptables de Côte d'Ivoire - Formation D.E.S. ou équivalent. Expérience professionnelle de plusieurs années en comptabilité générale acquise dans moyenne ou importante entreprise. - Coût et aptitudes pour la formation du personnel.

Contrat de travail - Voyages avec famille payés - Logement fourni - Régime de prévoyance très complet - Gages annuels en France.

Adresser C.V. très détaillé à n° 65.003, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra (1<sup>er</sup>), qui. tr.

Vous êtes OPTICIEN E.C.A. Vous aimez la polissage de précision. LA PUNEC vous offre

CONTRAT DE 2 ANS à SAO PAULO, BRÉSIL. Envoyez C.V. à P. LICHOU, 75003 Paris Cedex 13.

Imp. Bureau d'études français de niveau international rech. par sa Division

ET ECONOMIE

CHEF DE PROJET pour études de transports 100.000 F PAR AN.

X. ENPC, CENTRALE ou MINES + format. complémentaire en Economie ou Gestion (Licence Sciences ECO-SEPE-INSEAD-M.B.A. ou équivalent), avec au min. 5 ans d'expérience en Economie de transports, études de planification, de transports urbains ou de développement régional, pr prendre la direction de groupes pluridisciplinaires pour des études importantes dans des pays en voie de développement en Asie, Afrique ou Amérique latine.

Avantages substantiels en missions. Anglais courant nécessaire, espagnol souhaité.

EXPERT FINANCIER recherche par sa Division

HEC, SUP de CO, M.B.A. ou équivalent, avec au minimum 4 ans d'expérience en analyse financière d'investissement ou de gestion, soit dans un bureau d'études, soit dans un bureau de conseil d'entreprises.

Solaires fréquents dans des pays en voie de développement, avec avantages financiers substantiels.

Connaissance de l'anglais ou de l'espagnol appréciée.

Envoyez lettre de candidature (C.V. détaillé-photo-couleur), en indiquant la réf. 22729, à

PUBLIPRESS 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

IMPTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.N. COMPTABLES CÉLÉSTES ou ÉQUIVALENT

pour gestion administrative et comptable de succursales import. Connaiss. de l'anglais souhaitées. Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions à n° 65.916 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

IMPTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.N. COMPTABLES CÉLÉSTES ou ÉQUIVALENT

pour gestion administrative et comptable de succursales import. Connaiss. de l'anglais souhaitées. Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions à n° 65.916 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

IMPTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.N. COMPTABLES CÉLÉSTES ou ÉQUIVALENT

pour gestion administrative et comptable de succursales import. Connaiss. de l'anglais souhaitées. Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. et prétentions à n° 65.916 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

Le Vaudreuil VILLE NOUVELLE

recherche

#### HEC, ESSEC ou similaire

responsable de la commercialisation des parcs industriels et ensembles de bureaux.

#### JEUNE JURISTE

pour suivi des actions de commercialisation, promesse de ventes, baux à la construction, baux commerciaux, concessions immobilières, relations avec notaires.

#### HEC, ESSEC ou similaire

responsable du montage et de la promotion d'opérations de logement.

#### HEC, ESSEC ou similaire

futur responsable de la communication pour suivi, conception et mise en œuvre de la politique de communication ; coordination des intervenants extérieurs ; bureaux d'études marketing et agences de publicité.

#### ASSISTANTIE DE PUBLICITE

pour collecte, transmission, classement des données nécessaires aux fournisseurs (créateurs ou fabricants), contrôle de leur intervention (respect programme, budget, planning).

Adresser C.V. photo et prêt à M. VIGIER

Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil

B.P. 5 - 27690 LERY

Philippe Lichou s.a.

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT CONFIRMÉ

30 ans minimum, rompu à tous les problèmes d'export. Parfaitement bilingue français-anglais. Déplacements fréquents de courtes durées à l'étranger.

CHEF DE SERVICE EXPORT

parfaitement bilingue français-anglais. Rompu aux aspects administratifs d'un service important.

Adjudications internationales. Douanes. Transports. Crédits documentaires, etc.

recherché par :

IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES LEADER DANS SA PROFESSION

OSCAR EXPORTATION 1972:

Filiales en Belgique - Allemagne - Grande-Bretagne Pays-Bas - U.R.S.S.

Situés à 180 km au sud de Paris - Ville universitaire à proximité d'un plan d'eau permettant la voile et tous sports.

Adresser C.V. manuscrit et photo récente, ainsi que tous documents utiles à la candidature, à n° 7.035, « le Monde » P., 3, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

#### S.A. PERMALI

Leader européen stratégies industrielles

En forte expansion continue (800 personnes, 3 usines métropole, filiales européennes et associées internationales) recherche :

a) ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

pour contrôle général de gestion, finance internationale.

b) ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

pour gestion administrative du département, contrôle rentabilité des activités et opérations prospectives.

Profil souhaité pour ces 2 postes : formation type B.E.C. + I.C.S. ou T.S.E.D., anglais obligatoire, allemand apprécié. Age 28 ans minimum.

c) SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS

pour Etat-major Direction, formation sténodactylo dans ces deux langues, âge indifférent.

Résidence à NANCY (siège social et usine principale)

Ecrire à R. CHARLES, Secrét. Général, S.A. PERMALI, B.P. 12

54320 MAXEVILLE.

Philippe Lichou s.a.

Société multinationale fabricant et commercialisant des biens d'équipement mécanique recherche

un responsable export europe

Animation des Agents à l'étranger, 8 ans de contacts directs avec les industriels pour les marchés les plus importants.

Déplacements très fréquents. Expérience de la vente de biens d'équipement et ANGLAIS courant indispensables. Formation technique appréciée. (réf. V267)

Philippe Lichou s.a.

un responsable de l'administration des ventes

Assisté d'une équipe de 8 personnes, il devra en liaison avec la fabrication coordonner les divers services commerciaux, assurer le suivi des commandes, définir les priorités de livraison, superviser le Service pièces détachées. (réf. V268)

Lieu de travail : ville de moyenne importance de la région RHÔNE-ALPES.

Les candidatures précisant la référence du poste choisi et le niveau de rémunération souhaitée, seront étudiées en collaboration avec

plein emploi à la venue pour Structures d'entreprises et carrières

Philippe Lichou s.a.

LABORATOIRE

Banlieue Ouest de Lyon spécialisée dans la fabrication de réactifs diagnostiques

recherche BACTERIOLOGISTE

Ayant expérience bactériologie médicale souhaitée. Pharmaciens de préférence.

Envoyer C.V. et photo à HAVAS LYON 622.

مركز الاموال



صلى الله عليه وسلم

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	19,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

## ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE  
recherche plusieurs

### spécialistes software

Ces ingénieurs travaillent en étroite collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, et assistent notre clientèle dans l'utilisation et le développement de Software sur nos ordinateurs.

- Vous avez une solide expérience dans le développement ou la maintenance de Software et une connaissance approfondie d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation.
- Vous aimez traiter les problèmes les plus variés d'Assistance Software.
- Vous recherchez un poste à responsabilités techniques nécessitant un goût marqué pour les contacts humains.
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Envoyez votre curriculum vitae avec photo (références SWSM4) au Responsable du Personnel.

**digital** DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE  
Centre Silic - Cidex L. 225  
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33

INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES  
DE LA COMMUNICATION  
(Université Paris-Nord)

recherche pour rentrée 1974-1975.

### DEUX PROFESSEURS

Certifiés détachables d'anglais (1) d'allemand (1)  
Pour assurer :  
- enseignement de langue de communication et de documentation  
- tâches de coordination pédagogique.

2 CHARGES de cours, de préférences certifiées ou agréées. Salaires satisfaisants. Parfaitement la langue anglaise, la langue allemande.  
Envoyer curriculum vitae à ISTECCO, av. J.-B.-Clément, 92430 VILLETANEUSE.

Compagnie Française d'Informatique

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il est demandé :  
- des connaissances de la gestion et de l'informatique.  
- le sens des responsabilités.

Envoyer curriculum vitae à :  
**COFI**  
138, rue Montmartre, 75001 Paris - Tél. : 235-47-40.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE  
recherche pour  
PARIS et GRENOBLE

### ingénieurs commerciaux

ayant une très bonne connaissance des marchés OEM et Industriels.

Ce poste exige :

- une formation scientifique ou technique (Ingénieur en électronique ou en informatique) ;
  - une réelle expérience technique dans l'étude ou la réalisation de projets d'informatique industrielle ;
  - une capacité certaine de travailler d'une manière autonome tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe ;
  - une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.
- Nous vous proposons :
- un travail enrichissant dans une Société dynamique leader mondial de la mini-informatique ;
  - des responsabilités réelles dans un climat de dialogue et d'efficacité ;
  - un recyclage technique et humain permanent ;
  - une formation de 2 mois aux U.S.A.

Adressez votre C.V. détaillé avec photo sous références TGM2 au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE  
Centre Silic - Cidex L. 225  
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Direction Médicale Jeune,  
structurée, vivante,  
dynamique, recherche

### délégués médicaux HOMMES

Pour les secteurs suivants :

- 1) Ain, Haute-Savoie
- 2) Cher, Allier, Saône-et-Loire
- 3) Nord (en partie)
- 4) Aube, Yonne, Nièvre.

Il est demandé :

- le bac minimum
  - si possible une formation universitaire
  - un entourage convaincant et une grande puissance de travail.
  - expérience non nécessaire.
- Il est offert :
- l'intégration dans un groupe pharmaceutique Français en pleine expansion
  - une solide formation
  - un salaire évolutif pour des candidats de valeur.

Stage Septembre, rémunéré, d'une durée d'environ huit semaines.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 43436 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann, 75008 Paris.

RÉGION MELUN.  
IMPORTANTE ENTREPRISE DU BATIMENT  
EXPLOITANT BREVET DE PREFABRICATION  
recrute

### INGÉNIEUR BÉTON ARMÉ

20 ans minimum.

CONTENU DU POSTE :  
dans le cadre du bureau d'études responsable :  
- des études d'avant-projet et des calculs spécifiques de structure à l'aide d'un ordinateur.

PROFIL DU CANDIDAT :

- sur le plan professionnel :  
- diplôme IUT (B ou TP) ou équivalent, 3 ans d'expérience.
- sur le plan personnel :  
- grande capacité de calcul ;  
- esprit critique et créatif ;  
- sens du concret et des contacts.

POSSIBILITÉS D'ÉLARGISSEMENT DES TÂCHES ET DE PROMOTION.  
Salaire selon capacités.

Adr. d'URGENCE, C.V. et photo, sous réf. 111251, 30, rue Mogador, Paris (9<sup>e</sup>).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
SUD BRETAGNE  
(Bord de Mer)

Effectif : 6.700 personnes

recherche

### CADRE SÉCURITÉ

ADJOINT AU CHEF  
DU SERVICE SÉCURITÉ

FORMATION DE BASE  
NIVEAU INGÉNIEUR

Avant 5 ans d'expérience de la Fonction Sécurité dans l'industrie lourde (Mécanique lourde, Grosse chaudronnerie, Chantier Naval, Sidérurgie, etc.).  
Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions, à :  
SUD BRETAGNE, B.P. 153-02,  
75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE  
DE PRODUITS CHIMIQUES  
recherche pour BASSE-SEINE

### INGÉNIEURS-MÉCANICIENS

Pour assurer, sous les ordres du Chef de service, l'entretien d'une usine de produits chimiques et d'engrais.

Quelques années d'expérience seront nécessaires.

Sécurité d'emploi assurée.

Env. C.V., photo et rémunér. souhaitée au n° 1231, SWEKETS, B.P. 288, 75424 PARIS Cedex 09, qui ti.

DISTRICT DE LA REGION  
AUXOIS-SEINE - ST-OMER 62

### ECONOMISTE

Deux années d'expérience professionnelle minimum pour Avenir d'Urbanisme.

Env. C.V. à M. le Président du District de la Région Auxois-Seine, Hôtel de Ville, 42004 ST-OMER.

USINE MATER HOSPITALIER MARSEILLE

### JEUNE TECHNICIEN

pour création Service d'entretien et de la fabrication devant assurer :

- Programmation de la fabrication
  - Gestion des stocks
  - Evolution des techniques de fabrication (idéologie, sécurité, assemblage des métaux).
- Formation souhaitée : B.T.S. 4<sup>e</sup> année, 3 ans minimum. Envoyer C.V. détaillé + photo + prétentions à :  
N° 7009 « le Monde » Publi-  
S, r. des Italiens, 75207 Paris-9.

Centre de Recherche région SUD-EST

### UN INGENIEUR

avant de 5 à 10 ans d'expérience et possédant une bonne connaissance des problèmes posés par la coupe des métaux et les transmissions mécaniques ainsi que de ceux relatifs à la normalisation et aux procédés de fabrication.

Adressez C.V., photo et prêt, à :  
N° 66301 Conscience Publique, 20, av. Océra, Paris-1<sup>er</sup>, d. tr.

CENTRE DE FORMAT. POUR ANIMATEURS-EDUCATEURS D'ORGANISMES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS, 8, av. GROS-MOULON, RENNES

### RECHERCHE ANIMATEUR (TRICE)

DE FORMATION

Condi. : Format. à une prof. de travail social exécuté, après minimum 3 a. exp. d'activités socio-culturelles.

Adressez dossier de candidature jusqu'au 10 septembre.

RHONE-PROGIL

recherche pour usine de ROUEN (76)

PROGRAMMEUR DE GESTION

ayant quelques années d'expérience, soit BTS informatique, soit formation comptable, avec très bonnes connaissances informatiques.

Poste à pourvoir au 1<sup>er</sup> octobre 74. Rest. entreprise.

Ecr. av. C.V. détaillé, photo et prêt, à :  
25, rue Paul-Doumer, COURBEVOIE-92.

Laboratoire d'économie forestière

### recherche

INGÉNIEUR EAUX ET FORÊTS

INGÉNIEUR TRAV. FORÊT. INC. ECOLE SUP. DU BOIS

Ecrire avec C.V. détaillé à :  
Labor. d'économie forestière, Inst. Nat. Rech. Agronomique, 14, rue Girardet, 54042 NANCY CEDEX.

BAUSCH AND LOMB

### LAMARD

PIRELLA

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

verres optiques + montures

rech. pour usine 30 personnes

28 MOUILLERIE-ROUEN

(76 100 GUEST PARIS)

### SPÉCIALISTE COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE

CHARGE PAR LE DIRECTEUR

ADJ. DES RECRUTEMENTS

LE SERVICE

(méthode des prix standards)

ET DE LA DIRECTION

- HOMME ou FEMME, ayant très

bonne formation comptable ;

- EXPERIENCE COMPTA-  
BILITÉ INDUSTRIELLE

USINE 2/3 ANS MINIMUM

si non s'abstient ;

- ANGLAIS souhaité mais pas

indispensable.

Lettre manuscrite, C.V. détaillé,

rech. pour usine 30 personnes

(retourner) sous réf. 3005 à

INDUSTRIELLE

6, place conseil

### UN DIRECTEUR DE MARKETING

est recherché

par le groupe PHILIPS

pour l'une de ses branches d'activité en France

Directement rattaché au Président de la filiale française et en étroite relation avec l'organisation internationale, il participera à l'élaboration des politiques de marketing, établira des plans d'action sur son marché (France entière) et aura la responsabilité de leur mise en œuvre.

Le poste requerra d'un homme de caractère ayant déjà acquis une solide connaissance et expérience du marketing et désirant accéder à un poste d'entière responsabilité dans cette discipline. Le niveau de développement atteint par la Société sur le plan des structures et des produits, de même que les méthodes élaborées et dynamiques pratiquées dans le groupe, sauront à un candidat de qualité les meilleures chances de valoriser son action.

Le poste est situé dans la région lyonnaise. La rémunération initiale sera en rapport avec l'expérience acquise. Des possibilités d'accéder dans l'avenir à de plus hautes responsabilités, y compris sur le plan international, existent pour un homme qui aura rempli avec un succès confirmé la fonction proposée.

Adressez dossier de candidature à la Compagnie Française PHILIPS

Département de Personnel, 32, avenue Montaigne, 75008 Paris. La plus grande discrétion sera observée.

### L'ÉCOLE RÉGIONALE DE SERVICE SOCIAL D'AMIENS

après avoir recruté un Responsable Pédagogique ouvre un nouveau concours afin de pourvoir 4 postes, au moins de Moniteurs ou Monitrices.

CONDITIONS : Diplôme d'État de Service Social et exercice de la profession pendant 2 ans au moins.

DATE LIMITE de dépôt des candidatures : 15 SEPTEMBRE 1974.

Indices provisoires de rémun. : 403 à 533 (arrêté du 24 mai 74) soit actuellement : 2.495 à 3.104 francs.

Tous renseignements seront fournis sur demande par la direction de l'École Régionale de service social, 30, rue Albert-de-Calonne - 80000 AMIENS.

À laquelle les candidatures devront être présentées.

### chef de produits

La Compagnie Européenne d'Horlogerie

recherche un responsable du marketing des produits

LIP

Rattaché au Directeur Commercial, il devra proposer la politique marketing des lignes de produits qui lui seront confiées, et en assurer la mise en œuvre sous tous ses aspects.

Ce poste, à pourvoir à BESANCON, suppose des déplacements relativement fréquents en Europe au moins.

Il concerne un diplômé HEC, ESSEC, ESC... ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience, intéressé par l'application des méthodes marketing aux biens industriels-semi-durables et désireux de se joindre à une entreprise au plan de développement ambitieux.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous la réf. 32955 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann 75008 Paris.

Lip

Le Groupe

PECHINEY UGINE KUHLMANN

recherche

pour Usine SUD-EST (220 personnes)

### CHEF DU PERSONNEL

et des SERVICES ADMINISTRATIFS et COMPTABLES

Le poste s'adresse à un candidat ayant :

- Une formation supérieure de gestion (HEC - ESSEC - SUP. de CO. - IEP ou équivalent) ;
- Une expérience professionnelle de 5 ans immédiatement adaptable fondée sur de solides références industrielles ;
- Une classe personnelle évidente.

La fonction comporte de larges possibilités de promotion dans les sociétés du Groupe.

Adressez dossier de candidature manuscrit, détaillé et motivé à N° 7099 EMPLOIS ET ENTREPRISES

18, rue Volney 75002 PARIS

Il sera répondu à toutes les candidatures.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recherche

### CHEF COMPTABLE ROMAIN

- Accoutumé à la comptabilité américaine.

- Très bonne maîtrise de l'anglais, impérative.

- Très sérieuses références professionnelles.

Adressez C.V. détaillé, photo (et), prétentions. Laboratoire ARBOTT.

Service du Personnel.

B.P. n° 3 - 22380 - SAINT-REMY - SUR - AVRE.



DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

## ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	21,00	24,51
OCCASIONS		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### analyste comptable

Nous tenons une comptabilité par centre de profit et par produit.  
Aimeriez-vous en analyser les comptes, les contrôler, les commenter aux responsables budgétaires ?  
Si OUI et si vous avez :  
• une formation supérieure en comptabilité (D.E.C.S. - E.S.C. option finance)  
• une bonne connaissance de l'Anglais,  
• un excellent contact humain,  
• de préférence une expérience de 2 ans dans une société Anglo-saxonne.  
Envoyer-nous CV et prêt-s/réf.c.41 à F.ESCOFFIER

**RANK XEROX**

4, r. Nicolas Robert 93600 Aulnay/Bois.

### fonction personnel

organisation, formation, développement de carrière, relations du travail...

• QUE VOUS SOYEZ DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEPUIS PEU  
• QUE VOUS AYEZ DEJA PLUSIEURS ANNEES D'EXPERIENCE DE LA FONCTION  
**CETTE ANNONCE VOUS INTERESSE...**

SI DE PLUS VOUS JUSTIFIEZ :

— d'une excellente connaissance de l'anglais,  
— de capacités analytiques développées,  
— d'un désir de développer votre carrière dans une société dynamique,

**NOUS DESIRONS VOUS RENCONTRER...**

Nous sommes un groupe multinational de constructions de matériel de T.P. et nous souhaitons renforcer notre équipe de direction de personnel tant pour notre Siège parisien que pour nos usines de province.

Les candidats les plus expérimentés seront particulièrement retenus pour les postes de relations du travail et d'organisation.

Les affectations dépendront de l'importance de l'expérience et de la qualification.

Les dossiers de candidatures comportant C.V., photo et prétentions devront être adressés à No 66004 CONTEXTE PUBLICITE 20 av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmet.

LE GROUPE AKZO

(Chimie - 100.000 personnes)  
crée à PARIS une nouvelle filiale pour une de ses divisions.  
Il recherche

### JEUNE CADRE COMMERCIAL

de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances en chimie et en marketing, doublées d'une expérience de plusieurs années dans le domaine commercial.

En étroite collaboration avec le Directeur Commercial, et travaillant en petite équipe, il contribuera à la mise en route et au développement de cette nouvelle filiale.

Ce poste est largement ouvert sur l'extérieur, et il est donc indispensable de faire preuve d'une grande souplesse d'adaptation.  
Anglais courant nécessaire.

Rémunération départ : 65.000 F

Démarrage souhaité : 1er Octobre.

Ecrire Service B

Psychologie appliquée  
**JUSTET**  
5, rue Brey - Paris 17e

Le Groupe  
**PECHINEY UGINE KUHLMANN**  
recherche de

### FUTURS CHEFS DU PERSONNEL

qui devront avoir :  
— une vocation explicite et réaliste pour la fonction,  
— un profil psychologique et intellectuel répondant aux trois aspects essentiels du poste : animation, négociation, administration,  
— une disponibilité géographique entière en France métropolitaine.

Cette offre s'adresse :  
Soit à des débutants diplômés grandes écoles (HEC-ESSEC-ENSCAE-IEP) ou ayant une formation juridique niveau 3e cycle.

Soit à des cadres pouvant faire état d'une expérience hiérarchique en usine ou dans tout autre style d'activité leur ayant donné le sens et le goût des relations humaines dans une structure comparable à l'industrie.

La situation comporte de larges possibilités de promotion tant internes qu'aux sièges des sociétés.

Adresser dossiers manuscrits, détaillés et motivés à n° 7100 EMPLOIS ET ENTREPRISES

18, rue Volney 75002 PARIS

Nous répondrons à toutes les candidatures.

Importante Société de Produits Industriels faisant partie groupe international recherche pour sa

Division Abrasifs appliqués

### ingénieur chimiste

(Ecole Nationale Supérieure de Chimie) auquel il sera confié des responsabilités de RECHERCHE APPLIQUEE

développement de nouveaux produits, étude de nouveaux procédés de fabrication, amélioration des produits existants.

Dépendant du DIRECTEUR TECHNIQUE de la Division, il sera en relation permanente avec les différents services de la Société.

Une première expérience acquise en Laboratoire d'Essai ou en Fabrication serait appréciée.

Connaissance de l'Anglais nécessaire. Lieu de travail : Nanterre Nord-Ouest.

Veuillez écrire sous référence M 5349

**INTERCARRIERES**

5, rue du Rector 75002 Paris

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

leader dans sa branche recherche

pour renforcer sa Direction Organisation et Informatique

### un ingénieur en organisation

Diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une solide expérience en Informatique de gestion, gestion d'entreprise, techniques O.S.T.

Il sera responsable :

• dans un premier temps d'un chantier d'organisation administrative portant sur les services administratifs de plusieurs succursales.

• dans un second temps de projets divers impliquant ou non un recours à l'Informatique.

Anglais courant nécessaire.

Salaires en fonction des compétences.

Merci d'envoyer votre candidature avec CV sous référence C.59 à C. LELOUVIER

**RANK XEROX** Service O.R.I.

B.P. 63 93602 Aulnay-s/Bois

### BÂTIMENT

Une importante Entreprise Française de bâtiment recherche des INGÉNIEURS DE GRANDES ÉCOLES pour assurer son développement continu.

### ingénieur d'affaires

Responsable d'un CA de 100 millions : contacts, prospection, suivi de la clientèle, études de prix, soumissions, mise au point des marchés. Pour un ingénieur ayant exercé la même responsabilité ou occupé un poste de chef d'agence. Réf. 748 A.

### directeur de production

Chargé d'animer plusieurs services Travaux (150 M de CA). Il aura une grande compétence technique (Bâtiment et BA), le sens des responsabilités, le goût de la gestion. Il s'appuiera sur des services auxiliaires très étoffés : méthodes, études, matériel... Age souhaité : 35 ans. Expérience professionnelle très sérieuse. Réf. 748 B.

### directeur de travaux GO

Chef de service chargé d'animer plusieurs centres de responsabilité (50 M de CA). Expérience analogue dans le bâtiment BA. Réf. 748 C.

### ingénieur de travaux GO

Adjoint au Directeur de Travaux. Pour un jeune ingénieur de 2 ans d'expérience des travaux. Réf. 748 D.

### ingénieur adjoint

### au chef du bureau d'étude BA

Secondera le chef d'un BET de 25 ingénieurs et projeteurs. Il aura une spécialisation poussée en Béton Armé et 4 ans d'expérience. Réf. 748 E.

### ingénieur adjoint

### au chef du bureau des méthodes

Secondera le chef d'un BDM de 35 personnes comprenant : 2 services méthodes, 1 service OST, 1 service coffrage, 1 service études mécaniques. Pour un ingénieur de Grandes Ecoles ayant le goût de l'organisation, le sens de la physique. Une expérience analogue est souhaitable. Réf. 748 F.

### ingénieur calculateur BA

Etudes de grands projets de structure en Béton Armé, calculs théoriques. Pour un jeune ingénieur de Grandes Ecoles ayant 2 ans d'expérience dans ce domaine. Réf. 748 G.

• Pour tous ces postes, le travail est à Paris.

• Ecrire avec C.V. et photo sous référence BLOOD (à mentionner sur l'enveloppe) à :

**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Vernet 75008 PARIS

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour l'équipe de Direction Générale d'une de ses Branches d'activité (20.000 personnes - C.A. 3 Milliards de F)

### DEUX CADRES HAUT NIVEAU

ILS DOIVENT :

— avoir 32 ans au moins  
— être diplômés Grandes Ecoles ou niveau Maîtrise Gestion minimum  
— avoir acquis, par leur expérience professionnelle, une connaissance générale des problèmes de l'Entreprise, notamment dans les domaines juridique, financier et de la gestion.

ILS SERONT :

— placés au sein d'une Direction administrative, financière et du Contrôle de Gestion  
— amenés à jouer un rôle de Consultant tant à l'intérieur du Groupe qu'à l'extérieur  
— à même de se créer par l'ampleur et la valeur de leur personnalité une carrière de tout premier plan.

Ecrire en indiquant prétentions à Service C

Psychologie appliquée  
**JUSTET**  
5, rue Brey - Paris 17e

NEGOCE MATIÈRES PREMIÈRES

### SERVICE FINANCIER

Nous sommes une importante Société française de négoce international de métaux non ferreux.

Nous confierons à un Cadre confirmé (Homme ou Femme, 40 ans minimum) la responsabilité de notre service financier.

Chargé de toutes les opérations tant bancaires qu'administratives liées à l'achat et au paiement en devises pour des marchés au comptant ou à terme, c'est aussi le responsable de la trésorerie (prévision des recettes et dépenses, opérations de placement et de crédit). C'est enfin un organisateur : il définit au mieux les procédures de travail et coordonne l'activité de son équipe.

**CEGOS**

garantit toute discrétion à l'égard de votre dossier sous référence M. 22.177, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES.



**Société Mutuelle Assurances Bâtiment & T.P.**

recherche pour son Département Informatique

### • chef de projet

### • adjoint à chef de projet

Les candidats devront avoir :  
• une formation supérieure, Grande Ecole de préférence ou diplôme universitaire,  
• une expérience en informatique supérieure à 3 ans,  
• des connaissances en temps réel, systèmes, pour le Chef de Projet, de solides notions de comptabilité.

Envoyer dossier manuscrit, photo et prétentions à Mlle VIARD (ACP) S.M.A.S.T.P. 114, avenue Emile Zola 75729 Paris cedex 12.

سكيا في الامم



صلى الله عليه وسلم

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	19,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## à un ORGANISATEUR

EN CABINET CONSEIL OU EN ENTREPRISE  
DEPUIS ENVIRON 2 ANS.

Vous avez participé à la conception et à la réalisation de schémas d'organisation administrative.

Vous avez l'intention de préciser et d'élargir votre expérience professionnelle ?

Le «SERVICE-ETUDES DE SYSTEMES D'INFORMATION» de notre société chimique multinationale peut vous aider dans cette démarche : selon les systèmes fonctionnels et informatiques à réaliser, elle vous propose :

- un travail de groupe (chefs de projet-organiseurs-analyses-programmeurs)
- une formation continue
- une expérience diversifiée étant donné l'importance des projets envisagés pour les 5 ans à venir.

Vous recevrez rapidement une réponse en envoyant votre curriculum vitae à Monsieur Ph. SONOLET Société CHA-GEIGY - 8, rue Lionel Tarnay - 92505 RUEIL-MALMAISON.

CAC 3466

La Direction Financière d'un groupe d'établissements financiers recherche

## JEUNES DIPLOMÉS (EES)

HEC - ESSEC - ESC

(ou équivalent), ayant une première expérience au sein d'une Direction Financière.

POSTES A POURVOIR :

UN (E) ATTACHÉ (E) DE DIRECTION  
(secrétariat général, études financières)

UN ASSISTANT

ou Chef du Service Trésorerie

Les candidats retenus auront, en fonction de leurs résultats la possibilité d'évoluer vers d'autres postes de la Direction Financière, et pourront ainsi acquies une formation complète.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à n° 85483 B.

94300 VINCENNES, qui transmettra.

BLEU PUBLICITE, 17 rue Lebel.

SI VOUS AVEZ :

- Un diplôme d'Etudes Supérieures ou de Grande Ecole,
- Exercé des responsabilités de Direction,
- 35 ans ou moins.

SI VOUS ETES :

- Financier,
- Informaticien,
- Bilingue français-anglais.

SI VOUS VOULEZ :

prendre au 1<sup>er</sup> janvier 75  
la DIRECTION GÉNÉRALE  
d'un établissement financier

Envoyez C.V. manuscrit avec photo, niveau de salaire actuel et prétentions, à  
REGIE-PRESSE, n° 74.885  
85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris.

## BANQUE PRIVEE

poursuivant expansion et en prévision ouverture prochaine de nouvelles Agences  
ACCUEILLE  
en Agences Paris, et au Siège (Paris 9e)  
PLUSIEURS

## ATTACHES CLIENTELE PARTICULIERE

CADRES, PROF. LIBER, COMMERCE  
PROSPECTION et ENTRETIEN DE CETTE Clientèle : travail au sein de petites équipes EFFICACES.  
CLASSE III/III

IL FAUT

- HOMME, BAC ou NIVEAU + B.P. BANQUE minimum
- Connaissance des produits bancaires, des placements et TITRES, des crédits aux Particuliers.
- EXPERIENCE (2/3 ans) de la MEME CLIENTELE et des MEMES PRODUITS.

DISCRETION ABSOLUE  
en vue contact et décision rapides, lettre manuscrite, C.V., fonctions actuelles, classe, rémunérat. et phot. (ret.) se réf. 20872

**sélection conseil**  
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFFILIÉE A GROUPE D'IMPORTANCE MONDIALE

recherche pour son siège à PARIS

## ESCP - HEC. ESSEC.

ayant de préférence quelques années d'expérience en Audit ou contrôle de gestion pour un poste

## D'ATTACHE DE DIRECTION

relevant directement du Président Directeur Général.

- Bonne connaissance de la langue allemande (écrite et parlée) indispensable.
- Option gestion financière, D.E.C.S.
- Poste susceptible de déboucher à moyen terme sur responsabilités importantes au sein de la Société.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 85588 à  
BLEU PUBLICITE  
17, rue du Dr Lebel, 94300 Vincennes qui transmettra

Important Groupe Privé d'Assurances à Paris recherche, dans le cadre de son évolution et de son nouveau plan informatique qui sera axé sur le télétraitement et les bases de données,

## SON RESPONSABLE SYSTEME

directement rattaché à la Direction Informatique

Il encadrera et animera le Groupe Système, et sera chargé :

- d'étudier et de piloter la constitution d'une base commune de données ;
- de définir l'ensemble des moyens hardware et les systèmes d'exploitation s'y rapportant, pour faire face à tous les nouveaux besoins ;
- de gérer avec les équipes d'Etudes et d'Exploitation les systèmes de télétraitement pour l'ensemble du groupe.

Ce poste peut convenir à un homme de « forte carrure », de formation supérieure (X, Mines, Supélec, Centrale, Télécommunications, Paris, etc.), âgé de 30 ans minimum et pouvant témoigner d'une bonne expérience du système.

**Séle CEGOS**  
Adr. lettre man., C.V. dét., photo et dem. résum. se réf. N° 77044, 33, quai Gallien, 92153 Suresnes.

## everitube

Filiale de Saint-Gobain Industries AMANTE - CIMENT - POLYESTER Recherche pour son Service ETUDES et DEVELOPPEMENT

## INGÉNIEUR NOUVEAUX PRODUITS

Contrôle, A. M., Ponts et Chaussées, T.P. ou équivalent

Spécialiste commercial et technique des familles Produits dont il a la charge, il veille, dans le cadre des marchés actuels et potentiels, à les développer, à les renouveler par la recherche de nouveaux produits. Il est en liaison permanente avec l'usine pilote, les usines et les services commerciaux du Siège et des Directions Régionales.

Expérience pratique du Bâtiment (Charpente, bureaux d'études techniques, engineering) indispensable.

Adr. C.V. dét. et phot. sous n° 121.269  
30, rue de Mogador, Paris-8<sup>e</sup>

entre de psychologue appliquée

## RANK XEROX

## AUDITEUR Homme ou Femme

Diplômé d'une grande école de commerce et titulaire du D.E.C.S.

Vous avez un ou deux ans d'expérience des techniques de l'audit ou de la révision comptable, vous pourrez élargir cette expérience au sein de notre Société qui vous demande aussi d'intervenir comme :

## CONSEIL

de toutes les fonctions de la Société. L'Anglais est indispensable. Le poste implique une collaboration étroite avec les services correspondants de notre siège à Londres, dans le cadre de la coordination de l'audit au niveau international.

Merci de nous envoyer votre candidature avec C.V. sous référence C.42 à F. ESCOFFIER.

RANK XEROX B.P. 63 93602 Aubay/Bols

Société Industrielle d'Importance nationale recherche pour faire face au développement de ses activités et à la décentralisation régionale de ses unités

## CADRE PERSONNEL

Le Poste est créé à la Direction du Personnel du Siège (PARIS).

Avec l'équipe actuellement en place, il lui sera confiée la responsabilité de recrutements (Techniciens et Cadres).

Il participera à des actions d'information et d'animation.

Cette expérience des hommes et de l'entreprise doit lui permettre d'évoluer vers des missions de gestion de carrières ou de formation.

L'homme que nous attendons est un jeune Sup. de Co. psych. ou équivalent pouvant allier des capacités d'action et de contact à une bonne rigueur de jugement.

Adressez cur. vitas et photo à réf. 7.348 à ORGANISATION et PUBLICITE

2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

## CONTROL DATA

## Fonction Achats : centralisation des responsabilités chez Control Data

Pour son nouveau service central des achats, Control Data recrute des spécialistes

## RESPONSABLE DES ACHATS (h. ou f.)

Selon la politique définie par le purchasing manager dont il devra, le candidat relever la responsabilité des marchés qui lui seront confiés : négociation, étude des contrats, suivi des opérations.

Le candidat que nous souhaitons recruter possède :  
• une première expérience de la fonction achats de matériel électrique et électronique ;  
• une «plénitude personnelle» ;  
• des bases de droit commercial et des notions d'anglais ;  
• une voiture pour déplacements région parisienne.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : CONTROL DATA Service du Personnel 135, rue de Bercy 75582 Paris.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES - PARIS

## UN INGÉNIEUR CHIMISTE

- Ayant une expérience industrielle en FERMANTATION
- Age minimum 35 ans

Pour ce poste, le candidat devra nécessairement :  
— Connaître l'anglais.  
— Pouvait se déplacer en France et à l'étranger.

Env. C.V. détaillé (photo et rémunération souhait.) à SWKERTS, BP 280, 75424 PARIS CEDEX 03, q. n. sous référence n° 1230

Un des leaders de l'Edition Scolaire recherche un

## délégué pédagogique

pour lui confier sur un secteur (PARIS NORD, 95 et 60) 24h en pleine activité, la promotion des livres scolaires, des ouvrages de formation et du matériel pédagogique auprès des Etablissements scolaires, libraires spécialisés et autres clientèles potentielles.

Cette fonction conviendrait à un homme rompu aux rapports humains (minimum 28 ans), de FORMATION SUPERIEURE ou ayant pratiqué l'enseignement quelques années, et attiré par la négociation et la vente.

• Formation assurée  
• Fixe mensuel important + Intéressement aux ventes d'ensemble pouvant atteindre 40.000 F (à la première année) + Indemnités de repas + voiture fournie (garantie et frais payés).

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo au service 1103

10 rue du mail Paris 2<sup>e</sup>

Structures d'entreprises et carrières

## ENTREPRISE DE FROID A CASABLANCA

recherche

## TECHNICIEN FRIGORISTE QUALIFIE

capable d'assurer poste de DIRECTEUR TECHNIQUE

Compétent pour Etudes et Réalisation d'Entrepôts frigorifiques de moyenne dimension, Climatization.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : UNIVAS, B.P. 330, CASABLANCA, n° 513.

## SNCF

## JEUNES GENS JEUNES FILLES

la SNCF offre 157 emplois dans ses bureaux d'études "Equipe"

Recrutement par Concours des 24, 25 et 26 septembre (Pas de diplôme exigé - Niveau terminale C ou E). Connaissances en dessin nécessaires.

Hommes et femmes âgés de 18 à 30 ans. Salaire mensuel brut de début : 2300 F environ. Carrière intéressante. Emploi stable. Avantages sociaux.

Pour renseignements et inscriptions avant le 5 septembre s'adresser à M. le Directeur (Département du personnel) :

- Direction de l'Equipe : 42 r. de Châteaudun, Paris 8e (72 postes)
- Réseau EST : 13 r. d'Alsace, Paris 10e (16 postes)
- Réseau NORD : 18 bis r. de Dunkerque, Paris 10e (9 postes)
- Réseau OUEST : 20 r. de Rome, Paris 8e (7 postes)
- Réseau SUD-OUEST : 1 place Valhubert, Paris 13e (35 postes)
- Réseau SUD-EST : 20 boulevard Diderot, Paris 12e (18 postes).

## THOMSON - CSF

DIVISION SEMICONDUCTEURS

recherche pour ses Services Commerciaux de COURBEVOIE

## 2 INGÉNIEURS

## TECHNICO-COMMERCIAUX

POSITIONS II et III

Minimum 30 ans — SUP.-ELEC. ou équivalent — pour promotion et vente de semi-conducteurs, spécialement circuits intégrés à des fabricants d'équipements civils et militaires.

Convient à des ingénieurs ayant quelques années d'expérience dans services d'études ou de développement d'équipements électroniques.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à : THOMSON CSF, Division Semiconducteurs, 50, rue Jean-Pierre-Hubert, 92403 COURBEVOIE.



offres d'emploi

**JEUNE DIPLOMÉ (E)  
de l'enseignement supérieur  
(IUT - IPAC - etc)**

Vous avez 25 ans, une formation financière ou comptable, et une première expérience acquise soit dans un service financier, soit dans une banque (contrôle des changes).  
Nous sommes une Société française de négoce international de métaux non ferreux, et nous vous proposons d'entrer dans notre service financier. Nous vous formerons aux opérations financières qu'imposent les achats et règlements en devises, et la gestion de trésorerie.  
Ce poste peut évoluer, à terme, vers des responsabilités plus importantes.

garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier  
sous référence M 22.178,  
33, rue Gallieni, 92153 SURESNES.

**SALÉ  
CEGOS**

**ÉTABLISSEMENT FINANCIER  
recherche pour son  
SERVICE ETUDES ET ORGANISATION**

**UN INGÉNIEUR  
EN ORGANISATION**

Le candidat aura :  
— 30 ans minimum.  
— Une formation supérieure, Sup. de Co., Sc. Eco. etc.  
— Une bonne expérience en organisation acquise de préférence au sein d'un établissement financier ou similaire.  
— Des connaissances solides en informatique.  
— Des qualités de personnel lui permettant d'assurer des contacts à tous les niveaux de l'entreprise.

Ses missions le conduiront à participer à l'étude et à la mise en place de solutions nouvelles concernant l'organisation et la gestion des différentes fonctions de l'entreprise.  
Avantages de la profession bancaire.

Envoyer C.V. détaillé, expérience, photo et niveau rémunération à n° 65.772 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

**PETITE FILIALE FRANÇAISE  
D'UN GROUPE INTERNATIONAL  
LEADER DANS SA BRANCHE**

**UN CHEF-COMPTABLE  
(HOMME)**

diploché de l'enseignement supérieur capable :

- d'être pleinement responsable de la comptabilité,
- de diriger cette comptabilité et d'introduire de nouvelles méthodes,
- de mettre sur pied la comptabilité de nouvelles usines et sociétés.

Expérience de plusieurs années.  
Anglais courant nécessaire.  
Salaires en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à :

Pierre LICHOU S.A.,

10, rue de la Vierge 75003 Paris cédex 02 qui transmettra (sous référence 2438)

**IMPORTANT SOCIÉTÉ  
DE MATÉRIEL DE PRÉCISION**

**INGÉNIEUR CHIMISTE**

30 ans minimum  
Expérience en chromatographie et appareils d'analyse.

Diplôme d'ingénieur et connaissances de la langue anglaise exigées.

Le lieu définitif de travail pourrait être en province.

Envoyer curriculum vitae, photo et prêt, n° 65.504, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>re</sup>, qui tr.

- Vous avez une formation supérieure niveau EXPÉRIENCE COMPTABLE et quelques années d'expérience en AUDIT et ORGANISATION.
- Vous avez des connaissances en INFORMATIQUE.
- Le contrôle et l'organisation comptables vous intéressent.
- Vous avez le goût des voyages et vous maîtrisez parfaitement l'Anglais.

**TOTAL  
Compagnie Française  
des Pétroles**

Vous proposez au sein de sa Direction Financière (groupe) un poste d'

**AUDITEUR - ORGANISATEUR**

Pour interventions dans ses filiales et participations en FRANCE ainsi qu'à l'ÉTRANGER.

Adressez C.V. manuscrits détaillés avec photo et présentations au D<sup>re</sup> Gestion du Personnel/R.G.P. à r. Michel-Ange, 10781 Paris Cédex 18 ou réf. 74018.

**ORGANISME DE PRÉVOYANCE**

recherche dans le cadre de son expansion

**JEUNES GENS**

Libérés obligations militaires  
Diplômés ou niveau études supérieures

Lieu de travail PARIS

Adressez C.V., prêt, en joignant photo à n° 66.017 Contesse Publicité - 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup> q. tr.

offres d'emploi

**IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE**

recherche pour PARIS puis ORLÉANS

**UN INGÉNIEUR  
ELECTRONICIEN**

Connaissances matériel télécommunication et microélectronique, réalisation circuits imprimés. Expérience bureau d'études comme Responsable exécution dossiers pour fabrication série.

Entrée avec C.V. et présent. sous n° 65.348, Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cédex 01, qui trans.

B. SESTRE

**BANQUE PRIVÉE**

Quartier Champs-Élysées  
recherche pour son siège social

**EMPLOYÉS (ÉES)  
ADMINISTRATIFS (VES)**

réf. 3545 A.  
les candidats devront avoir une bonne expérience de la rédaction, accompagnée de connaissances comptables (C.A.P.).

**COMPTABLES**

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> échelon  
réf. 3545 B.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Régime de prévoyance.

Adr. C.V. et photo en rappel, la référence du poste choisi à AXIAL Publ., 51, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

**pipeline  
engineering**

Notre société possède une longue expérience en PIPELINE ENGINEERING.

Son développement passe naturellement par la recherche de nouveaux contrats.

Pour les négociations à haut niveau nous désirons la collaboration d'un :

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE  
(X, MINES, CENTRALE, etc...)**

Vous avez 30 ans minimum, parlez bien l'anglais, possédez plusieurs années d'expérience d'ingénieur ou d'entrepreneur dans le domaine pétrolier ou de pipelines.

Fous Rhesus: pas à vous déplacer fréquemment à l'étranger, mais à vous avec sous référence 80.11, à EUREQUIP.

EUREQUIP  
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

**LA RADIOTECHNIQUE**

recherche

**CADRES DÉBUTANTS**

E.S.C. - E.S.S.E.C.  
H.E.C.

Ces jeunes cadres recevront une préparation de leur confort dans l'avenir des responsabilités de

**CONTROLEUR  
DE GESTION**

dans un établissement de la région parisienne ou de province.

Une formation comptable complémentaire serait appréciée.

Adressez C.V. manuscrits au Chef du Personnel, La Radiotechnique, 51, rue Carnot, 92150-SURESNES.

**AUDIT INTERNE**

LE GROUPE NOBEL BOZEL crée au sein du service Audit Interne de sa Holding un poste qui conviendrait à un candidat ayant une expérience d'Audit de 2 ans au moins, acquise dans une société ou un cabinet anglo-saxon.

Pour réussir à ce poste, il faut posséder de solides connaissances comptables et fiscales, le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe ; il est également nécessaire de savoir lire l'anglais.

Le poste, situé à Paris la Défense, implique des déplacements fréquents mais de courte durée. Les perspectives de carrière sont largement ouvertes au sein du Groupe pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre man. dét., photo et résum. envisagé, sous réf. 121 B, à NOBEL BOZEL, Département Recrutement, Tour Roussel Nobel, Cédex 3 - 92080 Paris la Défense.

NB

**Crédit Industriel et Commercial**

cherche pour son SERVICE FISCAL

**collaborateur**

ayant formation et expérience confirmée en matière fiscale.

Adressez C.V., photo et présentations au CIC Service du recrutement, 68 r. de la Victoire 75009 Paris

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique, 21, rue du Dôme - 92100 BOULOGNE

offres d'emploi

**Christofle**

recherche pour son service approvisionnement à SAINT-DENIS (93)

**UN ADJOINT  
au CHEF DES ACHATS**

Poste cadre exigeant formation de niveau supérieur et expérience professionnelle (Diplôme E.S.A.P. apprécié)

Anglais indispensable - Allemand souhaité Développement intéressant pour candidat motivé et dynamique dans une Société de 1 800 personnes en pleine expansion

Adr. C.V., photo et présent. à Chef du Personnel, 112, rue Ambroise-Croizat - 93008 SAINT-DENIS.

**IMPTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE SERVICE**

recherche pour son DÉPARTEMENT DU PERSONNEL

Jeune collaborateur capable d'occuper dans un délai de 2 ou 3 ans, le poste de :

**RESPONSABLE  
DU PERSONNEL DU SIÈGE**

Le candidat devra :  
— être licencié en droit I.E.P. ou équivalent ;  
— posséder quelques années d'expérience dans le domaine de gestion du personnel.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit avec photo et présentations sous le n° 1700 à :

J.R.P., 39, rue de l'Arcade, PARIS-8<sup>e</sup> qui transmettra.

**INTERTECHNIQUE**

Equipements aérospatiaux - Instruments scientifiques et médicaux - Informatique

recherche

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

de formation type Institut de Programmation ayant une solide expérience des systèmes temps réel sur mini-ordinateur.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adressez curr. vitae avec présentations, en précisant référence annonce 482 à Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**

Proche PORTE D'ORLÉANS, recherche

**CADRE COMPTABLE**

Ayant quelques années d'expérience

Pour succéder le Chef du Service Comptabilité (effectif 60 personnes environ)

Outre de bonnes connaissances en comptabilité générale et analytique ce cadre doit être familiarisé avec la gestion informatisée.

Une bonne aptitude à diriger du personnel est indispensable.

Envoyer C.V. à n° 66.167 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui transmettra.

**adjoint du directeur général**

Une PME très performante, - papiers et cartons - implantée dans la banlieue parisienne 77, recherche :

- un homme jeune 30 ans min. pour succéder le Directeur Général (gestion et commercial)
- de formation supérieure (H.E.C. - E.S.S.E.C. - Sup. de Co.)
- rémunération non inférieure à 70.000 F/an
- poste à pourvoir rapidement.

pour inf.-compl. écrire référence 210014 A m

28, rue Trombet 75008 Paris

**Banque Privée en expansion**

recherche pour son Siège Social Paris (8<sup>e</sup>) :

**GRADÉS confirmés**

Classe III ou IV

en vue constitution équipe volante appelée à renforcer temporairement effectif services parisiens et provinciaux.

Les candidats devront avoir également bonne expérience administrative et comptable.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Régime de prévoyance.

Adr. C.V. et photo à n° 3.540 AXIAL Publ., 51, rue Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

Ing. électronicien - mini 2 ans expér. tech. ou commerciale, préf. Hardware Informatique.

Dynam., ambicieux, responsable, comm. anglais. Pour vente produits de haute technologie (périphériques) aux construct. d'ordinateurs et systèmes.

Notes :  
— sommes une Société U.S. bien implantée en Europe, avec un support industriel local.

Adressez curriculum vitae, photo et présentations, à

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique, 21, rue du Dôme - 92100 BOULOGNE

offres d'emploi

**MATRA**

La division système civil recherche pour ses activités informatiques un

**INGÉNIEUR ANALYSTE**

Pour développer le logiciel de système d'automatismes. Le profil recherché peut concerner un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience en analyse programmation sur des systèmes T. 2000, T. 1600 ou NOVA.

Le poste est disponible dès maintenant.

Adressez lettre manuscrite et présentations à

**MATRA** Direction des Affaires Sociales BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

**IMPORTANT SOCIÉTÉ  
DE MATÉRIEL DE PRÉCISION**

proche banlieue parisienne

**UN CHEF COMPTABLE**

35 ans minimum  
Niveau expertise

Possibilité d'évolution.

Envoyer C.V., photo et présentations, à n° 65.502, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS (1<sup>re</sup>).

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**

Leader dans sa branche

recherche pour sa Société Française

**CHEF DE FABRICATION**

MECANIQUE DE PRÉCISION

Expérience technique et de gestion des ateliers indispensables. Dynamisme et aptitude au commandement - Anglais souhaité.

Rémunération annuelle : 70.000 francs.

Pourrait être plus élevée pour candidat de qualification supérieure dans cette spécialité.

Ecr. CANET, n° 7.658, 82, rue de Richelieu, Paris.

**Import. Société de Tuyaerie Industrielle**

(Groupe de premier plan)

recherche

**INGÉNIEURS**

CHARGÉS D'AFFAIRES

qui seront chargés de la coordination et de la gestion de commandes importantes.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE

Adressez lettre manuscrite avec C.V. et présentation à n° 8606 PUBLICITE SEUNES

112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui trans.

**L'Équipe MARKETING de la**

**GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE**

(première entreprise française de vente par correspondance, spécialisée dans la culture et les loisirs)

recherche

**un jeune CHARGÉ D'ÉTUDES**

enthousiaste et dynamique

- HEC, ESSEC ou SUP. de Co ;
- Bon esprit d'analyse ;
- Travail passionnant ;
- Appréhensions intéressantes ;
- Possibilités de promotion dans un groupe international ;
- Lieu de travail : EVREUX.

Ecr. à Mme Derolde, G.I.D., B.P. 1000, 27029 Evreux.

**GROUPE D'ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS**

recherche pour son Service Contentieux

**RÉDACTEURS**

de différents niveaux

Ayant de préférence : connaissances juridiques ou pratique professionnelle.

Envoyer curriculum vitae + photo, n° 65.462, BLEU FORTIOT, 17, rue Labat, 94000 VINCENNES, qui transmettra.

**IMPORTANT ORGANISME DE CRÉDIT**

recherche pour son

**SERVICE PRÉ-CONTENTIEUX**

**UN JEUNE CADRE**

- 25 ans minimum.
- Solide formation JURIDIQUE sanctionnée par un diplôme.
- Expérience souhaitée du recouvrement d'impayés acquies de préférence dans une société de Crédit ou chez un Officier Ministériel.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations, sous référence 84.840, Publicité ROGEE BLEY, 101, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL**

20 km Est de Paris -

recherche pour sa direction financière

**CONTROLEUR DE GESTION**

- E.S.C., E.S.S.E.C. ou équivalent ;
- bonne formation comptable de base ;
- connaissances problèmes budgétaires, gestion prévisionnelle et analyse de gestion ;
- homme de dialogue ;
- si possible expérience cabinet organisation ou audit ;
- connaissance anglaise appréciée.

Envoyer C.V., B. Moutet, 11 bis, rue du Parc, 94360 BRIS-SUR-MARNE

سكيا في الامل



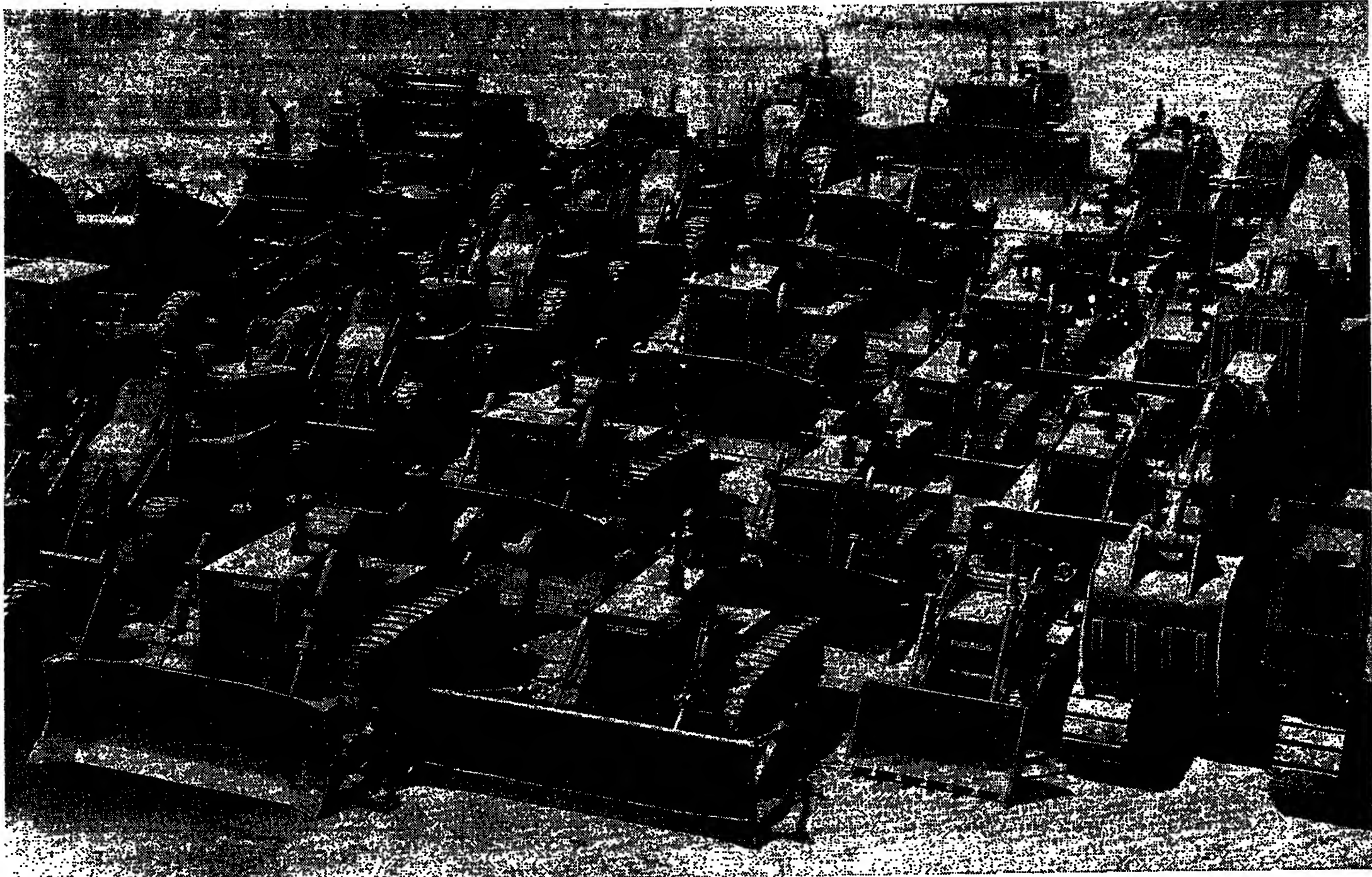








صكنا من الامم



## Une gamme d'engins avec 35 modèles de base.

Fiat-Allis : un nom nouveau dans l'industrie du matériel de travaux publics. Mais un nom qui veut déjà dire beaucoup de choses.

Fiat-Allis est née avec une gamme complète d'engins : dozers dans chaque catégorie de puissance ; chargeurs sur chenilles et sur pneus ; excavateurs hydrauliques ; machines pour la pose des pipe-lines ; motor graders et motor scrapers.

Certains de ces engins vous sont familiers. D'autres pas.

Fiat-Allis a intégré les gammes de produits de deux grands constructeurs de matériel de travaux publics : Allis-Chalmers, un pionnier de cette industrie en Amérique, et Fiat, de loin le leader en Europe.

Dès le départ, Fiat-Allis est installée aux premiers rangs mondiaux. Avec des usines implantées sur

trois continents. Avec un réseau de vente et d'assistance qui couvre 125 pays.

L'industrie américaine et l'industrie européenne n'ont peut-être jamais été aussi loin ensemble. Deux énormes entreprises mettant en commun leur spécialisation dans les travaux publics, leurs moyens de production et de recherche, leurs ressources financières.

Fiat-Allis veut maintenant rendre la vie un peu plus dure à ses concurrents. En construisant de meilleures machines. En assurant un meilleur service. Et en apportant la preuve à ses clients qu'on peut être grand et ne pas oublier à qui on le doit.

Fiat-Allis a de l'ambition, beaucoup d'ambition. Mais derrière le nom Fiat-Allis, il y a plus que cela.

## Nous n'avons pas que de l'ambition.

**FIAT-ALLIS**



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## ENVIRONNEMENT

## Depuis deux mois, vingt navires ont été surpris en train de lâcher du mazout au large des côtes françaises

Brest. — Pas de vacances cette année dans la lutte contre la pollution des mers. Pendant les mois de juillet et août, vingt cargos et pétroliers ont été surpris en train de rejeter des hydrocarbures à proximité des côtes françaises. Les preuves de leurs délits ont été transmises soit aux tribunaux français, soit aux gouvernements étrangers. Les dossiers sont si accablants que les capitaines seront très vraisemblablement sanctionnés. La police des océans n'est plus un vain pleur, et la France, dans ce domaine, donne l'exemple.

Certes, depuis quelques années déjà les appareils de l'aéronavale, en particulier ceux de la base de Lan-Bihoué (Bretagne), avaient un œil

sur les tankers. En 1973, une trentaine de pollueurs ont été repérés. Cet été, on a serré le vis d'un nouveau ton. À la dizaine d'avions qui sillonnaient en patrouille entre la Manche et l'embouchure de la Gironde, on a adjoint les opérateurs radio du Centre régional opérationnel de sauvetage (CROS), et en mer les vedettes de la douane, de la gendarmerie et des affaires maritimes. Le rythme des flagrants délits est passé de deux à trois par mois à dix par mois. Mais cette surveillance est interrompue par le brouillard et par la nuit. Alors, pendant la dernière semaine du mois d'août, on est passé au régime de haute surveillance. Une expérience sans doute unique au monde. Une expérience réussie.

## Guerre aux pirates de la pollution

Samedi, 15 heures. — Le bâtiment grand-pêche *Henri-Nogues* fait des ronds dans l'eau à 10 milles au nord d'Ouessant. Gris, effilé, bas sur l'eau, il doit être peu visible dans la houle et sous le ciel plombé. Hors des Bretons, anciens pêcheurs pour la plupart, qui n'aiment pas qu'on leur saisisse la mer. Le capitaine, François Talbot, a tout ce qu'il faut : radar, sonar, poste radio et un gros diesel pour lancer quand il le faudra. Pour l'instant, il tourne à vitesse réduite sur le « rail » qui est une sorte d'autoroute de la mer, qui passe au large du Finistère. Sur deux files, cargos, pétroliers et paquebots en lente procession descendent vers l'Atlantique ou remontent vers la Manche.

Dans le ciel, ses deux hélices brassant l'air à 1500 mètres, un Noratlas du centre d'essais en vol bourdonne au-dessus du « rail ». À bord, cinq hommes d'équipage, des appareils photo, mais surtout deux techniciens et une caméra à infrarouges. Par temps clair comme dans la nuit, elle distingue l'infime différence de température qui existe entre l'eau de mer et une tache d'hydrocarbure. Grâce à un appareil de transmission, elle peut

## De notre envoyé spécial

en donner à distance une image équivalente aux écrans de télévision du Centre national d'exploitation des océans (CNEO) à Brest, où l'on a installé le P.C. de l'opération. Les ingénieurs, les officiers, le sous-préfet, les pêcheurs, qui sont venus voir en direct ce qui se passe sur le « rail » sont stupéfaits : des taches noires, il y en a tous les 4 kilomètres. Première estimation : sur les 200 kilomètres du « rail » passant au large d'Ouessant, il doit se produire une dizaine de déversements chaque jour.

15 h. 30. — Alerte. Le bimoteur survole une tache allongée qu'il reconnaît comme un chien qui fait une piste. On la voit se déformer sur les écrans du CNEO : un filet noir et sinistre coulant comme une tache d'encre sur le gris de l'océan. Soudain, la silhouette du navire apparaît, taillant sa route et lâchant ses ordures. Entre le P.C., l'avion et la garde-fêche, les radios naissent. Le piège se referme. Sur un ordre de Jean-Claude Mourlon, l'ingénieur du CNEO qui dirige les opérations, le Nor-

atlas pique vers le pétrolier. Il s'agit du *Sector*, un tankier londonien. Son sillage est pollué sur 30 kilomètres.

16 heures. — Le *Henri-Nogues* stoppe au milieu d'une nappe irisée d'huile monte une puissante odeur de mazout. Un chimiste de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.), préleve des échantillons. Tout à l'heure, on va rédiger un constat qui complètera plus tard avec les résultats de ses analyses. Car il faut savoir de quel hydrocarbure il s'agit et quelle est sa provenance. On trouve de tout dans le sillage des pollueurs. Des résidus de déballastage mêlés de détergents des builes de café, du brut, et dans ce dernier cas on peut connaître sa provenance : car il existe depuis peu une carte d'identité chimique de chaque espèce de pétrole.

16 h. 30. — Opération terminée, chacun reprend la veille.

## Infrarouge

## et boîte noire

Le *Petworth* ayant été repéré dans les eaux territoriales françaises, son dossier complet sera transmis au procureur de la République de Brest. On a pu se demander et son capitaine de trois mois à deux ans de prison. S'il s'était trouvé au-delà des 12 milles, son dossier aurait été envoyé à Londres, qui peut lui infliger des sanctions du même ordre. La Grande-Bretagne, comme la France, a signé la convention internationale de 1954 interdisant tout rejet d'hydrocarbures dans l'Atlantique du nord-est.

L'expérience de haute surveillance a permis d'« épingler » cinq pollueurs en une seule semaine, ce qui double le rythme des prises de sanctions. C'est près de cent cinquante pilotes de la pollution qui seraient repérés dans l'année, et cela uniquement grâce au *Henri-Nogues*. C'est dire la gravité du mal et l'importance des moyens de répression qu'il faudrait mettre en ligne pour le juguler. Car le « légal » des fonctionnaires déjà. Des tankers interrompent leur déchargement dès qu'ils aperçoivent un avion ou une vedette. Bientôt, les pollueurs attendront pas de radar, l'un des quatre libérés des Baumeilles — membre à la fois de la F.D.S.E.A. et de l'A.R.C. — a donné une réponse en mode ironique : « Nous remercions de leur appui les élus, les syndicats et les partis. » Ils n'étaient pas là. La section du parti communiste d'ailleurs, qui a communiqué qu'il affirmait sa solidarité aux agriculteurs et dénonçait les aventuriers qui donnent des prétextes à la répression. En fait, mille cinq cents personnes, agriculteurs et membres de l'ASCO — dans la rue et une centaine d'éléments de choc, ce n'est peut-être qu'un début mais ce n'est pas encore la population.

Pour autant, la préfecture a-t-elle réagi à l'attaque ?

« On a profité de l'occasion pour démasquer les activistes ? Il ne semble pas. Dans la rue, il se dit de bouche à oreille que « les commandes prochaines ne s'arrêteront pas ». Au bout de tout cela, qui gagne ? La violence seule. « Fait d'éléments incontrôlés, non agricoles et des forces de l'ordre », affirme la D.S.E.A. de Corse dans un communiqué.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Le malaise paysan

- Nombreuses manifestations pendant le week-end
- Le climat reste tendu à Ajaccio

De nombreuses manifestations d'agriculteurs se sont déroulées pendant le dernier week-end. C'est ainsi que dans les Ardennes, où plusieurs barrages filants avaient été mis en place, les paysans ont fait entendre une motion. À Ajaccio et à Sète (Hérault), ils ont manifesté sur les routes ce même samedi. A Lons-le-Saunier enfin, trois responsables de la F.D.S.E.A. du Jura ont été placés sous contrôle judiciaire à la suite de la destruction en

juillet dernier de plus de trois cents jeunes sapins dans le parc du château de Marina-sur-Valoux, près d'Orange (Jura), qui appartient au comte de Froissard de Broissat, beau-frère du président de la République.

En Corse, après les violents incidents qui ont opposé samedi mille cinq cents manifestants aux forces de l'ordre, le climat reste tendu — un nouvel attentat à l'explosif a été commis dimanche matin au chal de Borgo, près de Bastia.

## De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Ainsi samedi soir « la manifestation a eu lieu » ; et comme le climat se laissait évidemment prévoir, la violence a eu son heure — sur deux heures — dans les rues d'Ajaccio. Mais l'important est-il de savoir « qui a commencé », après le refus du préfet de recevoir une délégation de paysans ? ou même de faire le compte des vitrines brisées, des blessés (une dizaine), des arrestations (une vingtaine) ? Mais dans une « boîte noire » d'émotion les paysans aient volé pour répondre aux grenades lacrymogènes, que des incendies brisèrent, des arrestations (une vingtaine) ? Mais dans une « boîte noire » d'émotion les paysans aient volé pour répondre aux grenades lacrymogènes, que des incendies brisèrent, des arrestations (une vingtaine) ? Mais dans une « boîte noire » d'émotion les paysans aient volé pour répondre aux grenades lacrymogènes, que des incendies brisèrent, des arrestations (une vingtaine) ?

## apprecié qu'on les déplace eux

aussi à Marseille.) Il reste, au bout de l'épreuve de force, que le dossier est toujours là. Les propos de M. Debatte ne diffèrent finalement pas beaucoup de ceux d'un jeune agriculteur corse : « Nous nous sommes endettés parce que nous sommes joués — durement, en démantelant, en défrichant — la carte du développement de la Corse. Nous faisons en somme de l'aménagement du territoire. Et nous sommes lâchés brutalement au milieu du gué. »

Des jeunes-là entendent effacer la vieille image de la Corse — nonchalante et réfugiée dans les sinécures. Il est souhaitable qu'on leur prête attention au-delà de tous les tapages et de toutes les attitudes excessives. C'est urgent : bientôt les cuves vont déborder, et ce n'est pas une image : le vin de l'an dernier les rempli encore, alors que se préparent déjà les très prochaines vendanges.

JEAN RAMBAUD.

(1) Toutefois, le maire de Vero (U.D.R.), d'autre part, a fait partie de la délégation.

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Vingt nominations

Le Journal officiel du 1<sup>er</sup> septembre publie une série de décrets complétant les nominations des membres du Conseil économique et social (le Monde des 29 et 30 août).

Les nouveaux membres sont, en qualité de représentant du logement : M. Pierre Delmon, président du conseil d'administration des HLM de la Région de Paris ; M. Xavier de la Fournière, agent de change près la Bourse de Paris ; de la mutualité : M. André Borreau, président de la Fédération nationale de la mutualité française ; des organismes participant au développement économique régional : M. Pierre Madault, président du Conseil national des économies régionales ; et Joseph Martray, vice-président du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons ; au titre des activités économiques et sociales des départements d'outre-mer : M. Louis Ignié, vice-président-directeur général

des Chantiers de l'Atlantique. Au titre des activités économiques et sociales des départements d'outre-mer, sont nommés (nouveaux membres) : MM. Max Elze, Eric Lequerre, Said Combèche, Georges Poulet, Jacques Caillé, Albert Cyrille et André Lafond. Sont renouvelés dans leur fonction, en qualité de représentants de l'épargne : M. Xavier de la Fournière, agent de change près la Bourse de Paris ; de la mutualité : M. André Borreau, président de la Fédération nationale de la mutualité française ; des organismes participant au développement économique régional : M. Pierre Madault, président du Conseil national des économies régionales ; et Joseph Martray, vice-président du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons ; au titre des activités économiques et sociales des départements d'outre-mer : M. Louis Ignié, vice-président-directeur général

## Le Marché Français

## Les « Indices de Richesse Vive »

## SÉMINAIRES PROSCOP

Innovation, créativité et marketing ..... 16-17 sept.  
Choix et utilisation d'une agence de publicité ..... 18 sept.  
Poser et résoudre un problème ..... 19-20 sept.  
Rémunération et stimulation des représentants ..... 19-20 sept.  
Implantation et sélection d'un point de vente ..... 26-27 sept.

Renseignements et programmes détaillés :  
Christiane MALAIZE, Tél. : 720-11-29, 258-17-54 et 339-85-70.  
Institut PROSCOP, 18, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

## une suggestion pour vos repas d'affaires

**le restaurant club**

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

• le restaurant, le bar, salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOUJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G, 3, rue Talbot - Paris 9<sup>e</sup> - Tél. : TAI.82.78

**RECOFACT**  
S.P. 54  
78120 RAMBOUILLET  
Tél. 483-11-84

**AVEZ-VOUS LA SITUATION COMPTABLE MENSUELLE DE VOS IMPAYÉS ?**  
Nous vous la donnerons.

## A PROPOS DE...

## La préparation des projets d'urbanisme

## Des enquêtes vraiment publiques

Une réforme des enquêtes d'utilité publique qui sont lancées avant le démarrage des opérations d'urbanisme est en cours d'étude, a annoncé le ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement, le 28 août. Cette réforme vise à améliorer la qualité de la vie, à cet égard, trente-deux associations de défense de la région parisienne et de province ont récemment adressé au ministre de l'Équipement un texte demandant une meilleure information et une plus grande participation du public.

Secret, fait accompli, langage érotique : dans la pratique, les pouvoirs publics, avant de construire une route ou de lancer un ensemble immobilier, n'échappent pas à ces travers maintes fois dénoncés.

La façon — quasi clandestine — dont on a entrepris les travaux de certaines sections de l'autoroute A-86 à l'ouest de la capitale, le dernier et fâcheux exemple en date (le Monde du 23 juillet). Pourtant les procédures réglementaires sont en général suivies, et l'on ne peut vraiment reprocher aux fonctionnaires de ne pas appliquer la loi. La seule issue paraît donc être de changer d'une part les textes officiels eux-mêmes, d'autre part un certain esprit hérité de l'époque napoléonienne et selon lequel « l'administration compétente a toujours raison, et les citoyens incultes toujours tort ».

## Mesures pratiques

La première recommandation des comités de défense porte sur la mise au point des plans d'urbanisme. Dans la majorité des cas, expliquent-ils, l'enquête d'utilité publique précédant l'adoption officielle des plans est conduite avec beaucoup de discrétion : comme si l'on doutait de l'accord de la population. Il en résulte de la part de celle-ci un sentiment de méfiance sur l'utilité publique réelle de certains projets, et la contrainte remplace une franche collaboration entre les intéressés d'une part, l'administration et les élus d'autre part. En conséquence les associations souhaitent qu'on jure et à mesure de leur élaboration les documents concernant les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols soient constamment mis à jour et mis à la disposition du public dans les mairies. Un registre devrait permettre en outre aux habitants de formuler en permanence leurs observations à l'égard de tel ou tel projet d'étude.

Le second vœu des comités de défense concerne de manière plus générale les enquêtes d'utilité publique précédant le lancement d'une opération estimée d'intérêt

général. Les mesures de publicité prévues par les textes sont insuffisantes et il n'est pas toujours évident qu'une partie importante de la population ignore le déroulement d'une enquête. Autre défaut : les modalités de la procédure sont telles que les non-initiés éprouvent les plus grandes difficultés pour juger en toute liberté et en parfaite connaissance de cause. Les comités demandent donc que soit appliquée une série de dispositions pratiques : ouverture de l'enquête à tous les citoyens, possibilité d'accéder aux registres jusqu'à 21 heures les jours ouvrables, affichage des cartes de l'enquête ouverte, l'enquête d'utilité publique sur les lieux des travaux prévus, expositions publiques des études, création d'une commission d'enquête tripartite ayant pouvoir de décision et comprenant pour moitié des représentants de l'administration et des collectivités locales et pour l'autre moitié des représentants élus par la population concernée.

Cette dernière suggestion est sans doute excessive dans la mesure où elle déposséderait les élus locaux de l'une de leurs responsabilités essentielles. Elle risquerait de donner aussi un trop grand pouvoir aux intérêts particuliers qui pourraient bloquer n'importe quel projet jugé indispensable à la collectivité. Pour stimuler les communes et l'administration et les contraindre à prendre davantage en considération les besoins de leurs administrés, il paraît cependant souhaitable de faire participer davantage les associations. Au reste M. Valéry Giscard d'Estaing s'y était engagé pendant la campagne électorale des présidentielles.

Comme le disent les comités de défense, l'aménagement du territoire, parce qu'il engage pour des générations et dans de nombreux domaines l'avenir d'un pays, est un problème politique fondamental. Une raison supplémentaire pour mettre en vigueur des réformes qui ont déjà trop tardé.

ETIENNE MAILLET.

## MOINS DE SOUFRE DANS LE FUEL

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, la teneur en soufre du fuel domestique ne pourra plus dépasser 0,55 % contre 0,70 % actuellement. Cette décision, prise par le ministère de l'Industrie, en liaison avec le ministère de l'Énergie, vise à réduire les émissions d'oxydes sulfurés par le chauffage des immeubles et de diminuer la pollution atmosphérique des villes.

## PÊCHE

LES SYNDICATS AU SE-COURS DE LA G.G.N. et de la C.F.D.T. Les marins-pêcheurs de Lochudy (Finistère) ont décidé d'adresser leurs feuillets d'impôts au gouvernement pour rappeler leurs principales revendications. Les pêcheurs demandent en particulier un abattement de 30 % sur leurs impôts pour faire face à la crise qu'ils traversent. On s'attend à une extension du mouvement de protestation dans les autres ports.

مركز الامم المتحدة



SOCIAL  
San  
week-end

50  
الاحد

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LA VISITE DE M. HELMUT SCHMIDT ET LA RELANCE DE L'EUROPE

Autour d'un dîner à l'Élysée

### M. Schmidt va s'informer des intentions françaises

C'est le désir du chancelier Schmidt d'être mieux informé des intentions françaises, et plus spécialement de la relance européenne, qui a conduit M. Giscard d'Estaing, qui a provoqué la réunion surprise, ce lundi 2 septembre, à l'Élysée, d'un « sommet » franco-allemand.

Un communiqué publié dimanche soir déclarait : « Le président de la République a invité le chancelier fédéral d'Allemagne à dîner en tête à tête le lundi 2 septembre. M. Helmut Schmidt a accepté la réunion surprise, ce lundi 2 septembre, à l'Élysée, d'un « sommet » franco-allemand.

Le chancelier, attendu à 18 heures à Paris, se rendra directement à l'Élysée. Après la conversation, il dînera à l'Élysée, le soir même, dans la capitale française et regagnera Bonn mardi matin. Il sera accompagné de M. M. Grunewald, porte-parole du gouvernement, de M. Fischer, chargé de la politique étrangère à la chancellerie, et de M. Lelster, chef de cabinet du chancelier.

Ce « sommet » sera la troisième rencontre Giscard d'Estaing-Schmidt en trois mois. Dès leur entrée en fonctions, les nouveaux

### La nouvelle politique française

(Suite de la première page.)

Trois obstacles de taille occupent le décor et risquent d'enlever la ferveur et l'émulation européenne du président de la République française et de ses ministres.

1) La crise économique. — Les difficultés créées par la hausse des prix des matières premières, le ralentissement de la croissance et la dégradation de l'équilibre des paiements extérieurs sont, comme chacun sait, loin d'être résorbées. Or, la mise en place de mécanismes nouveaux destinés à accroître la cohésion des pays de la Communauté est bien évidemment chose moins facile en ces temps d'incertitudes qu'en période de prospérité. En vérité, redécouvrir la coopération ministérielle de la C.E.E. — ce que M. Maurice Schumann appelait la « voie royale » de l'intégration, il y a tout juste deux ans — apparaît aujourd'hui hors de portée.

Sans doute M. Giscard d'Estaing a-t-il indiqué, dans son allocution du 27 août, que la France proposerait dans ce domaine « un certain nombre de mesures ». L'accord monétaire européen sur le réajustement des marges de change a commencé à fonctionner — au reste de façon bien précaire — en 1972, en pleine crise du dollar. Mais l'expansion des pays de la Communauté paraissait alors durablement assurée et leurs monnaies, ou du moins la plupart d'entre elles, convoitées par les spéculateurs dont l'exercice favori consistait alors à parier sur la baisse continue de la devise américaine. Observons au passage que les malheurs de l'Europe durant cette première phase de la crise économique internationale paraissent maintenant bien déplaçables au regard de ceux qu'a engendrés la rébellion des producteurs de pétrole. Il reste qu'aujourd'hui, alors que les monnaies européennes flottent de façon désordonnée et qu'une menace de crise sérieuse continue à peser sur les économies des États membres, la situation n'est guère propice à des initiatives visant à nouveau à souder ces monnaies entre elles ou encore à mettre en commun une fraction des réserves de change détenues par les banques centrales des Neuf.

Reprenons le cheminement vers l'union monétaire par un exercice d'autant plus problématique que les économies de la C.E.E., toutes malades, ne sont pas atteintes au même degré. Les taux d'inflation ou de change varient sensiblement d'un pays membre à l'autre. De même l'Allemagne et les pays du Benelux parviennent à équilibrer leur commerce extérieur, alors que, au contraire, le déficit de la balance des paiements de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de la France a tendance à s'aggraver. Des évolutions aussi divergentes n'invitent guère à prêter foi aux spéculations qui reviennent à l'espace régulier sur une éventuelle réactivation du fameux « serpent » monétaire européen. Il faut ajouter un obstacle de nature politique, à la relance de la coopération économique et monétaire européenne. L'Allemagne du chancelier Schmidt, dont la puissance économique a jusqu'ici à peine paru ébranlée par la crise du pétrole, mais qui, néanmoins, considère que le temps du gaspillage, fut-il européen, est révolu, se montre déterminée à ne pas tenter la moindre aventure aux côtés des partenaires de la

### Ne pas ranimer de vieilles querelles

(Suite de la première page.)

M. Schmidt était d'autant plus pressé de rencontrer M. Giscard d'Estaing que celui-ci a annoncé, dans sa récente déclaration radiotélévisée, des initiatives françaises en matière de politique européenne.

M. Schmidt n'est pas opposé à la convocation d'un sommet des Neuf avant la fin de l'année, mais il ne veut pas que ce soit une causerie au coin du feu comme à Copenhague, qui produit de belles déclarations mais ne débouche sur aucun résultat concret. Pour le chancelier, une réunion des chefs d'État et de gouvernement européens ne sera utile que si les décisions sont déjà « mûres ». Le gouvernement de Bonn est partisan d'un renforcement du système tournant de présidence qui, estime-t-il, a fait ses preuves, mais dans les moments difficiles que la Communauté vient de traverser, il est, au contraire, très méfiant vis-à-vis des projets présentés au gouvernement français de proposer la création d'un secrétariat politique européen. Les Allemands craignent qu'il ne soit ainsi ramené de vieilles querelles.

Dans le domaine de la défense, M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, vient d'estimer que des progrès étaient possibles si l'on procédait de manière empirique. Dans un premier temps, les ministres de la défense européens pourraient être associés aux travaux de la coopération politique.

MM. Schmidt et Giscard d'Estaing devaient également examiner la situation économique mondiale, qui, selon le chancelier, n'est pas exempte de dangers, et celle de la Communauté européenne. Même s'ils considéraient que les efforts ne sont pas toujours à la mesure des problèmes, les Allemands sont satisfaits des politiques anti-inflationnistes menées dans plusieurs pays européens, notamment en France et en Italie. Dans le cas où les premiers résultats seraient satisfaisants, les Européens pourraient envisager une politique économique et monétaire commune. Lors du dernier « sommet » franco-allemand, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing se sont félicités du fait que les deux pays aient adopté une « ligne commune » économique. Mais « parallélisme » ne signifie pas « synchronisme ».

Le chancelier devrait, d'autre part, exprimer les critiques allemandes au fonctionnement actuel du Marché commun agricole. Depuis plusieurs années, le gouvernement fédéral caresse des idées de réforme sans toutefois oser les formuler ouvertement, de crainte de réveiller les susceptibilités françaises. Mais aujourd'hui, il estime que la politique agricole commune ne peut plus continuer « à mécontenter les contributeurs, les consommateurs et les producteurs ».

### Le prêt allemand à l'Italie est gagé sur l'or

De notre correspondant

Rome. — Jusqu'où un accord apparemment limité à la seule technique monétaire engage-t-il à long terme une évolution politique irréversible ? C'est la question qui se posait immédiatement après la rencontre Rumor-Schmidt et qui est soulevée par l'annonce du voyage surprise du chancelier allemand à Paris.

Le prêt de 2 milliards de dollars consenti par Bonn à l'Italie a été tout d'abord surpris par ce têt-à-tête. Non seulement parce que depuis trois semaines les deux capitales dialoguent en permanence sur une telle hypothèse mais surtout parce que la bilatéralisme, imposé par l'urgence et par le gouvernement de la Banque d'Italie, contrevient à un principe rigoureux auquel s'est tenu depuis trente ans par la diplomatie italienne. S'agit-il du premier pas vers le retour à la politique du « brillant second », faute d'un espoir quelconque dans les rebondissements de la Communauté européenne ? Les précédents de la diplomatie italienne dans cette voie sont trop connus et leurs résultats trop évidents pour qu'on les rappelle.

### LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Voici le communiqué publié à l'issue des huit heures d'entretiens qu'ont eus, les 30 et 31 août, à Bellagio (Italie), MM. Mariano Rumor, président du conseil italien, et Helmut Schmidt, chancelier fédéral allemand :

« Les deux chefs de gouvernement, après entente préalable avec les ministres respectifs du Trésor et des finances, sont tombés d'accord pour un dépôt de 2 milliards de dollars auprès de la Banque d'Italie, prélevés sur des réserves de dollars de la Deutsche Bundesbank, et sur un dépôt en or auprès de la Deutsche Bundesbank de la part de la Banque d'Italie.

« Les conditions de cet accord ont été convenues entre les deux banques centrales des pays respectifs, et sont en cours d'approbation par les organes compétents. Le présent accord entre dans le cadre des initiatives prises à Zeltz par les ministres des finances des pays membres de la C.E.E. et confirmées à Washington par le groupe des Dix.

« Les deux chefs de gouvernement ont exprimé leur satisfaction du fait que par cet accord a été réalisée une mobilisation de la composante en or des réserves, évaluée à un prix correspondant à celui du marché ».

### Un « plancher » de 120 dollars

Certes, l'accord est simplement passé entre les banques centrales, mais les conditions en sont lourdes. Ces 2 milliards de dollars, soit environ 1 300 milliards de francs, sont prêtés pour six mois. Le prêt sera renouvelable à trois reprises et le taux d'intérêt, de 6,5 % à 8 %, par référence à celui des bons du Trésor à six mois de New York. Le prêt est gagé sur la cinquième des réserves d'or de la Banque d'Italie, évaluées sur la base de 80 % des cours moyens de l'or au cours des huit dernières semaines à la Bourse de Londres, soit 120 dollars l'once. Cet or ne quittera pas Rome avant le remboursement. Si, dans deux ans, la Banque d'Italie n'est pas en mesure d'acquiescer à la dette, le Trésor allemand prendra l'or à un taux qui ne saurait être inférieur à 120 dollars.

Le chancelier Schmidt s'est d'autre part engagé à soutenir, à Bruxelles, la demande de prorogation jusqu'en décembre du prêt communautaire de 1,9 milliard de dollars à l'Italie, remboursable le 15 septembre, et sa transformation en prêt à moyen terme. La Grande-Bretagne semble faire des objections. Reste enfin la constitution du fonds communautaire pour les pays en déséquilibre, dont l'Italie serait la première bénéficiaire ; mais le chancelier allemand ne semble pas très chaud pour un tel système dont l'Allemagne serait la première contributrice.

La présentation de ces entretiens par les deux hommes d'État s'est faite dans un climat de grande cordialité. Si les intérêts qui ont inspiré le chancelier Schmidt sont évidents, les contreparties politiques sont beaucoup plus obscures. Le chef du gouvernement allemand et son porte-parole ont dit assez clairement qu'il n'y avait aucun intérêt à accueillir l'Italie à l'aggravation des mesures de restriction de ses importations et qu'il fallait au contraire l'inciter à lever rapidement celles qui existent. M. Rumor a-t-il pris un engagement précis en ce sens ? Pour être est-il dissimulé dans la phrase du communiqué qui évoque la nécessité d'une rigoureuse coordination des politiques économiques et monétaires.

D'autre part, les deux chefs de gouvernement ont fait que des allusions très vagues, mais favorables, aux propositions françaises de relance européenne, et ils les ont replacées dans « la situation

### PÉTROLE

Alger (A.F.P.). — « L'Algérie et l'Arabie Saoudite sont convenues de ne pas baisser le prix de leur pétrole », a annoncé samedi 31 août après-midi l'agence Algérie Presse Service, qui cite une source informée à Alger.

Ce résultat, précise l'agence algérienne, a été obtenu à la suite de récents contacts entre Alger et Riyad. Selon l'agence algérienne, l'accord algéro-saoudien sur les prix du brut constitue « une réponse à ceux qui ont vu dans l'« isolément » de l'Arabie Saoudite une possibilité de combattre les revendications des pays producteurs et infirmer toutes les déclarations récentes tendant à faire admettre une éventuelle baisse des prix ».

Aucun élément nouveau, déclare l'A.P.S., n'est venu en effet confirmer une telle évolution. Au contraire, les données du marché, autant que le taux de l'inflation mondiale (12 % en 1973 et 14 % selon les prévisions de 1974) invitent à faire précisément le contraire.

« Malgré le million de tonnes de pétrole jetées sur le marché européen par les sociétés internationales pour « casser » les prix, ajoute l'agence, la demande reste soutenue, alors que, traditionnellement, elle subit en cette période un fléchissement.

« Dans ces conditions de marché, conclut l'agence algérienne, l'on voit mal comment certains pays consommateurs ont pu prétendre à une baisse prochaine des prix, d'autant plus que beaucoup de pays producteurs ont clairement fait savoir leur intention de moduler leur production au cas où la production mondiale viendrait à être augmentée, pour préserver leur droit ».

### L'aide allemande à l'Italie

Enfin M. Schmidt rendra compte à M. Giscard d'Estaing de ses entretiens de vendredi et de samedi avec M. Rumor, président du conseil italien. La République fédérale est disposée à pratiquer la solidarité européenne selon le principe adopté dès la première rencontre entre le chancelier et le président de la République. « Aide-toi, l'Allemagne t'aidera ». On ne cache pas à Bonn que le prêt de 2 milliards de dollars a été accordé à l'Italie seulement parce que le gouvernement de Rome avait adopté un plan d'austérité. En vertu du même principe, il n'est pas question de soutenir un autre pays européen (sous-entendu la Grande-Bretagne) dont les responsables paraissent fort bien s'accommoder de l'inflation.

Il reste que pendant les jours précédant la rencontre de Bellagio entre MM. Schmidt et Rumor, le gouvernement fédéral avait affirmé qu'un prêt bilatéral à l'Italie était hors de question. M. Grunewald, porte-parole du gouvernement, a justifié cette attitude en invoquant la « diplomatie monétaire ». Il a d'autre part indiqué que pour les Allemands il ne s'agissait pas à proprement parler d'un prêt mais d'un dépôt de devises contre de l'or, et qu'en la matière la Bundesbank était souveraine. En annonçant prématurément l'accord on aurait pu croire à une pression politique sur la Banque centrale.

Ce geste de solidarité d'autant plus de valeur que le gouvernement onest-allemand est ainsi le premier à appliquer l'accord de Zeltz sur la mobilisation des réserves d'or européennes qu'il n'avait pas accepté sans réticences.

M. Schmidt n'aura sans doute pas beaucoup de mal à convaincre Giscard d'Estaing qu'il aide l'Italie la Communauté agit aussi dans son propre intérêt. La situation économique de la péninsule n'est pas seule à inquiéter les Allemands. Ils craignent aussi qu'un échec de l'expérience Rumor n'amène le parti communiste au pouvoir à Rome.

### Prochain article :

QUELLES PERSPECTIVES ?

## BONS du TRÉSOR à 5 ans

émis du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1974

Taux de rendement actuariel (avant impôt)

# 9%

Bons à deux ans d'intérêt payables d'avance et trois ans d'intérêt payables au moment du remboursement	Bons à cinq ans d'intérêt payables au moment du remboursement
--	---

BT 40

## PÉTROLE

### L'« ACCORD » ALGÉRO-SAUOÏEN

Alger (A.F.P.). — « L'Algérie et l'Arabie Saoudite sont convenues de ne pas baisser le prix de leur pétrole », a annoncé samedi 31 août après-midi l'agence Algérie Presse Service, qui cite une source informée à Alger.

Ce résultat, précise l'agence algérienne, a été obtenu à la suite de récents contacts entre Alger et Riyad. Selon l'agence algérienne, l'accord algéro-saoudien sur les prix du brut constitue « une réponse à ceux qui ont vu dans l'« isolément » de l'Arabie Saoudite une possibilité de combattre les revendications des pays producteurs et infirmer toutes les déclarations récentes tendant à faire admettre une éventuelle baisse des prix ».

Aucun élément nouveau, déclare l'A.P.S., n'est venu en effet confirmer une telle évolution. Au contraire, les données du marché, autant que le taux de l'inflation mondiale (12 % en 1973 et 14 % selon les prévisions de 1974) invitent à faire précisément le contraire.

« Malgré le million de tonnes de pétrole jetées sur le marché européen par les sociétés internationales pour « casser » les prix, ajoute l'agence, la demande reste soutenue, alors que, traditionnellement, elle subit en cette période un fléchissement.

« Dans ces conditions de marché, conclut l'agence algérienne, l'on voit mal comment certains pays consommateurs ont pu prétendre à une baisse prochaine des prix, d'autant plus que beaucoup de pays producteurs ont clairement fait savoir leur intention de moduler leur production au cas où la production mondiale viendrait à être augmentée, pour préserver leur droit ».



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## COMMERCE

A l'occasion du jugement d'un ouvrier boucher

### LES RESPONSABLES DES CENTRES LECLERC ORGANISENT UNE NOUVELLE MANIFESTATION A ROCHEFORT

Rochefort, en Charente-Maritime, devient l'un des points chauds de la bataille que mènent les centres Leclerc contre la loi Royer. Ce lundi 3 septembre, à 15 heures, est en effet jugé en tribunal le boucher qui, le 29 août dernier, avait porté la main sur le juge d'instruction venu une fois de plus tenter de poser les scellés sur les nouveaux locaux du centre Leclerc (le Monde des 16, 23, 24 et 31 août).

Le comité directeur des centres Leclerc a, en conséquence, décidé d'annuler la réunion des responsables des centres qui devait se tenir à Paris ce lundi. Dans un communiqué il a invité les anti-

matours des centres ainsi que leurs cadres à se rendre immédiatement à Rochefort, l'ouvrier qui doit être jugé, « père de cinq enfants, presque aveugle et diabétique du plus haut degré, ne peut pas subir longtemps sans conséquence grave une peine d'emprisonnement », précise le communiqué, qui ajoute : « La manifestation se déroulera dans un silence et dans un calme qui surprendront le ministère de la justice, car il ne faut pas confondre la lutte légitime des paysans, des consommateurs et des distributeurs face à la diminution de leur pouvoir d'achat et l'agression des prix, avec des représailles de justice qui violent ce qui tient. »

### LE MANQUE DE SUCRE EN FRANCE

#### Une panique provoquée

Partout en France, dans les supermarchés comme dans les petites boutiques, le sucre, en morceaux, cristallisé ou en poudre, a déserté les rayons. La peur de manquer, qui reste si vivace chez les consommateurs français, a été les incitant sur des produits qu'ils n'achètent habituellement qu'avec agacement. Cette panique est stupide et inutile, dit un responsable de magasins. Nous constatons bien une rupture de stocks, mais dès lundi nous serons normalement approvisionnés.

L'effacement des consommateurs n'est pas, pour une fois, né de rumeurs incontrôlables. C'est la Confédération générale des planteurs de betteraves qui, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes professionnels de ses adhérents, a inopinément appelé les médias au secours (le Monde du 30 août). En admettant que la « soudure » soit défectueuse, le développement d'une panique de pénurie ne peut que rendre plus difficile l'attente de la prochaine récolte, puisque certains auront rempli leurs placards de

sucres qui fera cruellement défaut à leurs voisins.

Les planteurs de betteraves français qui, mieux organisés que la plupart des autres producteurs agricoles, sont volontiers cavaliers, ont ainsi lancé dans l'incertitude une campagne dont le but avoué est une large revalorisation du prix européen du sucre.

Il reste que les cours ont plus que triplé depuis huit mois sur le marché international, et que les stocks mondiaux sont à un niveau très bas (14,5 millions de tonnes, soit deux mois de consommation). Depuis cinq ans, en effet, la production mondiale est inférieure à la consommation : on s'attend en 1974 à une production de 10 millions de tonnes pour une consommation de 11 millions.

La Grande-Bretagne, selon le Sunday Times, se préparait à acheter du sucre à l'étranger, tandis que l'Union soviétique, qui importe environ 2,5 millions de tonnes par an, met tout en œuvre pour assurer au minimum la récolte et le raffinage de ses betteraves. L'U.R.S.S. produit environ 11 millions de tonnes par an. — J. D.

## SYNDICATS

Célébrant le cinquantième anniversaire de leur fédération

### Les mineurs C.F.T.C. affirment la vitalité du syndicalisme chrétien

(De notre correspondant.)

Lille. — Les quelque deux cents délégués rassemblés à Douai, du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre, pour le vingt-huitième congrès de la Fédération des mineurs C.F.T.C. ont célébré un double anniversaire, en même temps qu'ils étudiaient les problèmes les plus urgents d'une profession en difficulté. Dans la « baine d'unité » auquel les syndicalistes chrétiens sont si sensibles, on ne s'est pas privé d'évoquer, une langue et une rude bled. C'est, en effet, en 1924, il y a cinquante ans, que fut fondée la Fédération C.F.T.C. des mineurs par Henri Mox, responsable des syndicats d'Alsace-Lorraine, et Jules Catolre, responsable des syndicats du Nord-Pas-de-Calais. Ce dernier, qui fut ensuite parlementaire M.R.P., puis ministre, participait d'ailleurs à la séance de clôture.

Autre anniversaire, plus récent mais non moins important aux yeux des militants : le congrès des mineurs de 1964, dans cette même ville de Douai, s'était opposé « au sabotage de la confédération par ceux qui veulent mettre leur drapeau dans la poche ». Joseph Sauty, le militant ardent dont le souvenir a plané constamment sur l'assemblée, avait affirmé alors que la C.F.T.C. des mineurs continuerait, quoi qu'il advienne. Deux mois plus tard, à une grande majorité, la confédération se laïcisa et devenait la C.F.T.C. Mais la C.F.T.C.-Sauty, comme on disait alors, entreprenait de s'organiser. Les enseignements de ces cinquante ans d'action ont été consignés dans un manifeste approuvé par les congressistes et que M. Jean Bonnaud, président de la Fédération et secrétaire général de la confédération, a résumé dans son allocution finale comme « un code de comportement pour les militants de la C.F.T.C. ». Ce code affirme l'urgence de la vérité (définir des objectifs concrets, « car nous ne faisons pas de cinéma publicitaire »), le souci d'une organisation ouverte à tous, en évitant les excès catégoriels : la passion

de la liberté et de l'indépendance syndicale (rejet de la confusion syndicat-parti politiques) ; un attachement fondamental aux principes d'inspiration chrétienne : une priorité à la négociation (« nous ne cultivons pas la lutte des classes »). Faisant état des résultats obtenus depuis dix ans, M. Jean Bonnaud a déclaré : « Les progrès constants de la confédération sont le témoignage d'une audience de plus en plus grande de la C.F.T.C. Nous sommes beaucoup plus forts que nous ne le pensions. »

Des résolutions adoptées à l'unanimité, on retiendra surtout :

- SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT : la C.F.T.C. veut poursuivre une politique contractuelle impliquant une garantie de progression du pouvoir d'achat. Il faut préserver ce qui a été acquis par l'accord de juillet 1974 signé avec la direction des Charbonnages de France et l'électre à toutes les entreprises minières.

- AVENIR DE LA PROFESSION : le congrès dénonce « la politique électorale qui, par la liquidation des mines, compromet l'indépendance nationale » et demande le réexamen des plans de production des mines de charbon, de potasse, de fer et d'uranium. Le gouvernement doit faire connaître rapidement sa décision quant à l'avenir de chaque bassin.
- SECURITE SOCIALE MINIERE : la menace encore imprécise qui pèse sur la sécurité sociale minière a soulevé de très vives réactions parmi les congressistes, qui réclament des engagements précis.

Enfin, la centrale chrétienne s'estime de ne pas avoir été associée aux travaux de la « commission Sudreau » sur la réforme de la loi.

Voici la composition du bureau fédéral élu par le congrès : président, M. Jean Bonnaud ; vice-président, M. Jean Barthélemy (Provence) ; Robert Monner (Lorraine) ; Jean-Paul Wili (Normandie) ; secrétaire général, Louis Benamini ; secrétaire général adjoint, Jean-Pierre Benamini ; trésorier général, Edmond Baymanki.

## EMPLOI

### TROIS CENTES LICENCIEMENTS DANS LES VOSGES

La société Colroy, deuxième producteur français de bas et collants derrière la DIM, a annoncé le 30 août sa décision de licencier trois cents personnes (200 ouvriers, 4 cadres, 85 agents de maîtrise) employées à son usine de Semones (Vosges). Colroy, qui produit annuellement quatre-vingt millions de paires de bas et collants, emploie actuellement mille sept cents ouvriers.

GEORGES SUEUR.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 300.000.000 de Francs. R.C. Paris 54 B 2284

#### emprunt

11,40 %

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT :

11,40 %

Emission de 500.000 obligations de F 1000 remboursables en 15 ans. Amortissement au pair en deux tranches égales à la fin de la 12<sup>e</sup> et de la 15<sup>e</sup> année.

PRIS D'ÉMISSION : AU PAIR

INCONVERTIBLE TITRE TOTAL Remboursement des obligations NET DE TOUS IMPÔTS sur les valeurs mobilières (à l'exception de ceux que la loi mettrait obligatoirement à la charge des porteurs).

Souscriptions reçues au Crédit Foncier de France, 19, rue des Capucines à Paris, dans ses délégations de la région parisienne et ses Directions départementales, aux guichets des Banques, Agences de Change, Comptables du Trésor, P.T.T., Caisses d'Épargne et par correspondance (C.C.P. du Crédit Foncier 91700 Paris).

B.A.L.O. du 2 septembre 1974



**L'ORDINATEUR EST UNE MACHINE PUISSANTE.  
ALORS, POURQUOI FAUT-IL ATTENDRE PLUSIEURS JOURS  
POUR EN OBTENIR UNE INFORMATION ?  
AVEC L'ORDINATEUR ALVAN C'EST DIFFÉRENT.**

L'informatique en temps réel ça existe : si vous êtes transporteur aérien opérant à l'échelle de la planète ou, plus hexagonalement, banquier avec quelques centaines de guichets. Dans un cas comme dans l'autre vous disposez de maxi-ordinateurs et de claviers multicolores qui vous donnent dans l'instant le titre du film projeté lundi prochain à la verticale du Groenland ou la position du compte de M. Duval. Seulement voilà : vous n'avez pas les mêmes ressources et cependant vous rencontrez les mêmes besoins : savoir où vous en êtes, chez vous, à tout moment. Votre merveilleux ordinateur travaille — paraît-il — au milliardième de seconde. Pourtant lorsque vous voulez savoir combien vous doivent les établissements Dujardin ou la quantité de boulons de 10 en stock, rien ne va plus. Il vous faut souvent attendre plusieurs jours. De quoi regretter la comptabilité par décalques avec tous les comptes réunis à portée de la main dans un bon vieux bac à roulettes. Pourquoi ce hiatus ? Tout simplement parce que sur les ordinateurs conventionnels on subit

la technologie plus qu'on ne l'exploite. Les problèmes sont greffés sur des machines parfaites mais qui ne sont pas construites sur le modèle des organisations humaines. Résultat : des procédures, des langages et... des délais. Avec Alvan c'est différent : on a conçu l'ordinateur à partir des problèmes et... la technique a suivi. Cela peut paraître évident mais c'est une grande première. La machine comprend un langage qui s'apparente à celui de la conversation courante et elle répond immédiatement ! Le tout dans des conditions de prix qui vous garderont l'estime de vos financiers. Sceptique ? Venez donc voir l'ordinateur Alvan en marche au Sicob ou appelez-nous.

ALVAN...  
ET L'INFORMATIQUE  
REDEVIENT SIMPLE



ALVAN, 198/200 Bd Saint-Germain,  
75007 Paris.  
Téléphone, 544-09-77 et 544-23-85.  
Télex 20711.  
Sicob : stand n° 3408, niveau 3, zone D.

CONTRACTE - AL 11

سكوت الامم







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE  
— GRANDE-BRETAGNE : l'aila gauche du TUC est décidée à se proposer contre le « contrat social ».  
— GRÈCE : M. Karamanlis critique ceux qui entendent « une grande démission » sur le gouvernement.  
— CHYPRE : un nouveau charnier est découvert près de Famagouste.

2. AMERIQUES

3. PROCHE-ORIENT

— IRAK : les Kurdes ont tenté de lancer une importante offensive des forces gouvernementales.

— SYRIE : M. Aouni a procédé à un remaniement ministériel restreint.

3. OCEANIE

— NOUVELLE-ZÉLANDE : le nouveau premier ministre s'est confronté à des problèmes financiers difficiles.

3. OCEAN INDIEN

— L'Agence Tass conteste les informations du président Ford sur l'existence de bases soviétiques.

4. AFRIQUE

— « Espoir dans le tiers-monde » (II), par Jean Duché.

4. ASIE

— PHILIPPINES : attentats et arrestations font près de cent morts.

6. POLITIQUE

— DÉFENSE

7. JUSTICE

— POINT DE VUE : « Entre la vengeance et l'oubli », par P. de Beldaffre.

8. HISTOIRE

— Lyon, capitale de la Résistance, et sa libération.

9. PRESSE

— TÉMOIGNAGE : « La mort de Camille », par Claude Bourdet.

9. ÉDUCATION

— La conférence des recteurs européens pourrait ouvrir plus largement aux pays de l'Est.

10. CIRCULATION

— POINT DE VUE : « Pacifier les routes françaises », par Philippe Gaurat.

11. SPORTS

— ATHLÉTISME : début des championnats d'Europe à Rome.

— NATATION : les États-Unis battent la R.D.A.

— BOXE : Cuba domine les championnats du monde amateurs.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Pages 15 à 17

— LES PERSPECTIVES POUR L'ÉCONOMIE : l'expansion de la production de biens de consommation, les P.M.E. aux prises avec l'économie.

— ÉCONOMIE : une déflation présentée au déficit commercial.

— ÉCONOMIE : les milieux d'affaires des deux côtés de l'Atlantique.

10-19. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : la Paloma, de Daniel Schmid.

— TÉLÉVISION : le débat et la sagesse.

19. SCIENCES

— La D.G.R.S.T. et l'aide aux laboratoires industriels.

20. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— A PROPOS DE... : la préparation des projets d'urbanisme.

20-30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— ÉTRANGER : le prêt allemand à l'Italie est gâté sur l'or.

— SYNDICATS : le congrès des mineurs de la C.F.T.C.

— LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TÉLÉVISION (13)

— Annonce d'annonces (20 à 26) ; Carbone (14) ; Informations politiques (13) ; « Journal officiel » (13) ; Micrologie (13) ; Météo (13) ; Finances (31).

— Le numéro du « Monde » daté 1-3 septembre 1974 a été tiré à 491 283 exemplaires.

14 stations à Paris, 200 en France, 1000 en Europe, Louvre Européen 645 21 25

A B C D E F G H

## Ajourné à deux reprises

### Le « sommet » arabe de Rabat se tiendra le 26 octobre

Après l'avoir ajourné à deux reprises, les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis dimanche au Caire, ont convenus de fixer au 26 octobre le « sommet » arabe prévu à Rabat. Ils se retrouveront quatre jours superposés dans la capitale marocaine pour en préparer l'ordre du jour.

Annulé une première fois en avril, le « sommet » arabe devait se tenir à Rabat mardi 30 septembre. Il a été ajourné à la demande de la Jordanie, soutenue par l'Égypte, de manière à laisser le temps de réduire les divergences existant entre l'Arabie saoudite et la résistance palestinienne. Il semble maintenant que le « sommet » se tiendra à la date prévue, que l'O.A.P. et l'Arabie saoudite aient ou non réglé leur querelle.

qui porte sur la représentation des Palestiniens à la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Le cours de leur session plénière de dimanche, M. Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, et les ministres des Affaires étrangères d'Égypte, du Liban et du Koweït ont accusé Israël de préparer une nouvelle attaque contre les pays arabes. « L'État hébreu se trouve dans un état de désespoir, et les actes commis dans de telles circonstances peuvent être très dangereux », a déclaré M. Riad. Le secrétaire général de la Ligue arabe a lancé un appel à « un renforcement de la coordination arabe en cette période particulièrement critique ».

## AU MOMENT OU M. FOURCADE LANCE L'OPÉRATION « FREIN SUR LES PRIX »

### M. Ségué propose au gouvernement un plan pour « juguler l'inflation »

Au cours d'une conférence de presse, qu'il tient ce lundi 2 septembre au ministère de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade présente la campagne « Frein sur les prix », dont il a fait un élément de son dispositif de lutte contre l'inflation. Cette opération doit se poursuivre pendant trois mois. Deux cent mille commerçants (soit le tiers des détaillants français) appliqueront, au septembre, une baisse d'au moins 5 % sur une dizaine de produits alimentaires de première nécessité et sur l'équipement de l'écolier, scolaire aussi bien que vestimentaire. En octobre, la baisse doit toucher l'équipement de la maison et la bonneterie, et en novembre les vêtements.

Le ministère de l'économie et des finances soutiendra cette opération par une large campagne de publicité, à la télévision, à la radio et dans la presse. Trois millions d'affiches, et d'enseignes ont déjà été distribués aux commerçants.

A la veille du lancement de cette campagne, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a dans une interview à la télévision, proposé un plan en cinq points pour « juguler l'inflation et la hausse des prix ». Il a souligné que la rentrée sociale soit « l'entrée de la négociation ».

« D'accord, discutons », a déclaré d'emblée M. Georges Ségué. Interrogé dimanche soir à l'O.R.T.F., et répondant au président de la République qui avait souhaité associer les syndicats à son action contre l'inflation. Observant que M. Giscard d'Estaing n'a pas précisé les moyens envisagés, le leader de la C.G.T. propose un programme en cinq points : la réduction et de la suppression de la T.V.A. sur les produits de large consommation jusqu'à l'échelle mobile des salaires et retraites, fondée sur un modèle « négocié » en passant par un impôt sur le capital, le blocage de certains prix et la réduction des

marges bénéficiaires des grandes sociétés. « Sinon, il restera aux organisations syndicales d'engager l'action, nous n'y faillirons pas. »

Déjà, il y a dix mois, la C.G.T. avait déclaré la guerre à la vie chère ; en réclamant des détaxations, l'échelle mobile, la « mise hors d'état de nuire des spéculateurs », et en préconisant un rassemblement de tous les mouvements, qui aboutit au mouvement de grève du 6 décembre 1973 organisé avec la C.F.D.T. et la F.R.N. et appuyé par les partis de gauche.

L'attitude de la C.G.T. est donc bien constante, de même que la volonté, réaffirmée dimanche encore par son secrétaire général, d'être « responsable et constructif ».

Avec M. Giscard d'Estaing alors qu'il aurait préféré un président de gauche, mentionne-t-il en ajoutant que le chef de l'État doit avoir une attitude de médiateur, pas pour intermédiaires les syndicalistes de ses rêves.

### LES CINQ POINTS DU PLAN DE LA C.G.T.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., interviewé par le journal télévisé à 24 heures sur la une du 2 septembre, propose au gouvernement la discussion d'un plan contre l'inflation en cinq points : réduction et suppression des taxes de la T.V.A. sur les produits de large consommation ; compensation de la perte fiscale qui en résultera par l'instauration d'un impôt sur le capital ; « je n'ai pas dit d'autre pays » ; blocage de certains prix ; réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés capitalistes ; garantie du pouvoir d'achat par l'institution d'un système d'échelle mobile des salaires, des retraites et des pensions, fondée sur un indice du coût de la vie discuté avec les organisations syndicales.

« Nous carions, a dit M. Ségué, préférer un président de la République de gauche. C'est M. Giscard d'Estaing. C'est donc avec lui qu'il nous faut négocier pour résoudre les problèmes sociaux. »

« Nous souhaitons, a-t-il dit à propos de la rentrée sociale, que le soit l'entrée de la négociation. Sinon, il restera aux organisations syndicales d'engager l'action qui s'imposera pour faire aboutir les revendications des travailleurs, nous sommes là pour cela, nous ne faillirons pas à notre tâche. »

Interrogé ensuite sur les déclarations de M. Roger Chinnat, secrétaire général des républicains indépendants, accusant les syndicats d'être des « courtoisies parvenues à l'action politique », M. Ségué estime que « cette attaque rejoint en droite ligne les conceptions de la charte du travail de Pétain, vieille de trente-cinq ans. De telles conceptions ont existé dans un certain nombre de pays de dictature fasciste, tels le Portugal et la Grèce, mais à présent c'est terminé (...). M. Chinnat doit tenir compte des réalités et pas continuer à rêver à cela. »

### Relais Louis XIII

8, rue des Grands-Augustins 326-75-96 ou 326-22-55

est ouvert

### « Les réformateurs c'est bien nous »

Le secrétaire général de l'U.D.R., évocant aussi le gaullisme dont dit-il les objectifs essentiels « ne sont ni en danger ni trahis pour l'instant ». Se référant aux déclarations de M. Chinnat, secrétaire général des républicains

## AU COURS D'UN ENTRETIEN AVEC JAMES RESTON

### M. Giscard d'Estaing veut créer le sentiment que la France est « en avance sur l'époque »

Sous le titre, en première page, « L'espoir de Giscard, une nouvelle époque de réforme », le New York Times a publié, dimanche le septième, le compte rendu d'un entretien accordé le 22 août par le président de la République à M. James Reston, vice-président du Journal.

Selon M. Reston le président de la République, interrogé sur ce qu'il espérait réaliser, a répondu que la France est à nouveau un pays en avance sur l'époque, politiquement et socialement, et en fait le membre d'une communauté européenne.

M. Giscard d'Estaing a été amical envers les États-Unis.

relève M. Reston, le chef de l'État français a souligné l'importance de la consultation dans les relations franco-américaines, mais il a montré peu d'enthousiasme pour des réunions « au sommet » cérémonielles ou des institutions formelles pour harmoniser les politiques transatlantiques. La meilleure technique est la consultation entre dirigeants français et américains.

Le président a déclaré qu'il pensait que la célébration du bicentenaire de l'indépendance américaine, en 1976, pourrait lui fournir l'occasion de visiter les États-Unis. M. Giscard d'Estaing a alors rappelé qu'un membre de sa famille, l'amiral Jean-Baptiste d'Estaing, avait dirigé l'attaque de la marine française devant Rhode-Island et Savannah (Georgie) pendant la guerre d'indépendance américaine (1).

selon les besoins de la situation ». M. Giscard d'Estaing envisage une nouvelle époque de réformes en faisant particulièrement appel aux femmes et aux jeunes, note M. Reston. « Le changement n'est pas culturel de notre temps, a souligné M. Giscard d'Estaing, viendra sans doute par les femmes. »

En conclusion, le vice-président du New York Times indique que son interlocuteur n'entrevoit pas de conflits majeurs entre les puissances nucléaires d'ici la fin du siècle, mais qu'il s'attend à l'instauration de régimes autoritaires et oppressifs sur une grande partie du monde et à d'importantes régions de tension entraînant des conflits localisés.

### « Un certain lyrisme »

Dans un autre article sous le titre « Les trois grands de l'Europe », M. Reston dresse un portrait de M. Giscard d'Estaing du chancelier Schmidt et du premier ministre britannique, M. Wilson (qu'il a également rencontrés). Il écrit : « Le président Giscard d'Estaing est la nouvelle personnalité la plus intéressante dans la politique européenne. » Pour le chroniqueur américain, le président français est « une nouvelle figure passionnante, un conservateur qui parle comme un visionnaire ».

Rapportant une expression du président de la République selon laquelle les dirigeants doivent gouverner avec assez d'énergie et d'imagination et « un certain lyrisme », M. Reston écrit : « Le mot lyrisme est probablement la clé de sa nouvelle administration. Ce n'est pas le genre de mot que le président Ford, le chancelier Schmidt ou le premier ministre Harold Wilson utiliseraient. »

M. Giscard d'Estaing peut, comme il l'a promis, poursuivre M. Reston, entraînant la France et l'Europe à nouveau vers un mouvement. — (A.F.P.-U.P.I.)

### « De Gaulle avait raison »

Le président a déclaré qu'il pensait que la célébration du bicentenaire de l'indépendance américaine, en 1976, pourrait lui fournir l'occasion de visiter les États-Unis. M. Giscard d'Estaing a alors rappelé qu'un membre de sa famille, l'amiral Jean-Baptiste d'Estaing, avait dirigé l'attaque de la marine française devant Rhode-Island et Savannah (Georgie) pendant la guerre d'indépendance américaine (1).

Le président a ensuite exposé qu'il était maintenant évident que le général de Gaulle avait raison en croyant que le monde ne pouvait pas se passer de la France. M. Reston écrit : « Le monde a besoin de la France, et la France a besoin du monde. »

### « Le changement viendra des femmes »

Le président français souligne M. Reston insiste sur l'importance d'une égalité économique et industrielle entre la France et l'Allemagne fédérale.

En politique intérieure, l'attention est attirée par le chef de l'État français est d'essayer de mener une politique réformatrice, suivie de changements continus, qui puisse être accélérée ou ralentie.

### PLUSIEURS CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS SONT RÉUNIS À BRAZZAVILLE

Brazzaville. — La neuvième conférence des chefs d'État et de gouvernement d'Afrique orientale et centrale, qui a commencé ses travaux le samedi 31 août à Brazzaville, est devenue le 1<sup>er</sup> septembre, la « conférence des dix-sept », après l'absence par les participants du Cameroun comme membre à part entière.

La conférence regroupe les présidents du Gabon, du Zaïre, du Rwanda, du Burundi, de la Guinée-Équatoriale, de la Zambie, de la Tanzanie, du Soudan, de la Somalie et de la République populaire du Congo. Les chefs d'État d'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, d'Ouganda, du Togo et de la République centrafricaine sont absents. Les délégués, présidés par M. Marius N'Gouabi (République populaire du Congo), sont concentrés pour l'essentiel au problème de l'unité des mouvements de libération du Congo. Les chefs d'État des habitants de l'enclave de Cabinda à l'autonomie et à l'institutionnalisation de la conférence. Concernant ce dernier point, le président congolais a proposé de faire de la conférence une organisation régionale à part entière et de la doter d'un pouvoir administratif dont la mission consisterait à mettre au point le mécanisme de l'assistance aux États qui succéderont aux colonies portugaises.

### L'affaire des « chèques Pampidou »

### LES QUATRE INCULPÉS ONT RECOUVRÉ LA LIBERTÉ

M. Le Galignec, le juge parisien chargé d'instruire l'affaire des « chèques Pampidou », a signé, le 31 août, des ordonnances remettant en liberté les quatre inculpés : M. Michel Bernhe, alias Eric Audouard, journaliste, et Mlle Madeleine Morvan, agent littéraire, écroués depuis le 17 août pour recel de vol et placés à présent sous contrôle judiciaire : Mlle Agnès Lestrade et M. Michel Deloche, détenus depuis le 22 août, elle pour vol, lui pour recel.

### Réouverture la Sologne

8 RUE DE BELLECHAISE, PARIS 7, 501.96.66

### LITS & SIEGES

MEUBLES-RANGEMENT-BOISERIES FABRICANT - SPECIALISTE

LITS GARNIS  
LITS JUMEAUX  
LITS DE REPOS  
LITS SOFAS  
CANAPES-LITS  
MEUBLES-LITS  
BOISERIES-BOISERIES  
BOISERIES BOISERIES

### A. Mayssignat

ATELIER MARAIS  
BUREAU D'ETUDES  
DANS NOS IMMEUBLES 2500 m<sup>2</sup>  
42-44, FAUBOURG SAINT-MARTIN  
PARIS 2 - BASTILLE

PARKING  
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS

343-06-31 3 lignes

### NOTRE Télex

AVOIRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vos messages nous parviennent par télex, nous vous les transmettons par télex, nous vous les transmettons par télex, nous vous les transmettons par télex.

Europe : 749 F (L.S.A.) 21 Jours 20.50 F de + abonnement 75 F par mois ou supplément 7.50 F par télex.

Service Télex

045.01.02 (045.00.25) 15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

Agences à Lille et 30 correspondants.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Année d'études : 1974-1975

Année limite d'âge : 30 ans

Demandez le nouveau guide de l'expert comptable

045.01.02 (045.00.25) 15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat

4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS - CROIX 62

السلامة العامة